



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 19 juillet 2018**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Bravo les Bleus ! Il y en a que le football n'intéresse pas, mais moi, ça m'intéresse, surtout quand on est champions du monde. Et puis, tout de même : Deschamps critiqué, vilipendé, traîné dans la boue ; champions du monde ! Ça rassure. Quand on est sur la bonne voie, il ne faut pas écouter les chiens qui aboient. Douze pieds, un alexandrin.

Chers collègues, je vous souhaite la bienvenue dans cet hémicycle pour la tenue de ce Conseil de Métropole du 19 juillet, exceptionnellement à 17 heures, car nous avons beaucoup de choses dont il faut que nous débattions, et si nous voulons avoir le temps pour ce dernier Conseil de l'année scolaire avant les vacances d'été de lever ensemble le verre de l'amitié, nous pourrons le faire.

Je voudrais, en début de Conseil, vous donner quelques informations liées à plusieurs sujets.

Tout d'abord, j'ai reçu de la part du Préfet de l'Hérault, Monsieur POUËSSEL, de Madame la Ministre des Transports, ainsi que du Président d'Autoroutes du Sud de la France (ASF), suite au rendez-vous que j'ai eu au ministère des Transports, la confirmation que les études de raccordement de la RN 113 à l'A9 et à l'A709 seraient faites sur un accord avec ASF. C'est très important. Cela veut dire que dans le rendez-vous que j'ai eu avec Élisabeth BORNE, Madame la Ministre a évalué un certain nombre de dossiers que je lui ai présentés. Parmi ceux-ci, il y avait évidemment la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan, le contournement Ouest, la route nationale 113, l'ADEME ainsi que la ligne 5 de tramway. Il nous a été donné un certain nombre de réponses qui émanent de la réflexion des services de l'État et je suis heureux d'apprendre que, sur la RN 113, une solution tangible a été proposée.

J'en profite également pour remercier – toujours dans le domaine des transports –, la Région Occitanie et sa Présidente, Madame Carole DELGA, pour la confirmation qu'elle nous a donnée du financement de 10 % sur la ligne 5 du tramway, sur l'extension de la ligne 1 et sur le contournement Ouest dans le cadre du contrat de plan État-Région.

La deuxième information concerne les négociations que nous avons menées dans le cadre de Montpellier Events. Je vous rappelle la situation rapidement : Montpellier Events comporte, aujourd'hui, quatre établissements : le Corum, le Zénith, le Parc expo et l'Aréna. Dans le cadre des renouvellements des Délégations de Service Public (DSP), il avait été prévu de les diviser en deux Société Publique Locale (SPL) : une qui était majoritairement gouvernée par la Région, propriétaire de l'Aréna et du Parc expo, et l'autre pilotée majoritairement par nous avec le Corum et le Zénith. Nous avons accepté ce principe avec deux SPL différentes et un seul directeur qui couvrirait le tout dans un Groupement d'Intérêt Economique (GIE). Il se trouve que la Région a changé sa vision des choses ; ce qui avait pour incidence de mettre les deux sociétés en concurrence. Je ne considère pas que cela soit bien pour le territoire. J'ai fait à Madame DELGA la proposition suivante : conserver les quatre structures dans la même entité et gouverner alternativement – elle et moi – la tête de Montpellier Events. Je remercie l'ensemble du personnel de Montpellier Events qui a souscrit à la proposition que j'ai faite et qui l'a indiqué par écrit à la Présidente de Région. Je suis heureux aussi que les discussions aient repris entre les services de la Métropole et de la Région pour trouver la meilleure solution et éviter une concurrence qui serait néfaste pour l'ensemble des quatre structures, pour la Métropole mais aussi pour la Région.

Troisième sujet : j'ai été reçu, il y a deux jours, par Madame Sophie CLUZEL, Secrétaire d'Etat chargée des Personnes handicapées, ainsi que par Madame Agnès BUZYN, Ministre de la Santé. Les sujets abordés ont été les suivants : tout ce qui est de l'ordre de la recherche au niveau du handicap avec Madame CLUZEL ainsi que le pôle autonomie santé de Lattes. Pour ce qui est de la santé plusieurs sujets comme, tout d'abord, le pacte État-Métropole, ainsi que tout ce qui concerne l'hôpital. En particulier plusieurs services qui ont besoin, plus que d'un lifting, d'être reconstruits ; que ce soit le pôle mère-enfant, le service tête et cou ou celui des urgences. J'ai également proposé aux deux Ministres une grande manifestation au début janvier 2019 qui intégrera tous les acteurs de la santé et de l'action médico-sociale.

Toujours concernant les Ministres : j'ai reçu aujourd'hui Madame la Ministre chargée des Affaires européennes, Madame Nathalie LOISEAU, avec qui nous avons beaucoup échangé et nous avons évidemment convenu de nous revoir.

Quatrième sujet : j'ai été convié demain matin – et nous prenons l'avion avec Monsieur FINA et Madame SALELLES à 5 heures – par Madame Élisabeth BORNE, Ministre des Transports et Monsieur Nicolas HULOT, Ministre de la Transition écologique, à m'exprimer, en tant que témoin, sur l'écologie et en

particulier sur les Zones de Faible Emission (ZFE) mais aussi pour une réunion de travail et une conférence de presse qui aura lieu à Paris. Je n'ai rien oublié Madame SALELLES ? Je crois que c'est à peu près ça mais je ne peux pas tout dire. Je remercie pour leur invitation Madame BORNE et Monsieur HULOT.

Par ailleurs, vous avez sur les tables un certain nombre de documents. Je ne vous en fais pas l'exégèse, vous la ferez vous-même, vous les avez sous les yeux.

Je voudrais proposer comme secrétaire de séance Monsieur Geniès BALAZUN, Maire de Restinclières, qui va faire l'appel.

Monsieur BALAZUN procède à l'appel.

Merci, Monsieur le Maire de Restinclières. Le quorum est très largement atteint. Nous pouvons valablement délibérer.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE MÉTROPOLÉ DU 19 JUILLET 2018

Monsieur le Président

Vous avez à vous prononcer sur l'ordre du jour qui comporte 95 affaires. Y a-t-il des interventions sur ce sujet ? Je mets aux voix l'ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE MÉTROPOLÉ DU 20 JUIN 2018

Monsieur le Président

Vous avez également été destinataires du procès-verbal du Conseil du 20 juin 2018. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Monsieur le Président

Vous avez également pris connaissance de la synthèse des décisions. Pas de demande d'intervention ?

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N° 1 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - RÉVISION DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCoT) - ARRÊT DU BILAN DE LA CONCERTATION

[Mmes P. DANAN et C. CLARAC et M. R. YOUSSEF entrent en séance.](#)

Monsieur le Président

L'affaire n°1 concerne la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT). Il s'agit de l'arrêt du bilan de la concertation. Dans le cadre de la révision du SCoT. Les Conseils de Métropole du 12 novembre 2015 et du 15 mai 2017 avaient défini les modalités de concertation avec le public. La délibération fait état des moyens mis en œuvre pour satisfaire les modalités fixées, des enrichissements et des modifications du SCoT issus de la concertation, le bilan de la concertation détaillé de manière synthétique et, par thématique, le contenu de la concertation.

La parole est à Chantal MARION, Vice-Présidente.

Chantal MARION

Merci Monsieur le Président. Mes chers collègues, c'est avec un grand plaisir que je vais présenter le dispositif de concertation mis en place pour la révision du SCoT. À la fin de ma présentation, il faudra voter l'arrêt de cette concertation. Nous ne pouvions pas le voter sans revenir un peu en arrière. C'est un dispositif permanent d'information du public. Le Conseil de Métropole du 15 novembre 2015 a fixé les modalités de la concertation préalable.

La Métropole a mis en œuvre ces modalités avec un dispositif permanent d'information du public mais également avec des temps forts très importants :

- entre mars et avril 2017, 10 réunions publiques tenues par Stéphanie JANNIN (six territoriales et quatre thématiques) ont été organisées parallèlement au travail sur la déclinaison du PADD ;
- de juin à octobre 2017, l'écriture des pièces composant le SCoT a donné lieu à la mise à disposition progressive et successive des premières versions des pièces constitutives du projet du SCoT ;
- du 27 avril au 4 juin 2018, une dernière version du document, qui a été enrichi par les premières contributions du public et les échanges très nombreux avec les partenaires institutionnels, a été mise à disposition du public pendant un mois.

Il est à noter que cette période de concertation préalable a permis de faire remonter plus de 300 contributions ; ce qui n'est pas rien. Ce sont des chiffres importants, satisfaisants même, au vu de la complexité du document.

Ce premier temps d'expression a été partagé avec le public et tous les acteurs du diagnostic des grandes orientations, avec six réunions publiques et surtout quatre réunions publiques thématiques qui ont été très importantes du 21 mars au 4 avril 2017. L'objectif de ces réunions publiques était de partager les enjeux « *ensemble du territoire* » et les orientations du projet. Les chiffres clés qu'il faut que vous sachiez : il y a eu 840 participants en tout et plus de 60 interventions. C'est donc vraiment une concertation pleinement remplie avec tous les secteurs que vous avez notés ici : Plaine Ouest, Cœur de Métropole, Piémonts et Garrigues, Vallée du Lez, Cadoule et Bérange, et Littoral.

Les enseignements principaux qui sont remontés de cette concertation, ce sont tout d'abord les préoccupations effectives des participants qui sont cohérentes avec celles qui avaient été présentées par les élus aussi bien au niveau de l'environnement que de la qualité du cadre de vie que de l'organisation des déplacements. Les associations qui ont participé sont très nombreuses. Vous avez la liste. Les acteurs et les associations sont traditionnellement plus aguerris à la formulation d'observations sur des dossiers aussi complexes. Nous avons eu une vingtaine de contributions tout au long du processus. Deux associations se sont bien impliquées : Mosson Coulée Verte et Saint Jean Environnement. Les acteurs qui ont participé sont : le Collectif des Garrigues, GrDF, les professions de l'architecture, de l'urbanisme, du paysage et je tiens à citer le monde agricole au travers du Syndicat des Jeunes Agriculteurs qui nous amène une idée nouvelle. Nous retrouvons dans les jeunes agriculteurs le dynamisme des start-up de la French Tech ; ils sont à la pointe de l'actualité et des transformations.

C'est un enrichissement perpétuel qui est issu du premier temps d'expression. Vous avez la carte de tous les secteurs avec les remontées principales par secteur. Si vous le voulez, je vous résume en un mot les différents commentaires. Les participants à la concertation des deux secteurs à l'Ouest (Plaine Ouest et Piémont et Garrigues) ont été particulièrement attentifs à l'organisation des transports collectifs ; ceux de Cœur de Métropole et de Cadoule et Bérange ont insisté sur des développements doux. Quoi qu'il en soit, la préoccupation environnementale apparaît sous différentes formes : la gestion des déchets à Cadoule et Bérange, la préservation des espaces agro-naturels dans l'ensemble des secteurs et la préservation de la biodiversité tout le long des rives du Lez.

Quoi qu'il en soit, l'enrichissement de cette concertation est exceptionnel et nous en avons tenu compte. Vous avez ici les mots-clés des résultats de cette concertation :

- la préservation et l'activation des espaces pour favoriser l'agriculture ;
- la prévention des risques dont ceux liés aux inondations et aux remontées des nappes ;
- la conservation de ressources naturelles avec, par exemple, le développement de l'économie circulaire et du recyclage des déchets ;
- le maintien du végétal dans la ville pour lutter contre l'effet îlot de chaleur ;
- la préservation des paysages, de la biodiversité et du littoral ;

- l'organisation des futurs habitants tout en respectant les habitants actuels sur notre territoire ;
- la mobilisation des différents modes de déplacements ;
- l'amélioration de la couverture numérique ;
- la diversification de l'offre de logements en permettant l'habitat participatif ;
- le soutien de l'économie de proximité.

Les documents du SCoT ont été enrichis et ajustés à la suite des différentes contributions. Je dirais que les deux enrichissements les plus importants ont été l'ajout du concept « *habitat participatif comme mode de production du logement* » et le renforcement du volet « *mode actif* » dans le SCoT, en ajoutant une carte illustrant les principales organisations du réseau de mobilités actives.

En résumé, les moyens mis en place dans la phase de concertation préalable tels qu'ils ont été développés par les services de la Métropole, par les élus, par les associations et toutes les personnes ayant participé, ont effectivement permis au public d'accéder à des informations très pertinentes qui ont été relayées par des administratifs et suffisamment claires pour qu'il puisse formuler des observations souvent adaptées aux documents concernés et ce – et je tiens à le préciser, Monsieur le Président – dans un délai raisonnable au vu du dossier.

Monsieur le Président

Merci Madame MARION. Qui demande la parole ? Madame TOUZARD et Monsieur GRAND. Madame TOUZARD.

Isabelle TOUZARD

Monsieur le Président, chers collègues, bonsoir. Merci beaucoup pour cette présentation et ce bilan de concertation. Je voulais simplement souligner un thème qui m'est cher : l'importance de l'agriculture dans le territoire. Quand on relève tous les mots-clés de cette concertation, il est beaucoup question de développement durable. Je pense que c'est un élément d'attractivité au moins aussi fort que les grands équipements. J'y reviendrai quand on parlera, tout à l'heure, du projet du SCoT.

Monsieur le Président

Merci Madame TOUZARD. Monsieur GRAND, je vous donne la parole mais je ne devrais pas le faire parce que vous avez fait ça – *claquement de doigts* – pour demander la parole. Ici, il n'y a pas de *tchitchou*, il n'y a que des élus. Allez-y, Monsieur GRAND mais soyez poli. On ne fait pas ça – *claquement de doigts*. Cela ne se fait pas dans une enceinte républicaine. Comme je vous aime bien, je vous donne quand même la parole.

Jean-Pierre GRAND

Moi aussi Monsieur le Président, je vous adore d'autant plus que...

Monsieur le Président

Oui, je vois, vous me prenez en photo chaque fois ! La première fois, vous avez pris mes pieds nus pour une conférence de presse ; la deuxième, vous m'avez pris en photo torse nu. C'est obsessionnel. Allez-y, Monsieur GRAND.

Jean-Pierre GRAND

Ce n'est pas le sujet que je souhaite développer aujourd'hui.

Monsieur le Président

Allez-y, Monsieur GRAND, poursuivez.

Jean-Pierre GRAND

Un mot sur le SCoT : j'ai naturellement écouté avec intérêt ce que vient de dire notre excellente collègue. Nous sommes dans la continuité de ce que nous faisons depuis 20 ans, c'est-à-dire que nous sommes attentifs à l'environnement ; nous sommes attentifs aux nouvelles façons de gérer notre territoire, à le préserver, à l'équiper et tout cela se fait à cadence forcée depuis des années et des années...

Monsieur le Président

Oui, donc nous n'avons donc rien inventé, quoi ?

Jean-Pierre GRAND

Voilà, tout à fait, je ne vous le fais pas dire, Monsieur le Président !

Monsieur le Président

C'est ce que vous a dit Jean-Pierre MOURE, ce midi, au repas au *Rimbaud* ? Oui, je le sais.

Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, vous avez une conception de la République qui vous est très personnelle, autorisez-moi à ne pas la partager.

Monsieur le Président

Arrêtez, vous êtes très impoli ! Vous mériteriez que je vous donne 100 lignes...

Jean-Pierre GRAND

Je voudrais, si vous me permettez de dire un mot...

Monsieur le Président

« À l'avenir, je lèverai le doigt sans faire de bruit ».

Jean-Pierre GRAND

...Si vous me permettez de dire un mot, je voudrais vous dire que concernant l'espace agricole, nous avons à Castelnau – nous sommes 4 représentants de Castelnau à la Métropole – ...

Monsieur le Président

Pourquoi ce n'est pas Madame la première adjointe qui parle ?

Jean-Pierre GRAND

Vous permettez, Monsieur le Président ?

Monsieur le Président

Non, je ne permets pas ! Vous représentez Monsieur le Maire de Castelnau ?

Jean-Pierre GRAND

Je représente la Ville de Castelnau.

Monsieur le Président

Le Maire de Castelnau n'est pas là, c'est donc à Madame DARDE de le dire.

Catherine DARDE

La dernière fois, vous m'avez interdit de parler !

Monsieur le Président

Pas du tout ! Je ne vous interdis jamais de parler Madame DARDE. Je fais la différence entre vous et Monsieur GRAND.

Catherine DARDE

Vous l'avez dit la dernière fois.

Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, très franchement, si vous pouviez éviter ce monologue qui n'apporte rien, cela me permettrait de continuer et de synthétiser ma réponse.

Monsieur le Président

Pourquoi ? Vous croyez que ce que vous dites apporte quelque chose ?

Jean-Pierre GRAND

Oui, ça apporte quelque chose car cela permet de rappeler que c'est sous vos prédécesseurs, pendant une douzaine d'années, qu'on a fait 4 lignes de tramway...

Monsieur le Président

Plus ! Cela fait longtemps que vous êtes élu. Plus !

Jean-Pierre GRAND

Je reviens à ce que je voulais dire concernant Castelnaud et l'environnement agricole : nous n'avons pas attendu le SCoT d'aujourd'hui pour avoir une politique forte de préservation de l'espace agricole. Nous avons, dans cette Commune, souhaité qu'il y ait au sud un environnement préservé, un espace agricole qui reste dynamique et, naturellement, un environnement économique qui soit porteur. Ce triptyque, Monsieur le Président, est extrêmement précieux. Je voudrais simplement vous dire que nous avons, dans cette affaire, un vrai problème : la Métropole, qui naturellement est la continuation de l'Agglomération, ne poursuit pas les décisions qui avaient été prises...

Monsieur le Président

La transformation, pas la continuation. La transformation.

Jean-Pierre GRAND

...Si le mot transformation vous plaît, je l'utiliserai avec grand plaisir. Je veux simplement vous dire que nous avons un vrai souci, une vraie inquiétude concernant les transports urbains entre Sablassou et Montpellier...

Monsieur le Président

Vous direz cela au moment du SCoT, là, on est sur l'arrêt de la concertation.

Jean-Pierre GRAND

...Sauf que, Monsieur le Président, le SCoT est un tout. C'est la photographie de ce que ce sera demain. Je le redirai tout à l'heure si nécessaire...

Monsieur le Président

Oh non ! Vous n'allez pas répéter...

Jean-Pierre GRAND

Je voudrais vous dire que nous avons un vrai souci parce que nous avons, dans ce secteur, pris un certain nombre d'engagements ensemble entre l'Agglomération d'hier et la Commune. Aujourd'hui, nous avons le sentiment qu'ils ne seront pas respectés. C'est d'une gravité absolue !

Monsieur le Président

C'est sûr que vous êtes l'exemple même de la fidélité et des engagements...

Jean-Pierre GRAND

Je ne vois pas le rapport avec les transports en commun en site propre et avec ce que la Ville de Castelnaud, en négociation avec Monsieur le Directeur Général des Services qui est sur votre gauche, a accepté en son temps sous une autre présidence...

Abdi EL KANDOUSSI

C'était le DGS qui décidait à l'époque ! Bravo !

Jean-Pierre GRAND

...Monsieur le Président, je veux simplement vous dire que la continuité est quelque chose d'important et on ne peut pas, parce qu'on a changé de Président de Métropole, changer ce qui avait été décidé et qui était fondamentalement important...

Monsieur le Président

Ce n'est donc pas la peine qu'il y ait des élections.

Monsieur le Président

Qu'est-ce que c'est que cette conception de la démocratie ? C'est incroyable ! C'est obsessionnel !

Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, je n'ai pas l'intention de me donner en spectacle ! Je vois que vous ne souhaitez pas...

Monsieur le Président

C'est dommage, vous feriez un bon pitre...

Jean-Pierre GRAND

...Nous n'avons aucun moyen de vous rencontrer. Aucun ! Nous sommes dans une assemblée où normalement ce que je dis-là ne devrait pas être dit. On devrait le dire dans des réunions internes mais comme nous ne pouvons pas avoir de conversation avec vous, il faut bien que nous puissions nous expliquer aussi.

Monsieur le Président

Il ne vient pas à la Conférence des Maires.

Abdi EL KANDOUSSI

Il faut être Maire pour siéger à la Conférence des Maires !

Monsieur le Président

Oui, c'est le Maire de Castelnau qui y siège.

Jean-Pierre GRAND

J'ai une longue expérience de la Conférence des Maires. Très franchement, je vous suggère de l'ouvrir au public et il en verrait son utilité. C'est le café du commerce du lundi matin ! Je vous en prie, soyez corrects. Monsieur le Président, je ne vais pas aller beaucoup plus loin. Je vous dis qu'il y a de vrai souci au niveau du SCoT, au niveau de l'aménagement du Sud à Castelnau.

Monsieur le Président

Monsieur GRAND, mon Dieu, il faut que vous vous libériez de vos démons intérieurs parce que j'ai l'impression que vous êtes possédé.

Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, vous savez ce que l'on va faire ? On va arrêter, parce que je veux bien que vous vous amusiez mais, moi, je ne m'amuse pas quand j'explique que nous avons de vrais problèmes à gérer. Vous avez parlé tout à l'heure de vos rencontres avec les Ministres. Il se trouve que les dossiers de Montpellier et de la Métropole m'intéressent...

Monsieur le Président

Vous êtes candidat ! Je le sais.

Jean-Pierre GRAND

Ça y est, encore un candidat !

Monsieur le Président

Oui, vous êtes candidat ! Vous en brûlez d'envie depuis des années. Je le sais. Vous l'avez dit à des amis à moi à l'Aiguelongue.

Jean-Pierre GRAND

Les dossiers structurants qui concernent l'ensemble de la Métropole de Montpellier (le contournement Ouest, la route qui doit rejoindre l'autoroute entre Baillargues et Saint-Brès, les entrées d'autoroute...) ne sont pas nouveaux. Ce sont des dossiers sur lesquels nous travaillons. Je vous rappelle, Monsieur le Président, que le doublement de l'autoroute, ce n'est pas vous qui l'avez obtenu mais moi. Cela veut dire que...

Monsieur le Président

Et, Georges FRÊCHE n'y est pour rien ? Il n'a rien fait ? Vous rigolez ou quoi ? Quel mensonge !

Jean-Pierre GRAND

Je vous rappelle, Monsieur le Président, que je l'ai obtenu de Dominique DE VILLEPIN...

Monsieur le Président

Quel menteur ! Il a le nez qui s'allonge.

Jean-Pierre GRAND

...Parce que personne ne voulait que nous signions la Déclaration d'Utilité Publique (DUP). J'ai arraché cela quand il le fallait. Aujourd'hui c'est fait ! Et nous devons tous nous en féliciter. En revanche, il y a des contraintes, il y a l'évolution des textes, il y a eu, Monsieur le Président, sous la précédente mandature des votes qui bloquent le contournement Ouest de Montpellier sauf, naturellement, à ce que la Métropole de Montpellier mette des centaines de millions d'euros dessus ; ce qu'elle ne peut pas faire.

Je pense que ces dossiers, qui ne peuvent pas être abordés comme cela au détour d'une conversation, doivent peut-être faire l'objet d'une réunion spéciale du Conseil de Métropole parce qu'il y a beaucoup de choses à dire. Je vais vous dire une chose : je travaille les dossiers. Je vous ai écrit un courrier concernant le prolongement de la ligne 1 ; ce n'était pas agressif mais c'était une lettre qui posait un certain nombre de questions et qui anticipait des décisions gouvernementales qui peut-être viendront. Nous savons tous par expérience comment fonctionnent ces ministères. Nous savons tous par expérience qu'il ne faut jamais lâcher les dossiers. Je pense qu'au lieu de m'envoyer des quolibets, peut-être que si vous aviez un comportement différent et que nous puissions travailler sérieusement les grands dossiers, nous avancerions. Monsieur le Président, ne vous y trompez pas : Paris n'a pas changé, la technostructure n'a pas changé, les décideurs n'ont pas changé, ce sont toujours les mêmes. Ce n'est pas par une lettre de complaisance d'un Ministre ou de n'importe qui ou par un accusé de réception sympathique que les dossiers avancent ! Ils avancent quand on ne lâche pas, quand on est présent, quand on analyse toutes les difficultés, quand on les anticipe, quand on les corrige. Voilà ce qu'il faut faire.

En parlant de corriger, je vais également vous faire une proposition et j'en terminerai là : en début de séance, vous avez fait part de la correspondance des Ministres auxquels vous êtes appelé à écrire ; c'est un grand classique. Moi aussi, il m'arrive parfois d'écrire : j'ai reçu la réponse concernant l'ouverture des courriers à la Métropole de Montpellier dont je vous rappelle que c'est rigoureusement interdit. C'est paru aujourd'hui dans le Journal Officiel. Je vous ai mis tout cela dans un courrier. Donc, respectez la loi ; le Journal Officiel, aujourd'hui, vous y invite.

Monsieur le Président

Faites-nous un procès, allez-y !

Jean-Pierre GRAND

Je ne vous fais pas un procès mais je vous fais simplement remarquer que quand je dis quelque chose, la suite me donne généralement raison. Merci.

Monsieur le Président

Vous avez donc toujours raison ! Sur le doublement de l'A9 et le contournement ferroviaire, je remercie Georges FRÊCHE et non pas Jean-Pierre GRAND. Je suis désolé.

Jean-Pierre GRAND

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Il refait l'histoire. Ce garçon est terrible. Il refait l'histoire en permanence. Il la réécrit et en bas il met « Jean-Pierre GRAND ». C'est facile.

Qui est contre ?

Henri ROUILLEAULT

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Pardon. Monsieur ROUILLEAULT avait aussi demandé la parole.

Henri ROUILLEAULT

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Comment non ?

Henri ROUILLEAULT

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Donc, vous êtes d'accord avec ce qui dit Monsieur GRAND ?

Henri ROUILLEAULT

Intervention hors micro

Monsieur le Président

A Castelnau, on a du mal à suivre, il y a la majorité et l'opposition mais il n'y a pas le Maire de Castelnau donc on est emmerdé, franchement !

Henri ROUILLEAULT

J'interviendrai au point suivant, sur le fond.

Monsieur le Président

Est-ce qu'il a d'autres prises de parole parce que je les note ? Alors voyons, Monsieur SEGURA, Monsieur EL KANDOUSSI. Parfait. Monsieur SEGURA.

Noël SEGURA

Juste pour remercier l'excellent travail des élus et des services car cela n'a pas été quelque chose de simple avec des tenants et des aboutissants qui n'étaient pas faciles à rendre cohérents. Aujourd'hui, je crois que nous avons un très beau projet et cette concertation vaut de l'or. Je vous remercie Monsieur le Président d'aller jusqu'au bout et d'occuper la chaise tout le temps ce qui nous permet d'avancer et d'avoir notre agriculture qui avance également.

Monsieur le Président

Merci Monsieur SEGURA. Monsieur EL KANDOUSSI, relevez le niveau ; pas de Monsieur SEGURA parce que c'était très bien ce qu'il a dit.

Abdi EL KANDOUSSI

Ce n'est pas certain, puisque je vais répondre à Jean-Pierre GRAND qui vient systématiquement en début de séance donner des leçons avant de partir à 19 h 30. Je serai donc vigilant. Je vois que vous vous intéressez...

Jean-Pierre GRAND

Intervention hors micro

Abdi EL KANDOUSSI

Monsieur GRAND, je vous demande de respecter ma prise de parole.

Catherine DARDE

Intervention hors micro

Abdi EL KANDOUSSI

Madame DARDE, je vous demande de respecter ma prise de parole, s'il vous plaît. Je serai bref. Je disais donc : Monsieur le Sénateur, vous semblez intéressé par les affaires de la Métropole ce soir, donc j'espère que vous resterez au-delà de 19 h 30–20 heures. Vous avez l'habitude de quitter cette assemblée à 20 heures.

Jean-Pierre GRAND

Je reste jusqu'à 21 heures, cher ami.

Monsieur le Président

Mais, ça va finir à minuit !

Abdi EL KANDOUSSI

Merci de ce privilège, Monsieur le Sénateur. Comme vous semblez vous intéresser et vouloir vous investir dans les affaires de la Métropole, j'espère que vous y mettrez un peu plus d'énergie que celle que vous avez mise dans le passage à niveau de Castelnau. Merci.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix.

Monsieur le Président

Tout le monde vote pour. Mais, c'est incroyable !

AFFAIRE N° 2 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - ARRET DU PROJET DE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCoT) REVISE

Mmes I. GIANIEL et V. DEMON et M. J. DOMERGUE entrent en séance.

M. J. MALEK sort de séance donnant pouvoir à Mme L. ACQUIER.

MM J-L SAVY, A. LARUE et N. SEGURA sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 2. Il s'agit de la révision de l'arrêt du projet de SCoT. Madame MARION.

Chantal MARION

Monsieur le Président, mes chers collègues, je suis ravie, contrairement à vous tous, que Monsieur GRAND se soit exprimé car comme cela, il n'aura pas à intervenir sur l'arrêt du SCoT que je vais présenter.

Monsieur le Président

Ne vous réjouissez pas trop vite.

Chantal MARION

Peut-être. Vous avez raison. On va voir.

Quels sont les objectifs de la révision du SCoT de 2006 ? Il y en avait quatre fondamentaux :

- préserver et valoriser l'exceptionnelle richesse environnementale du territoire. Depuis le SCoT de 2006, il y a un accroissement des enjeux environnementaux très important. Avec les lois, entre autres, pour l'environnement, de nouveaux paramètres sont apparus pour aménager le territoire et le préserver aussi bien au niveau de la biodiversité que des risques ;
- se préparer aux évolutions démographiques et aux besoins qu'elles génèrent. Le territoire de la Métropole – vous le savez, bien qu'il y en ait qui me contredisent régulièrement – reste l'un des plus dynamiques de France. L'objectif du SCoT est de se préparer à poursuivre l'accueil des nouveaux habitants mais également de favoriser le maintien des habitants existants sur le territoire ;
- accompagner le développement économique pour qu'il soit créateur de richesses et d'emplois. Les évaluations du SCoT de 2006 et les travaux de Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) que nous avons voté en Conseil, montrent une pénurie d'offres foncières sur le territoire. Le SCoT doit la reconstituer pour pouvoir accueillir et maintenir les entreprises ;
- adapter le territoire au changement climatique et en atténuer les effets en cohérence avec les territoires voisins. Depuis le SCoT de 2006, l'adaptation au changement climatique et son atténuation sont devenues une priorité que la révision du SCoT prend en compte.

Monsieur le Président

Merci Madame MARION pour cette présentation très simple mais qui va, j'en suis sûr, déclencher un tonnerre d'interventions. Qui demande la parole ? Monsieur ROUILLEAULT, Monsieur MOURE et Monsieur FOURCADE. Monsieur ROUILLEAULT.

Henri ROUILLEAULT

Merci Monsieur le Président. Chers collègues, je voudrais tout d'abord dire que j'approuve les orientations générales de ce futur SCoT et le fil rouge, me semble-t-il, entre les quatre objectifs que présentait Chantal

MARION à l'instant à savoir comment on peut répondre aux besoins d'une population en très forte croissance (à l'horizon 2040, c'est environ 110 000 habitants de plus dans notre agglomération) tout en essayant de mieux respecter l'environnement et de mieux prévenir les risques. De ce point de vue-là, je me réjouis que, finalement, à l'horizon 2040, il soit prévu que nous consommions moins de terres agricoles qu'il était prévu en 2006 à l'horizon 2020, c'est-à-dire quasiment aujourd'hui. C'est quelque chose de très positif.

Ceci étant, il reste des problèmes de cohérence entre ce futur SCoT et d'autres documents qui auront, bien sûr, une maille plus fine puisque dans le SCoT on est à 1/25 000^e alors qu'avec le PLUi, des indications couvriront les parcelles.

Il y a des problèmes de cohérence entre ce futur SCoT et d'autres documents que nous connaissons pour certains d'ores et déjà et pour d'autres qui sont à venir et dont nous avons un grand besoin comme le schéma des mobilités, le plan pluriannuel d'investissement sur la voirie et le futur PLUi. Il y a un certain nombre d'incohérences qui apparaissent. On voit les problèmes apparaître quand on regarde, par exemple, sur le secteur que je connais mieux, la Vallée du Lez, la carte du SCoT et celle qui figure dans les documents relatifs à la DSP de la TaM. Dans le projet de SCoT, il est prévu, comme en 2006, d'urbaniser à Castelnau deux secteurs au sud de la voie ferrée, dont l'un à proximité immédiate du passage à niveau très dangereux et dont la dangerosité s'est accrue avec l'urbanisation qu'il y a eu autour. Du point de vue de la liste Castelnau demain, il n'est pas raisonnable – j'espère que le Maire de Castelnau conviendra de ce point – d'urbaniser au sud de la voie ferrée tant que la question du passage à niveau n'est pas réglée.

Par ailleurs, quand on regarde la carte cible des transports qui est annexée au dossier de DSP de la TaM, on a un certain nombre de motifs d'inquiétude : ce qui s'appelait du temps de Jean-Pierre MOURE le tram 6 deviendra un bus. Cela ne me choque pas car pour des raisons économiques cela peut se comprendre. Il n'y a qu'à voir les difficultés de la ligne 5 pour se dire que la ligne 6 viendra après. Néanmoins, il y a des problèmes. Non seulement c'est un bus, mais le trajet a changé et il ne serait plus celui qui était envisagé, allant du futur Pôle multimodal de Sablassou jusqu'à la place de l'Europe par le boulevard Philippe Lamour mais un trajet qui passerait précisément par ce futur passage à niveau très dangereux ; cela aurait deux inconvénients : ralentir la circulation qui est déjà extrêmement encombrée sur l'avenue de l'Europe et augmenter de plus de 50 % le coût de ce passage à niveau. Il me semble donc qu'il y a des modifications à apporter. J'espère qu'elles le seront dans le projet d'investissement pluriannuel en matière de voirie. J'espère qu'elles seront apportées dans le PLUi.

En tout cas, il y a là un certain nombre de points qui posent problème et il faut bien voir que comme la Métropole a une responsabilité majeure en matière de voirie maintenant, il est important que ces risques relatifs à la voirie soient bien pris en compte. Je voulais attirer l'attention. Je voterai pour mais j'ai cette préoccupation en tête et il faudra vraiment que cela bouge.

Monsieur le Président

Monsieur ROUILLEAULT, vous oubliez dans votre discours d'expliquer que la Métropole a été la première collectivité locale à proposer l'aide et d'être partenaire sur la réfection complète d'un passage à niveau.

Henri ROUILLEAULT

Je le sais.

Monsieur le Président

Oui mais vous ne l'avez pas dit. C'est moi qui le dis.

Henri ROUILLEAULT

Je salue le fait que le Maire de Castelnau autrefois s'y opposait et je me réjouis que le nouveau Maire de Castelnau ait changé de position et accepte de participer à l'installation d'un pont-rail. Il y a là un élément positif et je souhaite que toutes les collectivités (Région, Métropole, Communes) avec la SNCF et l'État fassent ce qu'il faut pour construire sans renchérir les coûts ; ce qui serait déraisonnable. Toutes ces collectivités, nous le savons bien, ont des problèmes d'argent. Il faut rester raisonnable. Je pense que l'ancien trajet permettait un bus en site propre plutôt qu'un bus qui ne le serait pas et qui ne serait pas à cadence rapide et qui coûterait plus cher pour les raisons que j'ai dites. Je suggère donc que nous revoyions la carte qui figure dans la DSP de la TaM renouvelée, si je puis dire.

Monsieur le Président

Je note que vous n'avez toujours pas dit que la Métropole avait été la première...

Henri ROUILLEAULT

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Non, vous ne l'avez toujours pas dit. Je ne suis pas sourd ! Vous n'avez toujours pas dit clairement que la Métropole avait été la première collectivité locale à proposer son aide pour la réfection complète d'un passage à niveau qui aurait pu être largement adapté si vous aviez fait un Projet Urbain Partenarial (PUP) ou un périmètre d'étude en termes d'urbanisme ; chose que vous n'avez pas faite. Maintenant, il faut rattraper le coup.

Jean-Pierre Grand

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Parlez-en aux habitants qui habitent la route de Nîmes, ils vous expliqueront ! Ce que je veux dire, c'est que la Métropole est prête pour intervenir de façon cohérente sur ce dossier. Vous appelez de vos vœux l'intervention de toutes les collectivités mais, à ce jour, la Métropole a déjà expliqué qu'elle était prête.

Henri ROUILLEAULT

Carole DELGA à la Région dit la même chose, donc tout le monde devrait en convenir, encore faut-il être raisonnable sur la question du tracé et c'est à cela que je vous invitais.

Monsieur le Président

Très bien. Monsieur MOURE... Pardonnez-moi, Monsieur MOURE, mais je donne d'abord la parole à Madame DARDE parce que c'est une affaire « *castelnaudivio-castelnaudivienne* ».

Catherine DARDE

Merci Monsieur le Président mais ce n'est pas une affaire castelnaudivienne ! C'est une affaire qui concerne l'ensemble de la Métropole car nous sommes ici tous attachés à faire avancer l'ensemble des besoins des habitants de la Métropole...

Monsieur le Président

Entre Monsieur ROUILLEAULT et vous, c'est Castelnau.

Catherine DARDE

Je voudrais dire que ce que vient de dire Monsieur ROUILLEAULT a fait l'objet d'un vœu à l'unanimité du Conseil municipal de Castelnau qui s'est réuni le 11 juillet dernier.

Henri ROUILLEAULT

Intervention hors micro

Catherine DARDE

Arrêtez d'interrompre pour dire n'importe quoi ! Je vous résume ce vœu en quelques mots. Il a été adopté à l'unanimité et transmis à la Métropole. Il indique que l'éco-quartier où doivent être normalement privilégiés les transports en commun accueillera à terme plus de 1 800 logements et plus de 150 000 m² d'activités et de tertiaire. La ligne de tramway qui avait initialement été prévue pour la desserte de ce quartier dans le Plan de Déplacements Urbains (PDU) 2010-2020 devait relier la place de l'Europe à Montpellier au Pôle d'échanges multimodal (PEM) Sablassou en empruntant l'avenue Philippe Lamour puis le chemin du Pech Saint-Peyre.

Pour des raisons financières, le Maire de Castelnau de l'époque avait accepté que cette ligne de transport en commun ne soit pas un tramway mais une ligne de bus en site propre (TSP), autrement dit à haut niveau de service, avec des amplitudes horaires, une fréquence et du confort. Et surtout en site propre ! C'est-à-dire circulant sur des voies réservées. À l'époque, à la demande expresse, le Vice-Président de Montpellier Agglomération, qui était Christophe MORALES, l'avait confirmé au Maire de Castelnau par courrier du 14 janvier 2014. Avant que le Conseil Municipal n'approuve le programme des équipements publics de la ZAC Eurêka que la desserte des secteurs Millénaire, Eurêka et Jean Mermoz était une priorité compte tenu du poids

de cette zone d'emploi – personne ne me démentira aujourd'hui – et que le plan des aménagements viaires de la ZAC le long de l'avenue Philippe Lamour permettra que la desserte de bus évolue vers un TSP orienté vers le PEM Sablassou. C'est ce qui avait été acté à l'époque en janvier 2014. Or, le plan du réseau cible précité, que vous nous avez présenté, fait apparaître en lieu et place de cette ligne TSP une ligne de bus qui peut être envisagée comme devant bénéficier de fréquences et d'amplitudes horaires améliorées mais qui en aucun cas ne sera en site propre puisque son tracé emprunte des voies rue du Mas de Verchant, rue Hélène Boucher, avenue Marcel Dassault, avenue de l'Europe qui ne permettent pas de faire circuler un bus en site propre avec des voies réservées.

Cette situation est particulièrement inquiétante car ce secteur est déjà complètement congestionné par la circulation automobile et ce n'est pas Chantal MARION, qui est en face de moi, qui peut me démentir au vu du développement des activités dans ce secteur. Il y a donc urgence à traiter ce problème car les travaux d'aménagement de la ZAC Eurêka ont largement commencé ainsi que la construction des premiers bâtiments. L'absence de ligne de transports en commun digne de ce nom est un frein évident à l'installation des entreprises et c'est aussi un sujet de récriminations permanentes de la part des entreprises déjà installées dans ce secteur.

Je passe sur les conditions de vie que nous allons proposer aux nouveaux habitants et je pense notamment aux 152 jeunes travailleurs qui vont être logés dans la résidence jeunes actifs dont nous avons posé la première pierre le 4 juillet dernier. En l'absence de concertation sur ce schéma de mobilité alors même que les transports et la mobilité constituent l'un des sept piliers stratégiques du développement de la Métropole, ce plan doit être impérativement annexé au SCoT qui sera approuvé en 2019. Nous demandons donc que la révision du SCoT prenne en compte ces modifications. Merci.

Monsieur le Président

Merci pour votre intervention, Madame DARDE. Monsieur MOURE.

Jean-Pierre MOURE

Monsieur le Président. Chers collègues, je voudrais dans les propos qui vont être les miens rester sur la nature de ce qu'est la délibération qui occupe ce débat. Nous sommes sur une révision du SCoT qui a été élaboré en 2006 et cela me paraît tout à fait normal. Si j'ai voté le bilan de la concertation sur l'affaire précédente, c'est que je considère que nous étions dans la normalité des choses et que celle-ci a présenté des aspects tout à fait logiques par rapport à ce que doit être une révision qui était déjà envisagée et préparée à l'époque où j'assurais la Présidence de cette Assemblée.

Je tenais tout de même à rappeler d'où nous sommes partis. En 2006, lorsque Georges FRÊCHE m'a confié, dans le cadre de la création récente de l'Agglomération de Montpellier, la responsabilité de mener à terme un SCoT. A l'époque, depuis des années, il n'y avait aucun Schéma Directeur, aucun Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme (SDAU) comparativement à ce qui se faisait sur d'autres cités urbaines ou territoires importants au niveau national. Le SCoT a eu les objectifs définis par Madame MARION tout à l'heure, mais a également pour objectif de donner une structuration à ce qui caractérisait l'évolution du territoire du Grand Montpellier, sans qu'il s'agisse de responsabilités administratives. Il s'agissait de donner un sens à tout cela en s'appuyant sur l'armature des grands équipements (autoroutes, contournement ferroviaire, etc.). Le SCoT s'est accompagné du Programme Local de l'Habitat (PLH), du plan assainissement, du plan des transports, etc. En 2006, nous partions d'une feuille blanche et je félicite la concertation qui a été menée au niveau de la révision mais je crois me souvenir du nombre incalculable de réunions que j'ai personnellement animées et dirigées avec les services pour mener à bien le SCoT.

Nous sommes donc dans la continuité et c'est logique parce que la législation évolue, les problèmes d'environnement, d'écologie et de biodiversité se complexifient, l'évolution de la population ne fait que confirmer ce que nous savions depuis pratiquement 30 ans et il y a un certain nombre de caractéristiques qui constituent, en quelque sorte, le sens donné à cette révision du SCoT.

Je voulais faire juste deux remarques par rapport au temps, car nous ne sommes pas dans le dossier concret de tel pont ; ce sont les décisions d'application en liaison avec les autres collectivités qui permettront de le réaliser. Le temps d'un SCoT est important car il situe les orientations par rapport à l'évolution de ce temps. Nous sommes en 2018 et nous parlons de 2040. Ce que je voulais dire, tout simplement, c'est que si d'ici 2040, on met autant de temps – et ce n'est pas particulier à la Métropole de Montpellier mais je prends le cas de l'ensemble des responsables des collectivités car ils ont été consultés dans le SCoT – d'ici 2025/2030 à ne

pas réaliser ce qui m'apparaît aujourd'hui essentiel – et on a l'exemple récent de la gare Sud de France – et à réaliser toutes les armatures qui sont intégrées dans le SCoT précédent et dans la révision de ce SCoT, ce n'est pas la peine de parler de 2040 car déjà en 2025/2030, on se rendra compte que nous sommes en retard par rapport au dispositif. La révision du SCoT a un rôle essentiel qui est celui de servir d'aiguillon par rapport à ce qui est intégré dans son contenu et qui doit servir de poussoir pour aller beaucoup plus vite.

Je prends deux exemples : l'histoire de l'agroforesterie et de l'agriculture au cœur de la ville. Ce qui me paraît déterminant pour la suite – après avoir marqué une proportion à ne pas dépasser pour ne pas manger sur les terres à vocation agricole –, c'est aussi de consacrer des documents très importants et des manières de faire très concrètes en direction de la famille du monde agricole. C'est : qui va s'occuper des exploitations sur des terrains qui existent ? Je prends le cas de la Plaine Ouest et de la Plaine Est : il y a des terrains qui avaient été réservés par le SCoT et qui le sont par sa révision à une occupation agricole mais encore faut-il que l'on se donne les moyens, nous et ceux qui sont directement concernés, de rénover toute la structuration des exploitations, des entreprises agricoles. Ça, c'est une autre histoire.

Deuxième élément : on a évoqué le fait que le SCoT précédent était un peu en retard par rapport au foncier à vocation économique. Je suis d'accord. Pourquoi ? Tout simplement parce que nous sommes devant une difficulté qu'on peut dépasser – j'en conviens – mais qu'il me paraît normal de prendre en compte quant à l'aspect des coûts. Nous avons beaucoup de contraintes au niveau du territoire de la Métropole de Montpellier liées aux zones littorales, aux zones de garrigues par rapport aux incendies, à l'espace urbain de type ancien qui fait qu'autour de la grande ville on est sur des secteurs relativement serrés. Si l'on parle des zones à vocation économique, ce n'est pas la même chose de construire des activités économiques, même si la nature des activités évolue avec de plus en plus de start-up, et c'est très différent d'avoir à aménager des zones sur le secteur de Naussargues – Bel Air ou le secteur nord de Villeneuve-lès-Maguelone parce qu'on n'est pas dans le sable mais dans le dur et il y a un coût économique à ne pas négliger dans les documents qu'on transmet. Je sais que les services en sont conscients mais attention à ne pas donner de fausses promesses. Parce que bâtir et aménager une zone d'activités économiques dans le grès ou dans la roche, c'est tout à fait différent que de le faire dans des secteurs où le coût d'aménagement est très différent.

Tout cela, je l'indique parce que dans l'avenir, il faudra à la fois gagner du temps sur le retard qui est pris par rapport à différentes responsabilités. Je ne mets pas en cause untel ou untel mais si l'on fait un schéma directeur des transports, si l'on fait un schéma directeur de l'assainissement reposant dans le cadre d'un SCoT, encore faut-il qu'à certaines échéances bien précises, on soit sûrs de l'engagement des différentes collectivités à le réaliser sinon on peut prendre les gens pour des couillons et donner l'impression qu'à terme, ce magnifique projet qui correspond à la cohérence d'un territoire et qui se voulait, en quelque sorte, se substituer à l'absence de schéma directeur ou d'efficacité telle que l'avait incarnée la Mission Racine avec l'aménagement de La Grande Motte, ne tombe à l'eau. Donc, vigilance par rapport à tout cela.

Cela ne m'empêchera pas, bien entendu, de voter ce projet de révision de SCoT.

Monsieur le Président

Si j'ai bien compris, c'est vous qui avez pratiquement tout fait sur ce SCoT et, en plus, vous expliquez qu'il risque de ne pas marcher et que, dans ce cas, on prendrait les gens pour des imbéciles.

Jean-Pierre MOURE

Je n'ai pas du tout dit cela. J'ai indiqué d'où nous étions partis et j'ai indiqué les fondamentaux du SCoT qui avait été voté et je reconnais les éléments qui ont été intégrés dans la révision parce que c'est logique par rapport à l'évolution des choses. Je dis qu'au-delà des documents fondateurs ou évolutifs dans le temps, il faut que la suite suive et pas forcément au niveau de la Métropole mais dans le volet concret. Je prends le cas des dossiers routiers, des dossiers structurants, etc. Je vais prendre un autre exemple : celui du prolongement de la voie ferrée de Montpellier vers l'ouest ; il est également prévu celui vers l'est. Ce n'est pas tellement le fait de vouloir prolonger la ligne 1 jusqu'au centre ouest de la Métropole qui est le plus important mais que le fait de la prolonger peut permettre de déboucher sur le secteur de l'étang de Thau et de l'Agglomération de Sète et de renforcer la vocation économique entre les thermes de Balaruc, entre le nord du secteur du bassin de Thau et de Sète pour permettre, justement, d'assurer une coopération économique qui ne bouche pas le territoire par rapport à des camions, etc. Je crains que du côté, non pas de la Métropole de Montpellier mais, des autres collectivités voisines, on n'en soit pas au même niveau de certitude et c'est là où le SCoT de Montpellier doit avoir un rôle de poussoir. C'est tout ce que je dis. Je ne m'approprie rien du tout. Je ne suis que le simple citoyen qui, à un moment, a une responsabilité et j'aimerais que de tous les côtés ce soit la

même chose : l'intérêt général.

Monsieur le Président

Si vous soulevez, Monsieur MOURE, le problème des inter-SCoT, parce que c'est exactement ce que vous dites, on peut déplorer vous et moi que la réforme territoriale les ait totalement oubliés ! Les Départements qui en étaient chargés n'en sont plus chargés ; l'État a glissé et ne l'a pas confié aux Régions. Cette réforme n'est ni faite ni à faire. Ce que vous pointez du doigt, la connexion des cohérences territoriales entre les différentes intercommunalités, n'est aujourd'hui pas réglé. C'est pour cela qu'il faut revoir la réforme territoriale et que cela fera partie d'une tribune que je suis en train d'écrire et que je porterai dans le cadre du débat parlementaire.

Jean-Pierre MOURE

Si vous me permettez, Monsieur le Président, tout cela vient en complément d'une intervention que j'avais déjà faite sur la rapidité des contrats qui sont passés. Actuellement, par rapport à ce que nous avons voté il y a un an ou deux, je n'ai pas du tout l'impression que nous avons avancé d'un iota. Nous ne savons toujours pas quand va démarrer le contournement ouest. Nous n'avons aucune assurance si ce n'est des souhaits ou des évocations qui peuvent être les vôtres ou celles d'autres responsables, mais nous ne savons toujours pas où nous allons !

Monsieur le Président

Le contournement ouest, Monsieur MOURE, fait partie du contrat État-Région.

Jean-Pierre MOURE

C'est ce que je suis en train de dire : les contrats de plan ont une durée.

Monsieur le Président

Voilà. Jusqu'en 2020, il y a 25 millions d'euros dessus.

Jean-Pierre MOURE

Quand vous votez un budget, vous avez le compte administratif et ensuite on voit ce qui a été fait par rapport à ce qui aurait pu être fait ou qui n'a pas pu être fait par rapport à telle ou telle contingence. Là, c'est pareil : on a des contrats de plan qui ont été signés mais sur le plan des grandes armatures au niveau de notre territoire, je ne vois rien avancer. Le dernier exemple en date, c'est la gare Sud de France sur laquelle je n'entends personne porter la réalité de ce projet et laisser dire que l'on est non pas au milieu d'un champ de betteraves mais au milieu de nulle part. Je sais que vous êtes intervenu par rapport à cela mais le reste, on ne le voit pas alors que l'on sait que, dans 15 ans, ce sera un secteur qui sera tout à fait remarquablement placé. Arrêtons d'amuser la galerie dans la presse mais allons à l'essentiel. J'espère que ce SCoT révisé permettra d'avancer.

Monsieur le Président

Merci Monsieur MOURE. Sur la gare de Montpellier Sud de France – parce que c'est son vrai nom car c'est la gare régionale –, je rappelle que c'est la Région qui est l'autorité organisatrice des transports avec l'État, avec la SNCF. Le véritable nom de cette gare, c'est Sud de France. Elle a été appelée la Mogère parce qu'il y a le château de la Mogère à côté. Je partage votre point de vue, c'est un pôle économique en devenir ; autour de la gare. Bien sûr.

J'ai une petite question avant de passer la parole à Monsieur FOURCADE. Est-ce que la Commune de Castelnau a voté un engagement écrit sur le passage à niveau ? Est-ce que vous avez passé une délibération ? C'est Monsieur ROUILLEAULT qui devrait me répondre puisqu'il a dit que...

Henri ROUILLEAULT

Le Maire a très clairement dit qu'il était prêt à payer 5,5 % comme l'avait fait Baillargues et pour moi, c'est un point extrêmement positif. Je note cette évolution et je me rappelle le Conseil de Métropole au cours duquel nous avons assisté ensemble à un débat houleux entre Monsieur MEISSONNIER et Monsieur GRAND. Je me réjouis de ce changement de position de Castelnau tout en étant d'accord avec vous sur le fait qu'il aurait mieux valu faire très vite un projet partenarial autour de ce passage à niveau.

Monsieur le Président

La question n'est pas celle-là. Je veux savoir s'il y a une délibération écrite sur l'engagement de la Commune de Castelnau. Oui ou non ? C'est quand même simple.

Henri ROUILLEAULT

Il y a un engagement pour que l'étude complémentaire qui est nécessaire...

Monsieur le Président

Nous n'avons rien reçu.

Henri ROUILLEAULT

Démerdez-vous pour rencontrer Monsieur LAFFORGUE ! Je ne sais pas comment vous faites tous les deux mais démerdez-vous. Il dit qu'il n'arrive pas à vous voir et vous dites que vous n'arrivez pas à le voir. Vous devez être capables de vous téléphoner tout de même.

Monsieur le Président

Je n'ai pas dit cela. Monsieur LAFFORGUE, il m'envoie un écrit en me disant on participe à hauteur de 5,5 %.

Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, si vous le permettez, je voudrais répondre.

Monsieur le Président

Éclairez-nous, Monsieur GRAND.

Jean-Pierre GRAND

Le contournement ouest ne sera pas construit par le contrat Etat-Région. Celui-ci prend seulement en compte les études. Je pense que cela ne vous a pas échappé.

Monsieur le Président

Ce sont les 25 millions d'euros que nous avons portés. Monsieur GRAND, vous oubliez quelque chose : les études et les premiers achats fonciers puisque nous avons déjà acquis des terrains notamment sur la Commune de Madame GUIRAUD. Il faut dire la vérité.

Jean-Pierre GRAND

C'est un dossier sur lequel j'aurai l'occasion, s'il y avait un débat et si on peut un jour s'exprimer sereinement ici sur ce sujet, de revenir parce que c'est un sujet que je suis notamment au regard de l'évolution législative de la dernière mandature qui est extrêmement ennuyeuse sur ce dossier et que nous allons tenter de corriger.

Je reviens au passage à niveau de Castelnau. Je voudrais tout d'abord dire qu'à Castelnau, il y avait deux équipements ferroviaires à gérer. Le premier est celui que vous avez inauguré avec moi-même et d'autres – vous étiez à l'époque au Conseil Municipal de Montpellier et à l'Agglomération – qui est le pont-rail. Ce n'est pas n'importe quoi, c'est un énorme projet qui a coûté très cher, qui a été très compliqué à mettre en œuvre pour des tas de raisons. Il coûte infiniment plus cher que le passage avenue Marcel Dassault. Il suffit simplement, lorsque vous prenez l'avenue Georges Frêche, de voir où passait avant la circulation – le petit pont en pierre que nous avons maintenu – pour constater qu'il y a un énorme ouvrage qui a été fait.

Le deuxième ouvrage, c'est effectivement le passage à niveau. L'actualité montre que ce sont des dossiers qu'il faut traiter. Je vous le rappelle, Monsieur le Président – et je l'ai dit ici même mais s'il faut à chaque fois revenir avec tous les dossiers, on ne peut pas –, que quand vous avez pris la direction de la Métropole, nous avons saisi la Métropole sur ce sujet. Nous vous avons rappelé que nous avons attendu 4 ans pour avoir une moindre réponse de la Métropole. S'il faut mettre en ligne ce que je vous ai dit et ce que nous vous écrivons, nous le ferons, Monsieur le Président. Il n'y a pas de souci.

Monsieur le Président

Ne vous gênez pas pour mettre en ligne, allez-y. Vous faites ça toute la journée. Vous envoyez des SMS à tout le monde, des mails...

Jean-Pierre GRAND

Je ne fais que ça.

Monsieur le Président

Oui, vous me prenez en photo et vous les mettez à tous les Maires.

Jean-Pierre GRAND

Je ne vous prends pas en photo.

Monsieur le Président

Vous faites ma publicité. Je vous remercie.

Jean-Pierre GRAND

Très franchement, j'ai autre chose à faire. Je ne fais pas partie des gens qui prennent en photo. Je ne fais pas partie des gens qui fliquent les gens quand ils vont au restaurant. Il faut arrêter.

Monsieur le Président

Tous les journalistes en ont marre de vous.

Jean-Pierre GRAND

Vous êtes dans votre propre monde, dans votre propre vie, permettez que d'autres soient dans une autre vie un peu plus glorieuse.

Monsieur le Président

Franchement, Monsieur GRAND, je suis heureux d'avoir un ambassadeur de la Métropole comme vous à Paris. Je sais que nous sommes bien défendus avec vous. Ça, j'en ai conscience.

Jean-Pierre GRAND

Je ne vais pas aller plus loin parce que je serai désagréable.

Monsieur le Président

Allez-y. Ça devient excitant.

Jean-Pierre GRAND

Je reviens au dossier qui nous préoccupe et sur lequel Monsieur ROUILLEAULT a, de façon un peu étrange, dit que nous ne nous y étions pas intéressés. Je suis désolé, Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion, ici même, – et c'est au procès-verbal d'une séance – de vous lire textuellement toute la chronologie de ce dossier et de vous rappeler, à l'époque, que pendant 4 ans vous êtes resté aux abonnés absents sur ce dossier. Je réponds à Monsieur ROUILLEAULT mais je pense que ce n'est pas à moi de le faire mais au Maire de Castelnau – et il le fera au Conseil Municipal de Castelnau parce que ce n'est pas un sujet d'ici – mais puisque vous posez la question, naturellement la Ville de Castelnau, Monsieur le Président, a pris l'engagement de participer au financement. La Ville de Castelnau, Monsieur le Président, a l'habitude de tenir ses engagements...

Monsieur le Président

Écrivez-le. Vous ne l'avez pas écrit.

Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, cela a été dit et redit.

Monsieur le Président

Non. Non.

Jean-Pierre GRAND

Est-ce qu'il y a eu un courrier ou pas ; franchement, je n'en sais absolument rien. Je vous rappelle tout de même que la Ville de Castelnau a écrit à Réseau ferré de France (RFF).

Monsieur le Président

À nous. Il faut m'écrire à moi.

Jean-Pierre GRAND

Ce n'est pas à vous que l'on doit écrire mais à RFF !

Monsieur le Président

Monsieur ROUILLEAULT, vous avez la réponse.

Jean-Pierre GRAND

Dans le plan de financement, la Ville de Castelnaud a écrit à RFF que nous participerions à hauteur de 20 %. Oui, ça a été écrit.

Monsieur le Président

20 % !

Jean-Pierre GRAND

10 %.

Monsieur le Président

Non, vous avez dit 20 % ! Je suis désolé, je note. Monsieur ROUILLEAULT, vous avez entendu : engagement de la Ville de Castelnaud à hauteur de 20 %, dicit Monsieur le Sénateur.

Jean-Pierre GRAND

Ce n'est même pas 10, c'est 5 me dit l'adjoint aux finances.

Monsieur le Président

C'est combien ?

Jean-Pierre GRAND

5 %.

Monsieur le Président

Quelle dégringolade !

Jean-Pierre GRAND

C'est le même engagement, je crois, que Baillargues ce qui est tout à fait normal. Je vous signale que ce n'est pas à vous qu'on écrit. Nous avons écrit à RFF, à la SNCF et la réponse est oui. Ceci dit, je vous signale tout de même qu'il y a eu des réunions en Préfecture et que ce dossier avance. Que voulez-vous que je vous dise de plus ?

Monsieur le Président

La vérité, Monsieur GRAND. La vérité, c'est que la compétence voirie sur Castelnaud, cela fait un an que nous l'avons et que, avant, c'était la Ville de Castelnaud qui l'avait donc, vous ne pouvez pas me dire que vous m'avez écrit depuis 4 ans. C'est faux et c'est malhonnête.

Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, je l'enverrai à tous les membres de Montpellier Métropole. Franchement, on ne peut pas continuer à travailler comme cela. Vous racontez n'importe quoi. Je n'ai pas le document sous les yeux. On ne se promène pas avec 3 tonnes de papiers. J'enverrai à chaque membre du Conseil de Métropole et à la presse ce que j'ai dit il y a quelques mois ici même. C'est toujours d'actualité.

Monsieur le Président

N'envoyez pas des *fakes*, envoyez des vrais.

Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Il y a un ordre de parole, respectez-le. Il y a Monsieur FOURCADE qui n'a pas parlé ; il y a Madame TOUZARD...

Monsieur le Président

Pardon, Madame TOUZARD, vous avez demandé la parole aussi ?

Isabelle TOUZARD

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Attendez, on va refaire le calcul : Monsieur FOURCADE, Madame TOUZARD, Monsieur MEUNIER et Monsieur MEISSONNIER. Monsieur FOURCADE.

Jean-Noël FOURCADE

Monsieur le Président, chers élus, je vais voter contre ce SCoT révisé ce soir et je voudrais vous expliquer pourquoi. La révision du SCoT et l'élaboration du PLUi qu'on aborde tout à l'heure ont deux finalités : la première, c'est la mise en œuvre du projet de territoire que vous nous avez présenté au préalable « *Montpellier territoire, une Métropole productive* ».

Ce projet de territoire est un projet ambitieux qui répond aux enjeux de court terme comme, par exemple, la nécessité de construire des logements et qui fait le choix de construire en priorité sur le tissu urbain existant.

C'est un projet qui répond également à des enjeux de plus longue haleine, parfois plus difficiles à appréhender comme la préservation de la biodiversité ou comment nourrir notre Métropole, avec la mise en valeur des circuits de proximité ou l'articulation avec le MIN, etc. C'est un projet qui affiche des choix politiques forts et engagés auquel je souscris à 100 %.

Il y a une seconde finalité dans la révision de ce SCoT et dans l'élaboration du PLUi, c'est la mise en œuvre des projets communaux portés par chacun des Maires sur leur Commune. Comme vous le savez, je me bats contre un des projets portés par le Maire de Lattes qui est le projet d'urbanisation des Hauts de Lattes et il faut être cohérent : on ne peut pas être contre un projet ou un aménagement et ne pas voter contre les documents qui planifient ces aménagements ou ces projets d'urbanisation. Je serai donc cohérent : je suis contre le projet des Hauts de Lattes et je voterai donc contre le document du SCoT qui planifie cet aménagement ou ces équipements-là.

Dans le cadre du PLUi, tout à l'heure, je m'abstiendrai puisque nous en sommes juste aux grandes orientations et pas encore aux déclinaisons réglementaires. Merci.

Monsieur le Président

Je vous remercie de la clarté et de l'explication de votre vote, Monsieur FOURCADE. Madame TOUZARD.

Isabelle TOUZARD

Juste pour partager autour de ce SCoT qui a été un gros travail et pour lequel je voterai sans aucun souci. Mais il y a des réflexions qui pour moi sont importantes y compris, peut-être, pour la prochaine révision : je me questionne vraiment sur le deuxième objectif affiché à savoir la question de la préparation aux évolutions démographiques et aux besoins qu'elles génèrent, sachant que si on prend un peu de recul au niveau national, des départements – et j'en connais certains très bien puisque j'en suis originaire – sont très actifs, ont des taux de chômage très faible. Je prends un exemple : celui de la Mayenne. Je ne sais pas si vous connaissez la Mayenne dans l'ouest de la France. C'est un département extrêmement dynamique mais que la population fuit et, aujourd'hui, les Communes comme la mienne, ici, vendent le terrain constructible à un euro symbolique. On est donc, aujourd'hui, face à un rôle que joue la Métropole, qu'on assume, qui est d'attirer toujours plus. On attire beaucoup, de partout dans le pays, mais il faut savoir – et moi, ça me questionne profondément à un niveau plus macro-national – ce rôle que l'on joue. Je vous le livre et je partage.

Il y a un deuxième élément aussi sur le modèle d'aménagement territorial que nous poursuivons dans le SCoT. Je l'ai dit plusieurs fois en Conférence des Maires et en Conseil, il y a quelque chose qui me questionne : c'est qu'il me semble que nous restons encore – mais le virage sera sans doute long à prendre – sur une vision très centrée sur la ville centre du développement économique, de l'installation des équipements, etc.

Il me semble – et on en a souvent parlé – que l'avenir réside aussi dans une autre répartition sur le territoire de ces équipements et de ces lieux d'activités économiques plus diffus, peut-être moins sous forme de grands aménagements. Je pense qu'il y a aussi une demande sociétale pour pouvoir travailler à côté de chez soi, près de là où on vit. Le numérique nous le permet maintenant. C'est un autre mode et cela résoudrait aussi la question des mobilités.

Troisième élément important à mes yeux : c'est que les deux tiers de notre territoire sont en zone agricole et naturelle. Dans ce SCoT, non seulement nous protégeons mais nous avons des enjeux et des volontés d'aménagement, de reconquête agricole.

Je l'ai déjà dit en Conférence des Maires : je pense qu'il serait important que, dans nos futurs schémas d'aménagement, l'investissement de la commune, y compris dans notre budget d'investissement, prenne en compte ces deux tiers de nos espaces agricoles et naturels dans le cadre notamment de la politique agroécologique et alimentaire mais aussi dans le cadre d'autres politiques. Il faut, je pense aussi, que notre volonté politique de réinvestir ces deux tiers du territoire se traduise dans notre budget.

Monsieur le Président

Merci Madame TOUZARD et je rappelle, à ce sujet, que nous avons injecté 410 ha supplémentaires de protection de terres fertiles sur le SCoT de Montpellier ; c'est la raison pour laquelle nous l'avons rediscuté. C'est l'occasion pour moi de remercier les Maires qui ont contribué à cet effort global.

Je vais tous les citer – si j'en oublie un, tu me corriges Christian car je ne veux pas être injuste – :

1. le Maire actuel de Castelnau, Monsieur LAFFORGUE ;
2. le Maire de Vendargues, Monsieur DUDIEUZERE ;
3. le Maire de Baillargues, Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER ;
4. le Maire de Cournonsec, Madame Régine ILLAIRE ;
5. Monsieur le Maire du Crès, Pierre BONNAL ;
6. votre serviteur pour Montpellier.

C'est sur ce sujet ?

Roger CAIZERGUES

Oui, c'est sur ce sujet.

Monsieur le Président

Monsieur CAIZERGUES, allez-y. Après, je donne la parole à Monsieur MEUNIER.

Roger CAIZERGUES

Je rajouterai simplement que s'il y a eu des négociations avec ces communes, c'est que certaines avaient déjà réduit leur secteur qui était à réorganiser dans les PLU en remettant au niveau de l'agriculture des dizaines d'hectares. Je voulais le souligner car cela me paraît important et cela concourt aux 410 ha que vous avez évoqués.

Monsieur le Président

Absolument et en particulier Lavérune et son écrin périphérique vert. Monsieur GRAND ! C'est sur ce sujet ?

Jean-Pierre GRAND

Bien sûr que c'est sur ce sujet. Monsieur le Président...

Monsieur le Président

Allez-y. Champagne !

Jean-Pierre GRAND

Très franchement, vous avez parlé du Maire actuel de Castelnau. Naturellement qu'il est allé dans le sens de la préservation sur les évolutions futures des terrains et il a bien fait. Il l'a fait avec fermeté et en concertation avec la Chambre d'agriculture. Je voudrais tout de même vous dire que les centaines d'hectares qui sont toujours espaces verts au sud agricole, ils ont été préservés depuis des années et des années parce qu'il y avait une vision d'avenir. Quand on a « lâché » à l'urbanisation, Monsieur le Président, un certain nombre d'hectares pour construire Eurêka, nous l'avons fait avec une vision de maintenir des terres agricoles et, en l'occurrence, des vignobles ; nous l'avons fait avec le souci de planter des vergers ; nous l'avons fait avec le souci d'avoir une politique cohérente.

Ne pensez pas, aujourd'hui, que c'est vous ou d'autres qui avez sauvé cela. Cela a été fait dans les 34 ans de ma vie municipale à Castelnau parce que je n'ai jamais lâché l'urbanisation du sud et quand on est allé un peu au-delà sur des constructions, c'était à la demande expresse à la fois de l'Agglomération mais aussi de la SERM car ils voulaient, sur ce qui ne devait être qu'économique, qu'il y ait aussi de l'habitat. Après beaucoup de discussions, de travail, de réunion, de réflexion, nous sommes arrivés à des accords corrects pour l'intérêt général. Aujourd'hui, quand vous vous promenez dans le secteur et que vous voyez des vignes, vous penserez

à moi.

Monsieur le Président

C'est dingue ! C'est psychiatriquement dingue : tout à moi. Je ne demande qu'à vous croire, Monsieur GRAND.

Jean-Pierre GRAND

Si vous ne me croyez pas, ce n'est pas un souci. L'essentiel, c'est la réalité.

Monsieur le Président

Je ne vous crois pas, parce que vous dérapez souvent.

Jean-Pierre GRAND

Rassurez-vous, pas autant que vous.

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, mes chers collègues, je m'interroge depuis tout à l'heure – cela va bientôt faire 1 h 30 – mais en particulier depuis que nous avons ouvert le dossier du SCoT sur ce que peuvent penser les gens qui sont en train de nous regarder sur la retransmission. Ils doivent vraiment se demander de quoi nous parlons...

Monsieur le Président

Monsieur MEUNIER, éviter vos leçons de morale parce que vous êtes très mal placé pour les faire.

Cyril MEUNIER

Attendez, je n'agresse personne.

Monsieur le Président

Ne m'obligez pas à aller dans le détail.

Cyril MEUNIER

Vous me laissez finir, s'il vous plaît ? Je ne sais pas quel va être le détail, Président, mais restez correct.

Monsieur le Président

Arrêtez. S'il vous plaît, ne faites pas de leçons de morale, faites de la politique, de l'aménagement du territoire mais dispensez-vous des leçons de morale.

Cyril MEUNIER

Ce n'est pas une leçon de morale, je dis simplement que nous sommes en train de traiter du SCoT.

Monsieur le Président

Heureusement que vous ne m'avez pas dans l'opposition à Lattes parce que vous ne feriez pas la musique comme vous faites, je vous le dis. D'ailleurs, je vais être obligé de mettre des pancartes, car j'ai appris une grande leçon de ce mandat : c'est de mettre des pancartes. Vous mettez des pancartes partout à Lattes pour dire que ce n'est pas moi qui finance mais vous ! Mais moi, je vais en mettre dans les loges du rugby pour interdire à un certain nombre de personnes de les pénétrer sans autorisation et sans ticket parce qu'il y a des limites. Nos Vice-Présidents et nos élus ne sont pas là pour se faire agresser publiquement. Poursuivez, Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Si c'est la seule réponse que vous m'apportez, elle est pitoyable et irrespectueuse au possible au niveau personnel.

Monsieur le Président

Ce n'est pas moi qui ai insulté Monsieur MEISSONNIER.

Cyril MEUNIER

Mais, j'ai décidé sur ce sujet...

Monsieur le Président

C'est un scandale. Ce que vous dites est scandaleux !

Cyril MEUNIER

J'ai décidé, sur ce sujet, de ne jamais répondre en public pour une simple et bonne raison : je pense que l'image des élus de la Métropole...

Monsieur le Président

Lui s'est fait insulter en public !

Cyril MEUNIER

Bien sûr. Racontez ce que vous avez à raconter...

Monsieur le Président

Je n'y étais pas. Je l'ai lu dans la presse.

Cyril MEUNIER

Vous n'y étiez pas mais vous êtes intervenu pour que les réseaux sociaux racontent n'importe quoi.

Monsieur le Président

Ce ne sont pas des choses à faire !

Cyril MEUNIER

On ne parle pas de ce sujet. Je reviens sur le sujet d'aujourd'hui.

Monsieur le Président

Alors ne donnez pas de leçon.

Cyril MEUNIER

Quand je regarde la présentation que nous faisons du SCoT – et je ne jette pas la pierre à Chantal MARION – et que vous êtes spectateur, vous avez quatre objectifs fondamentaux ensuite, quel que soit l'intérêt du dossier du passage à niveau de Castelnaud, quelle qu'en soit la dangerosité, nous avons passé pratiquement tout le débat à discuter du passage à niveau de Castelnaud et de deux ou trois sujets.

Monsieur le Président

Demandez à votre ami Monsieur GRAND. Demandez-lui pourquoi. Expliquez-le à lui mais pas à moi !

Cyril MEUNIER

Le SCoT, ce n'est pas cela. Ce n'est pas de parler d'un équipement ou d'un autre mais de définir sur une durée de 30 ans les grands objectifs qui sont les nôtres et pas seulement les objectifs tels qu'ils sont là mais de définir sur des cartes et sur un travail de fond. Je remercie les services de la Métropole et l'ensemble des cabinets d'experts qui ont travaillé avec les élus ainsi que les élus de tous les pôles d'avoir travaillé d'arrache-pied. Nous avons perdu trop de temps puisque nous aurions dû sortir le SCoT bien avant. Je me suis déjà exprimé là-dessus. On ne sortira pas le PLUi avant les élections, ce qui va plomber économiquement notre Métropole. Maintenant, c'est fait.

Quand j'entends tous les débats sur l'histoire de qui a fait quoi, qui n'a pas fait, je reviens sur le fondamental : une Métropole, c'est un EPCI, un Etablissement Public de Coopération Intercommunale, où les communes viennent mettre en commun leur volonté Commune et leur volonté sur chacune des communes, ce n'est pas un lieu normalement de bisbilles critiques, ce en quoi vous l'avez transformé depuis un an...

Monsieur le Président

Vous ne sortez jamais de chez vous. Allez à la Métropole de Strasbourg, assistez au Conseil de la Métropole de Marseille...

Cyril MEUNIER

Je m'en fiche.

Monsieur le Président

Regardez les votes des Métropoles de France et vous verrez que notre compte administratif n'a eu qu'une seule voix contre. Une seule voix contre.

Cyril MEUNIER

Très bien, je continue. Je vous laisse parce qu'*a priori*, aujourd'hui, vous avez envie d'intervenir et de couper tout le monde. Je continue calmement. Nous avons une histoire à Montpellier et vous avez eu raison de faire référence à Georges FRÊCHE et à tous ceux qui lui ont succédé et en particulier Jean-Pierre. Nous avons une succession de travail en commun, serein, entre nous pour définir les objectifs.

Je fais un petit point pour Jean-Noël FOURCADE : le projet des Hauts de Lattes n'est pas communal mais métropolitain puisqu'il fait partie de l'Ode à la mer et qu'il est porté par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M). Je voulais te parler de ça et on aura l'occasion d'en reparler.

Il est logique qu'il faille modifier ce SCoT 2006 – qui était excellent – parce qu'il n'est plus adapté en particulier à certaines mises en place de législations comme la loi littorale et d'autres. On en a un besoin crucial. On a perdu trop de temps à le faire. C'est logique que l'on s'inscrive dans l'histoire de ce que nous avons dessiné avant parce qu'on ne va pas tout remettre à plat en permanence surtout pas au niveau de l'intercommunalité. Chacun dans nos communes, quand, par exemple, le Maire de Montpellier change, il est normal qu'il puisse envisager de revoir ces orientations sur sa Commune comme n'importe quel Maire qui arrive. Mais, quand il le fait, il se doit de le gérer en cohérence avec la volonté intercommunale que le SCoT et le PLUi – qui n'existait pas avant, on avait chacun notre PLU – inscrivent pour travailler dans la continuité. On sait très bien qu'un dossier d'aménagement quel qu'il soit et surtout s'il est structurant, met des années et des années à se faire. Si, à chaque fois, on revient, on n'avancera pas.

L'intelligence de cette révision de SCoT que l'on est en train de faire aujourd'hui, c'est ça. C'est logique que l'on se nourrisse des orientations passées, qu'on les améliore en fonction des desiderata, des nouvelles normes de développement durable, des nouvelles contraintes, de la connaissance des risques. Je me rappelle que Stéphanie JANNIN nous avait bien orientés sur ces sujets. Nous avons fait un travail en commun, ne le gâchons pas en laissant penser que nous sommes en train de nous arracher et que nous sommes en bisbille politique dessus.

Je maintiens que, depuis tout à l'heure, ceux qui nous regardent, avec seulement l'énoncé de quatre points, ne doivent pas savoir ce qu'est un SCoT. Je comprends Chantal que tu n'avais pas le temps et qu'on ne t'en a pas donné. Il aurait fallu faire un Conseil à part, ou peut-être un peu moins chargé, où on présente un minimum de choses et ensuite que l'on évite de faire déraiper, quel que soit l'intérêt des sujets, les dossiers. C'était tout ce que je voulais dire. Je ne fais pas le professeur de morale. Je dis juste que tout ce qui a été dit par les uns et les autres est logique puisque nous sommes dans une continuité. Philippe SAUREL, vous avez pris l'exemple de Strasbourg et d'autres intercommunalités : la chance de Montpellier dans les 30 dernières années, c'était d'être cohérent et de travailler ensemble.

Dernier point : je regrette une seule chose sur la mise en place de ce SCoT, c'est que l'on n'ait pas fait de travail en commun avec les SCoT voisins. On n'a pas besoin d'une loi ou d'une mise en place, il aurait fallu que l'on travaille. Moi qui suis à Lattes mitoyen de l'étang de l'Or, je pense que l'on est léger sur l'inter-SCoT. Je pense que mes collègues au nord avec le Pic Saint-Loup, c'est pareil. On va se mettre en difficulté si on n'a pas une cohérence. C'est à l'État de mettre la cohérence, c'est ce que, Président, vous allez répondre et vous avez sûrement raison. À défaut que l'État joue ce rôle, nous aurions dû être initiateurs en la matière. Je pense que l'on est un peu léger sur la question.

Dernier point, et c'est entre vous et moi, Monsieur le Maire de Montpellier : nous avons un territoire commun au sud de Montpellier et au nord de Lattes qui est particulièrement difficile à gérer avec les différentes infrastructures dont on a parlé mais nous n'avons jamais travaillé dans le cadre de ce SCoT à ce niveau-là tout simplement parce que la méthode de travail était par pôle. J'étais dans le pôle littoral, vous étiez dans le pôle montpellierain et ça, à mon avis, ça a été une erreur.

Comme nous étions dans des pôles différents, à la fin, nous aurions dû regarder les territoires limitrophes entre les communes qui ne faisaient pas partie des mêmes pôles et en particulier, pour moi, sur Lattes et sur Montpellier, je trouve que l'on est léger sur la programmation sur notre territoire commun, Monsieur le Maire de Montpellier. Je vous remercie de m'avoir écouté car je ne pensais pas avoir autant de silence et d'absence d'intervention parasitaire. Merci à vous tous.

Monsieur le Président

C'est parce que c'était intéressant. C'était très intéressant !

Cyril MEUNIER

Je n'en demande pas tant. Je ne demande pas à être réhabilité, de ne pas passer pour un gougnafier et d'être qualifié d'intéressant. Je ne demandais pas de satisfecit. Je n'attends aucun satisfecit de votre part. Cela ne flatte pas du tout mon ego et ne me rassure en rien. Merci.

Monsieur le Président

Vous avez raison de ne pas être rassuré parce que c'était très intéressant mais faux, parce que tous les SCoT des agglomérations voisines ont été consultés. Jamais dans l'histoire de l'Agglomération de Montpellier, nous avons eu autant de relations avec les agglomérations voisines sur les transports, sur l'assainissement, sur l'eau et on le verra tout à l'heure dans l'affaire avec le Pic Saint-Loup, avec la desserte de la Ville de Teyran avec la TaM. Allons, soyons sérieux.

Cyril MEUNIER

Je n'ai pas dit qu'ils n'avaient pas été consultés et qu'on ne les a pas vus. C'est vrai que les relations avec les intercommunalités sont meilleures que ce qu'elles ont été. Monsieur le Président, je vous envoie un satisfecit.

Monsieur le Président

Je n'attends pas de satisfecit de vous, Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Si mes satisfecit ne vous touchent pas plus que les vôtres, on est parfait, mais cela ne nous empêche pas, de temps en temps, d'être cordial. Au niveau des Maires qui sont limitrophes de ces intercommunalités, nous n'avons pas travaillé tout comme après, j'ai regretté que nous n'ayons pas travaillé sur les parties limitrophes des pôles. C'est tout. Ce sont les seuls défauts.

Je voterai le SCoT. Même si on est opposé à un projet, il faut toujours voter le SCoT parce que c'est le moteur du développement et l'ensemble des forces économiques l'attendent ainsi que l'ensemble de nos habitants parce que le coût de l'hébergement est en train d'exploser et on n'arrive pas à accueillir les entreprises. Quand on en arrive à ce bilan, c'est que l'on est en échec. On a beau se raconter ce que l'on veut, on est en échec.

Monsieur le Président

Monsieur MEUNIER, j'entends bien que vous voterez le SCoT et cela me fait plaisir mais vous avez tout de même dit quelque chose de faux : nous avons concerté et nous avons travaillé avec les agglomérations voisines.

Jean-Pierre GRAND

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Votre ami, Monsieur GRAND, vient de le dire ; lui qui est là pour représenter la loi.

Cyril MEUNIER

Je n'ai pas dit qu'on ne l'avait pas fait mais qu'on n'avait pas travaillé au niveau des Maires limitrophes des intercommunalités. Je n'ai pas travaillé avec le Maire, ni l'intercommunalité de Mauguio et je ne pense pas que Jean-Pierre l'ait fait non plus. Après, on l'a peut-être fait à titre personnel mais nous n'avons pas eu ce travail au sein du SCoT. Nous n'avons pas eu le travail entre communes de pôle différent. C'est tout.

Monsieur le Président

Cela ne se passe pas comme ça. Ça se passe d'intercommunalité à intercommunalité. Vous le savez bien, en plus. Monsieur MEISSONNIER.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues, permettez-moi de revenir sur quelque chose qui risque d'irriter certains de nos collègues mais il a été prononcé le mot « *Baillargues* », le mot « *passage à niveau* » et surtout le mot « *MEISSONNIER* ». Il s'en va, c'est dommage. Restez là, Monsieur GRAND ! Parce qu'à l'époque, vous étiez Député... Non, ne partez pas, Monsieur GRAND ! Monsieur le Sénateur, excusez-moi, je vais rester poli avec vous.

Monsieur le Président

Il est bien bronzé le Sénateur. Il ne doit pas aller souvent au Sénat.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Sénateur était, à l'époque, Député-Maire et nous étions sur le même pied d'égalité concernant les passages à niveau que ce soit celui de Castelnau ou de Baillargues. Je le répète ici, à l'époque, Monsieur le Député-Maire, qui conseillait tous les villages de sa circonscription, était venu me voir et m'avait dit : « *il est hors de question que tu finances avec les deniers baillarguois une suppression du passage à niveau car ce n'est pas de ta compétence ; c'est à l'État, c'est à la SNCF, c'est aux Régions...* » Heureusement que je ne l'ai pas écouté puisque nous ne serions pas à l'aune de l'inauguration, dès septembre 2018, de la suppression du passage à niveau de Baillargues qui va permettre la sécurité de tout un territoire et pas seulement des Baillarguois.

Je voudrais dire que si j'avais eu cette vision du territoire que semble avoir eu pendant 35 ans l'ancien Maire de Castelnau, Monsieur GRAND, je n'aurais pas construit à outrance sur la 113 des bâtiments, des habitations qui ont eu pour effet d'utiliser à outrance un passage à niveau qui est dangereux et qui amène un côté accidentogène accru. Qui plus est, j'ose espérer qu'avant de solliciter les deniers de la Métropole, le nouveau Maire de Castelnau qui semble vouloir, lui, prendre le taureau par les cornes, va augmenter les impôts comme nous avons pu le faire à Baillargues et non pas les baisser.

Deuxièmement, peut-être y a-t-il eu des PUP ou des réserves financières concernant ces logements qui ont permis à des aménageurs ou à des promoteurs de gagner un peu d'argent mais aussi de prévoir l'avenir et notamment d'intégrer la mise en sécurité de ces nouvelles populations et de diminuer le coût, pour les autres collectivités, de la suppression du passage à niveau.

Je voudrais dire que je ne sais pas comment Monsieur le Sénateur a donné des ordres contraires à ceux qu'il pouvait me donner à une certaine époque. Cela ne remonte pas à 4 ans. Quand j'ai commencé à me préoccuper de la suppression du passage à niveau de Baillargues, il y avait quatre trains qui s'arrêtaient à Baillargues.

J'avais une vision de l'aménagement du territoire – tout petit Maire que j'étais – qui était autre que celle du Député-Maire de l'époque qui avait une riche expérience adossée à celles qu'il avait pu contracter avec Monsieur CHABAN-DELMAS dont il se faisait les gorges chaudes. Moi, je n'ai pas connu CHABAN-DELMAS. J'ai connu que dalle, mais il y a une vision du territoire en matière de sécurité et en matière de prévisions, de développement démographique qui tient compte des investissements et qui, quand on est responsable, quand on est Maire et qui plus est député et qu'on se fait les gorges chaudes de connaître du monde à Paris dans les ministères, doit se préoccuper en premier lieu de la sécurité de ses habitants or ce n'est pas une chose qui a été faite à Castelnau.

Je suis heureux de voir que Frédéric LAFFORGUE prend le taureau par les cornes. J'espère, comme cela a été fait à Baillargues, qu'avant de demander l'obole à la Métropole et aux différentes collectivités qu'ils vont augmenter les impôts. Ce n'est pas le tout de les baisser si c'est pour dire après : j'aimerais que vous m'aidiez à financer une mise en sécurité de mes populations. Je le répète, quand on parle d'environnement, d'espaces préservés à Castelnau, quand je vois ce qu'a été la 113 à l'époque et ce qu'elle est devenue, je pense que nous n'avons de leçon à recevoir de personne. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Monsieur PASTOR.

Jean-Pierre Grand

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Franchement, ça me tente de vous donner la parole. Allez, c'est normal. Allez-y, Monsieur GRAND. Après, je donnerai la parole à Monsieur PASTOR qui l'attend depuis un bon moment. Soyez bref.

Jean-Pierre GRAND

Répondre à Monsieur MEISSONNIER est un exercice toujours amusant. Monsieur MEISSONNIER est fâché avec le droit. Il connaît plus le tordu que le droit. Je voudrais donc lui rappeler qu'il y a une loi qui s'applique : quand on construit un tramway, on a des devoirs absolus. Le long de la ligne de tramway, il faut construire de façon dense. Les préfets nous l'ont rappelé à moult reprises et naturellement, ce sont des décisions qui nous échappent d'une certaine façon mais, en tous les cas, que nous devons respecter. Et, nous les avons respectées comme nous devions le faire.

Les logements sociaux à Castelnau, il fallait en construire, Monsieur MEISSONNIER. Nous les avons construits. Nous avons le devoir de répondre à la loi. Moi, je réponds à la loi et je ne réponds pas à des ambitions ou à des lubies. Je ne réponds pas à des intérêts. Je réponds à la loi. Quant aux immeubles qui sont au début de l'avenue de Marcel Dassault, je tiens tout de même à vous dire que tout a été construit, prévu, pour que naturellement l'emprise technique du futur passage à niveau soit possible.

Tout cela a été fait en concertation avec les services de la SNCF et, naturellement, il n'y a là-dessus aucun problème. Vous savez, nous avons, à Castelnau, rempli le contrat que j'avais passé avec l'État sur la construction de logements sociaux et cela se fait tout bêtement en construisant des logements sociaux. Voilà ce que je voulais dire à Monsieur : loi SRU. La loi SRU, ce n'est pas la peine d'avoir été Député, Sénateur, Ministre ou évêque, tout le monde la connaît...

Monsieur le Président

Ah non, ne commencez pas à taper sur les évêques.

Jean-Pierre GRAND

Il y a ceux qui l'appliquent et ceux qui ne l'appliquent pas. Moi, je suis désolé mais les lois, je les applique.

Monsieur le Président

Monsieur GRAND, vous avez répondu, on est OK mais, ce soir, il n'y en a eu que pour vous. C'était un one-man-show ce soir. Il s'en va maintenant. Il y a Monsieur ROUILLEAULT qui m'a demandé la parole.

La démocratie est un exercice long, rude, fatigant, difficile mais il faut passer par là. Je fais des réunions de quartier où il y a 800 personnes, je prends toutes les questions les unes après les autres et parfois je finis à une heure du matin. C'est normal. Donc, la démocratie c'est aussi les assemblées publiques et chacun peut s'exprimer. Monsieur ROUILLEAULT a envie de dire quelque chose.

Henri ROUILLEAULT

C'est dommage que le Sénateur-Maire soit parti car j'aurais rappelé...

Monsieur le Président

Monsieur ROUILLEAULT, ne commencez pas comme ça ! Vous l'appellez le Sénateur-Maire alors qu'il n'est plus Maire.

Henri ROUILLEAULT

Excusez-moi, le Sénateur.

Monsieur le Président

C'est très important les mots ! Relisez Jean-Paul SARTRE.

Henri ROUILLEAULT

Excusez-moi, ça arrive à tout le monde de faire un lapsus.

Monsieur le Président

Oui mais ça fait beaucoup.

Henri ROUILLEAULT

Laissez-moi parler.

Monsieur le Président

A chaque séance, vous me faites un lapsus.

Henri ROUILLEAULT

Je lui aurais rappelé que la loi SRU est effectivement une loi importante mais que quand je suis arrivé à Castelnau, sur le site de Monsieur Jean-Pierre GRAND, ce que l'on trouvait c'est : « *je préfère ne pas respecter les 20 % de la loi SRU et payer des pénalités* ». Depuis les 20 % sont devenus 25 % et la municipalité de Castelnau a changé de position. Quand je l'entendais dire « *je respecte la loi* », ça faisait sourire.

En ce qui concerne le passage à niveau, les Conseils de Métropole sont enregistrés. Reportez-vous au Conseil de Métropole où il y a eu cette discussion fameuse entre le Maire de Baillargues et le Maire de Castelnau. Ce qu'avait dit Monsieur Jean-Pierre GRAND à l'époque c'est : vous n'avez pas à financer. Je rappelle que, premièrement, les communes ont la compétence générale en matière de financement comme l'État et ce sont les seuls. La Région n'a pas la compétence générale, la Métropole n'a pas la compétence générale, le Département ne l'a pas non plus. Ils ont des compétences que leur attribuent les lois et les accords entre eux mais seuls la Commune et l'État ont la compétence. Les communes pouvaient financer le passage à niveau et par ailleurs, elles pouvaient faire des plans partenariaux public-privé et tous les logements qui ont été construits entre la voie ferrée et le tramway qui accroissent sa dangerosité auraient contribué à hauteur de 5, 10, 15 % au financement du passage à niveau et à accélérer le règlement de ce dossier.

Je pense donc qu'il faut que cela change et qu'il faut arriver à un accord entre toutes les collectivités et la SNCF sur ce sujet.

Monsieur le Président

Sur le passage à niveau, vous avez bien répondu Monsieur ROUILLEAULT. Monsieur MEISSONNIER, dernier intervenant sur le sujet. Non, je suis désolé Monsieur MEISSONNIER, il y a Madame BOUALLAGA qui veut dire un mot et Chantal MARION qui veut conclure en tant que rapporteur du dossier. On a le temps. Vous êtes pressés ou quoi ? J'ai un avion à 5 heures du matin, j'ai le temps. Pardon, Monsieur PASTOR. Il y a d'abord Monsieur MEISSONNIER puis Monsieur PASTOR puis Madame BOUALLAGA puis Madame MARION.

Jean-Luc MEISSONNIER

Sauf que Monsieur le Sénateur a dit, en gros, qu'à Baillargues, on ne respecte pas la loi. Quand je suis arrivé à Baillargues – et je suis élu depuis bien moins longtemps que cela – il y avait 3 % de logements sociaux. Nous en sommes à 16 %. En très peu de temps, nous avons respecté la loi SRU qui semble être chère au cœur de notre Sénateur mais comme l'a dit Monsieur ROUILLEAULT, apparemment, à l'époque c'était l'inverse. Voilà juste ce que je voulais dire et surtout je n'ai pas de leçon à recevoir de notre Sénateur qui, pour moi, semble être une de ces pâles étoiles qui semble s'éteindre petit à petit. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Monsieur PASTOR, allez-y.

Gilbert PASTOR

Monsieur le Président, chers collègues, avant de passer à ma question, je formulerai un vœu : qu'on décide de ne plus parler du passage à niveau de Castelnau parce que j'ai l'impression d'être à la maison de retraite ! A chaque séance, on en parle comme si on n'avait pas compris qu'il y avait des positions divergentes. On a tous compris alors, arrêtons car cela nous fait perdre du temps et abordons les vrais sujets. C'est le souhait que je formule et je pense que si on le mettait aux voix, j'aurais la majorité. Ne plus parler du passage à niveau de Castelnau.

Je voulais réagir aux propos de Madame TOUZARD sur les parcs d'activités. On ne peut pas vouloir une chose et son contraire. On ne peut pas dire il faut créer des emplois et ne pas créer des terrains pour accueillir des emplois. On a décidé – et c'est une très bonne chose – de sauver des espaces agricoles. C'est très bien mais cela créera un certain nombre d'emplois. C'est vital. Tout à fait d'accord. Mais, on ne peut pas non plus reporter les parcs d'activités n'importe où. Quand on décide de faire un parc d'activités quelque part, il faut,

lorsqu'on le fait, qu'on sache que des entreprises vont y aller.

Pour qu'elles y aillent, il faut qu'il y ait des moyens de locomotion, des voies pour y aller et que ce soit près des grands axes.

Dans le temps, toutes les entreprises étaient à Montpellier et il y avait aussi Vendargues et Saint Jean de Védas. C'était les deux grands parcs qu'il y avait et c'est tout.

Au fur et à mesure depuis plusieurs années et ça s'amplifie actuellement, on éclate à l'extérieur vers les bords de la Métropole pour diminuer la distance domicile/travail. C'est ainsi qu'à Castries, il y a eu Via Domitia ; qu'au dernier Conseil, on a passé le bilan de la concertation de la zone du Cannabe à Cournonterral et qu'on a créé celle de Cournonsec, qu'on a créé, à l'époque, celle de Villeneuve-lès-Maguelone. On n'a pas attendu que certains redécouvrent le fil à couper le beurre. On y travaille mais c'est sûr que si on proposait aux entreprises d'aller s'installer au Caylar, elles n'iraient pas car il n'y aurait pas la fibre et tout ce qu'il faut. Chantal MARION reçoit beaucoup d'entreprises qui sont demanderesses et ce sont elles qui vont créer des emplois et on doit répondre à ces demandes. Quand on veut créer un nouveau parc d'activité, il faut aussi qu'il y ait une surface suffisamment importante parce qu'on ne peut pas faire un investissement pour uniquement 2 ou 3 ha. Il faut aussi tenir les cordons de la bourse.

Voilà ce que je voulais dire sur le développement économique. C'est un axe majeur. Ce SCoT prend bien en compte les demandes en terrains économiques parce qu'on a réussi pour ce qui est de l'habitation à reconcentrer sur les centres des villages. C'était l'explication complémentaire que je voulais faire. Je m'excuse, je t'ai peut-être enlevé une partie de ton intervention mais cela me tenait à cœur.

Monsieur le Président

Madame TOUZARD, c'est sur le même sujet ? Allez-y.

Isabelle TOUZARD

Par rapport à ce que vient de dire Gilbert, je crois que nous ne nous sommes pas compris. Sur Murviel, je suis en train de faire mon recensement. On a fait une étude : 90 % des Murviellois qui travaillent à Montpellier partent en voiture. On a recensé les entreprises, les micro-entreprises, les auto-entrepreneurs qui habitent à Murviel. Certains – la plupart – partent travailler à Montpellier en voiture pour se mettre dans un bureau pour revenir le soir à Murviel dans les bouchons. Ils me demandent tous s'il n'y a possibilité d'avoir un espace de coworking sur place, à Murviel. Toutes les entreprises n'ont pas envie d'être auprès de la gare SNCF, des principales infrastructures ou de l'aéroport. Certaines typologies d'entreprises ont, en effet, besoin d'être auprès des tramways, dans les parcs d'activités tels que tu les cites mais il y a tout un tissu économique que l'on oublie de petites entreprises qui ne sont pas dans les mêmes attentes, dans les mêmes besoins et qui pourraient très bien avoir leur implantation ou leurs moyens de travail en télétravail. Je rappelle ici quelque chose que j'ai déjà dit plusieurs fois : le télétravail est devenu une obligation réglementaire ! Toutes les administrations sont obligées de demander à leurs agents s'ils veulent télétravailler au moins un jour par semaine ; c'est une obligation. Bien entendu, lorsque l'on est infirmière, on ne va pas faire du télétravail. Dans mon établissement, par exemple, c'est une vague qui est en train de se dérouler ; les personnes veulent télétravailler. Dans les universités – je te regarde Max –, il y en a aussi de plus en plus. Donc, il y a une nouvelle forme d'économie et d'implantation économique sur laquelle je pense que cela vaudrait le coup, avec le très haut débit qui s'est développé partout sur le territoire, de se pencher. En tout cas, la demande existe.

Monsieur le Président

Merci Madame TOUZARD. C'est sur le même sujet, Madame CASSAR ?

Michelle CASSAR

Monsieur le Président, simplement une petite question à Monsieur PASTOR. Il me semble que sous les Présidences de Jean-Pierre MOURE et de Georges FRÊCHE, Monsieur PASTOR avait la Vice-Présidence au développement économique. Pour information, je voudrais savoir sur le SCoT de 2006, quelle était l'emprise des zones d'activités économiques et combien de superficies ont été pourvues par rapport à ce qui est prévu au SCoT de 2006 ?

Gilbert PASTOR

Via Domitia sur Castries-Vendargues : il y en a la moitié qui est réalisée et qui est complet. La ZAC Cannabé

à Cournonterral était prévue dans ce SCoT. Il y a eu sur Cournonsec, le village animal qui a été fait. Je n'ai pas tout en tête maintenant. Vous savez comme les Français, j'ai la mémoire courte. On a fait la zone de Villeneuve-lès-Maguelone qui nous a posé pas mal de problèmes à l'époque. Il y a eu aussi vers Lattes et toute la partie vers le Millénaire qui a été construite en accord avec tout le monde pour faire un couloir industriel à cet endroit.

Monsieur le Président

Merci Monsieur PASTOR. Madame BOUALLAGA et Madame MARION conclura.

Sabria BOUALLAGA

Je voudrais donner mon avis de petite élue citoyenne que je suis et ce que je peux représenter. J'entends depuis tout à l'heure les uns et les autres ; certains élus font juste part d'un égocentrisme démesuré. Ce que j'aimerais demander à ces élus qui siègent depuis une vingtaine d'années voire une trentaine d'années, voire une cinquantaine d'années pour certains et qui sont des apparatchiks : qu'est-ce qu'ils m'ont laissé ? Quel héritage, concrètement à moi, à mes enfants et à mes petits-enfants ? C'est ça les vraies questions ! Si les citoyens nous regardent, ils ont entravé un quart de ce que vous avez pu dire, si ce n'est l'égocentrisme dont certains ont pu faire preuve. La vraie question c'est : qu'est-ce que vous nous avez laissé ?

La deuxième chose...

Jean-Pierre Grand

Intervention hors micro

Sabria BOUALLAGA

Laissez-moi parler, je ne vous ai pas interrompu. Monsieur le Président, il y a une étude qui est parue aujourd'hui dans *le Point* et qui a été présentée par la NASA. Elle vaut ce qu'elle vaut. Elle parle justement de la disparition de notre civilisation. Dans cet article, dans le troisième paragraphe, il y a plusieurs points qui sont repris et ce sont exactement les inquiétudes qui sont relevées par la NASA et les préconisations qui sont à prendre. Si vous le voulez, je peux vous lire la fin du paragraphe. Ce sont exactement les points qui sont édités sur ce tableau. Je pense que les élus ne travaillent pas seuls ; ils sont aussi encadrés par des ingénieurs, des administrations. Il ne s'agit donc pas de chambres fermées où on travaille seul. Il faut donc aussi faire confiance à ces gens.

Moi, j'ai envie, dans 10 ans, dans 15 ans, si je suis encore là, à la place où je suis, de pouvoir dresser un bilan et de dire : « *moi, j'ai pu vous laisser ces terres, j'ai pu construire ces terrains, j'ai pu travailler l'agriculture différemment, les transports différemment* » et ne pas dire « *moi j'ai fait, toi tu n'as pas fait...* » Non ! Qu'est-ce que vous nous avez laissé si, aujourd'hui, sur une page blanche vous deviez me le dire en quatre points ? C'est ça qui est important.

Moi, dans 20 ans, je veux pouvoir regarder mes enfants droit dans les yeux et leur dire : « *tu as des transports, tu as à manger et à manger correctement, tu peux te déplacer correctement, tu peux t'habiller correctement* ». C'est ça et c'est sur ces thématiques que les élus doivent travailler. Je pense que les points qui sont soulevés là sont clairement énoncés. Arrêtons de rentrer dans ces guerres politiques qui sont complètement stériles et qui ne servent à rien et qui nous fatiguent, nous, la Liste Citoyenne, qui sommes nouveaux depuis 3 ans. Franchement, parfois, on ne comprend rien à ce que vous dites !

Monsieur le Président

Merci Madame BOUALLAGA de votre intervention frappée du coin du bon sens. Les points qui sont abordés, là, vont dans le sens de la préservation de la planète, de nos paysages et de notre vie quotidienne. C'est pour cela qu'avec Madame TOUZARD, il y a 2 ans, nous avons signé le Pacte de Milan ; ça fait partie de cela. Madame MARION pour la conclusion.

Chantal MARION

Évidemment, il faut que je conclue mais, tout d'abord, Monsieur le Président, si vous le permettez, je pense que les chats ne font pas des chiens à Castelnau. J'ai vécu le mensonge du Maire de Castelnau sur les lignes de bus desservant Eurêka et je voulais signaler à Madame DARDE qu'il faudrait qu'elle lise le Document d'Orientation et d'Objectifs sur lequel justement sont décrits la ligne de bus et comment est desservi Eurêka. À un moment donné, dire des mensonges, ça m'énerve un peu !

Ensuite, si vous permettez que je m'adresse à Madame TOUZARD : ne vous inquiétez pas, on s'occupe des entreprises ! Il y a plusieurs sortes de polarités économiques : il y a des polarités rayonnantes, des polarités d'équilibre, des polarités de proximité. En ce qui concerne le numérique, Madame TOUZARD, je pense que nous n'avons pas de leçon à recevoir de vous. Vous savez très bien qu'au niveau de la fracture numérique, la Métropole est très bien positionnée ; la couverture est importante. Installer effectivement des espaces coworking chez vous, pourquoi pas mais pour cela, Madame TOUZARD, il faudra s'en donner les moyens.

Isabelle Touzard

Intervention hors micro

Chantal MARION

Oui, Madame TOUZARD, vos contraintes sont les nôtres aussi. Quant aux systèmes agricoles dont vous parlez, Madame TOUZARD, nous avons signé, je vous le rappelle, une convention avec la Chambre d'agriculture : deux tiers – un tiers. Ces respects sont nouveaux dans ce SCoT, n'étaient pas dans celui de 2006. Ensuite, le respect des trames bleues et vertes correspond, Madame TOUZARD, à votre demande et c'est écrit. Donc, je remercierais les personnes qui sont intervenues et qui, avant d'intervenir, ont lu entre les lignes. Il y a un travail énorme qui a été fait. À un moment donné, pour le juger, il faut le lire correctement et non pas simplement dire des choses fausses. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 2. Qui est contre ? Madame SANTARELLI et Monsieur KRZYZANSKI ne prennent pas part au vote. Qui est contre ? Monsieur FOURCADE. Qui s'abstient ?

Tout le monde est d'accord. C'est l'existentialisme poussé à son paroxysme. C'est beau l'humanité ! Ça me surprend toujours, mais agréablement. Vous êtes tous d'accord avec mon SCoT. Merci. C'est donc un excellent SCoT, partagé par les 31 Maires, comme ils s'y étaient engagés en Conférence des Maires. Ils sont donc logiques avec leur vote, donc merci à chacun d'entre vous.

Monsieur MEUNIER, une explication de vote ?

Cyril MEUNIER

Oui, cela pourrait être une explication de vote. C'est *notre* SCoT que l'on a constitué avec l'excellence des équipes comme l'a dit Chantal. Merci à tous les services. C'est vrai qu'il y a eu un gros travail de tous les Maires. Et donc c'est notre SCoT, ce n'est pas ton SCoT.

Monsieur le Président

Oui mais je ne tape pas sur le SCoT, et je le négocie parce que les 400 ha que nous avons rajoutés et les 200 pour la Chambre d'agriculture n'étaient pas prévus au début. On les a rajoutés après.

Madame TOUZARD, une explication de vote.

Isabelle TOUZARD

À moins que je me sois trompée mais les deux tiers – un tiers était déjà dans le précédent SCoT. On est bien d'accord ?

Monsieur le Président

Oui.

Isabelle TOUZARD

Juste pour Chantal : j'ai dit l'inverse de ce que tu as dit ! J'ai justement dit que j'étais très contente que le numérique soit partout sur le territoire. C'est justement sur cette base que je pense que l'on peut...

Monsieur le Président

C'est-à-dire que comme vous êtes dans un groupe différent du nôtre, on a toujours l'impression que vous êtes dans l'opposition même quand vous votez avec nous. Là, vous votez dans la majorité. J'en suis ravi. Merci Madame TOUZARD.

Je refais voter parce que c'est trop bon. Les journalistes, là-haut, n'ont pas vu le vote. Je vais recommencer. Qui est contre ? Monsieur FOURCADE. Qui s'abstient ? C'est beau ! Christian, c'est beau quand même !

Adoptée. Merci à vous !

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 83 voix.

Contre : 1 voix.

A voté contre : M. Jean-Noël FOURCADE.

AFFAIRE N° 3 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUi) - DEBAT SUR LES ORIENTATIONS GENERALES DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (PADD)

MM J-L SAVY, A. LARUE et N. SEGURA entrent en séance.

M. M. FRAYSSE sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. Y. PELLET.

M. J-P GRAND sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme C. DARDE.

Monsieur le Président

Affaire n° 3. Elaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) - Débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). Madame MARION.

Chantal MARION

Le PLUi est absolument dans le sillage du SCoT. Dans le cadre du projet *Montpellier territoire, Métropole productive*, on a des valeurs partagées entre les deux :

- consolider la porte méditerranéenne de l'Occitanie ;
- conforter les 7 piliers stratégiques ;
- constituer cette Métropole productive, écoresponsable, solidaire et connectée ;
- affirmer la maîtrise du développement urbain et rechercher en permanence et être vigilant sur les résiliences face au risque ;
- inscrire cette Métropole dans un grand territoire en tant qu'amphithéâtre naturel et bassin de vie partagé ;
- avoir une vision ouverte et intégrée au grand territoire.

Il s'agit de positionner, au sein de la nouvelle grande Région Occitanie, ce développement de la Métropole sur l'arc languedocien sans oublier l'aire urbaine de Sète, Montpellier, Nîmes et Alès.

Ce projet a été conçu suivant 5 axes stratégiques que vous connaissez :

- révéler le paysage de la Métropole ;
- acclimater la Métropole ;
- structurer une armature d'échelle métropolitaine pleinement intégratrice ;
- consolider le socle économique de la Métropole ;
- favoriser la mobilité pour tous.

Pour structurer ce document, il y a trois défis qui ont été posés :

- le défi d'une Métropole acclimatée ;
- le défi d'une Métropole équilibrée ;
- le défi d'une Métropole dynamique et attractive.

À partir de ces trois défis, cinq thématiques ont été déclinées pour répondre à ces derniers :

- la résilience environnementale et la souveraineté énergétique ;
- l'habitat ;
- les transports ;
- les équipements ;
- le développement économique.

Vous le voyez, il y a une correspondance étroite entre les objectifs stratégiques et les thématiques. Je ne vous

décrirai que les défis ; les thématiques découleront automatiquement.

Tout d'abord, le **défi A : révéler le grand parc**. Dans la continuité du SCoT, le projet met en avant un objectif pour valoriser ce grand parc métropolitain. On va s'attacher plus particulièrement à révéler le paysage, en le préservant ; ainsi que ses continuités c'est-à-dire les continuités écologiques et les réservoirs de biodiversité, entre autres.

Il s'agit de reconquérir les entrées de ville en créant, pourquoi pas, des espaces paysagers. C'est préserver les limites urbaines et le patrimoine bâti ainsi que de le valoriser. C'est traiter les limites urbaines avec, entre autres, les lisières agro-naturelles. C'est traiter les franges urbaines et penser au littoral.

Pour une Métropole acclimatée, il faudra préserver et restaurer les continuités écologiques. J'en parlais tout à l'heure à Madame TOUZARD, il s'agit de préserver ces grandes trames vertes et bleues. Pour moi, c'est le système vasculaire de cette Métropole. Elles ont été privilégiées et mises en évidence sur ce SCoT. C'est maintenir le réseau végétal des villes et les espaces naturels. C'est structurer et valoriser les lisières agro-naturelles qui sont des espaces privilégiés entre les tissus urbains et les territoires agro-naturels. C'est ensuite valoriser les fonctions agricoles et penser que cela s'articule autour de trois axes : les garrigues, plaines agricoles et urbaines et le littoral.

Ensuite, toujours dans ce défi A, pour une Métropole acclimatée, c'est de mettre en place des parcours, favoriser et encadrer la découverte de ce grand parc. Le projet a pour ambition, entre autres, de qualifier et de mettre en évidence des sites phares du grand parc : pourquoi pas, la cathédrale de Maguelone, le massif de la Gardiole ou les salins de Villeneuve-lès-Maguelone. Il y en a beaucoup d'autres. C'est d'organiser la préservation du patrimoine en respectant, évidemment, la loi littorale la bande des 100 mètres, en préservant des espaces proches tels que l'étang de l'Or, l'étang de Méjean, l'étang de Vic qui sont des sites remarquables. C'est définir les contours d'agglomérations et des villages existants qui sont impactés par cette loi littorale (Lattes, Pérols, Villeneuve-lès-Maguelone).

Toujours dans le défi A, il faut anticiper les évolutions environnementales et climatiques. On a ainsi aménagé trois modèles d'acclimatation et de résilience environnementale : l'arc des garrigues, l'arc de la plaine agricole et l'arc du littoral. C'est réduire la vulnérabilité du territoire par le ruissellement urbain. Vous le savez, vous connaissez le territoire, je ne vais pas vous le répéter, mais nous sommes sujets à ces événements cévenols qui sont particuliers et très intenses. Mais il y a une particularité qui est à noter dans ce SCoT, c'est que cette eau pluviale doit être intégrée comme élément structurant. C'est-à-dire qu'il faut prévoir des aménagements privés et publics pour la gestion des pluies, que l'on distingue en trois sortes : les pluies courantes, les pluies moyennes et ce qu'on appelle les pluies critiques. Ensuite, c'est favoriser l'essor de l'électro-mobilité pour améliorer la qualité de l'air et limiter les nuisances sonores. Ensuite, pour préserver les équilibres de l'eau, le PLUi veille à une protection quantitative et qualitative de l'eau et également à une optimisation de nouvelles ressources et une sécurisation de l'alimentation en eau.

Pour le **défi B : les déplacements**. Ceux-ci font beaucoup parler mais ils sont très importants. Il s'agit de favoriser l'articulation ville – territoire. Il y a évidemment le réseau ferroviaire qui est une architecture sur laquelle on se place mais autour, les transports collectifs doivent être nombreux.

Il faut évidemment que ce réseau d'armature soit amélioré, renforcé et il faut apaiser les circulations routières par la hiérarchisation et le développement raisonné du réseau viaire et interconnecter entre eux les réseaux de transports collectifs qui sont très importants.

Il faut également organiser les déplacements pour ce qu'on appelle une Métropole apaisée à l'échelle locale. Comment faire ? Il y a une priorité qui est donnée à l'urbanisation des secteurs desservis par les transports collectifs avec des proximités mixtes, entre autres. Il s'agit d'affirmer ainsi un territoire favorisant le mode actif avec, pourquoi pas, une marche développée comme le fait le Maire de Baillargues avec la trottinette. Le PLUi veillera à donner la priorité aux commerces de proximité pour limiter les phénomènes de circulation pendulaire.

Pour le **défi C : accentuer l'attractivité et le rayonnement métropolitain grâce à un développement urbain maîtrisé**. Il faut donc viser une croissance maîtrisée et réaliste de plus de 1,2 % par an. Ceci est important. Vous en parliez tout à l'heure mais c'est l'une des priorités de ce SCoT. Il s'agit de concevoir et de consolider la porte d'entrée méditerranéenne de la Région Occitanie. Vous le disiez, cet accès est important.

C'est là où se trouvent toutes les lignes de train, la nouvelle gare Sud de France, l'aéroport. C'est cette vitrine métropolitaine active qu'il faut mettre en évidence, qu'il faut concevoir, certes, mais qui le sera petit à petit, de manière assez rapide ; pour répondre à certaines interventions de tout à l'heure. Il faut renforcer la liaison également avec le port de Sète, Frontignan et Sud de France. Ceci va nous permettre de faire vraiment une vitrine économique le long de ces modes très importants. Pour cela, il y a des thématiques qui apparaissent : on répond aux thématiques « *habitat* », « *transports et déplacements* » et « *équipements* ».

Il s'agit également de consolider les fonctions économiques : structurer l'offre foncière immobilière autour de polarités économiques qualifiées. C'est la vitrine urbaine active le long des axes de connexion et l'axe des savoirs que vous avez en vert et qui se situe au nord de Montpellier avec Agropolis, Euromédecine.

Si vous le permettez, Monsieur le Président, je vais tirer un coup de chapeau à cet axe nord des savoirs qui a brillé dernièrement dans le classement des universités et qui nous a permis, comme vous le savez – quoi que des personnes disent qu'on n'a rien fait pendant 3 ans –, de classer ce BIC au deuxième rang international derrière Dublin et devant Rio de Janeiro grâce au travail que nous faisons avec les universités qui est la seule université d'excellence dans la Région Occitanie. C'est une parenthèse que je ferme, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

C'est la seule université française qui a obtenu la première place dans une thématique mondiale, en l'occurrence l'écologie.

Chantal MARION

Oui, devant Oxford, Cambridge et d'autres universités américaines.

Monsieur le Président

C'est un résultat immense. On remercie tous les universitaires. Je ne vais pas dire ce que j'ai dit au Conseil Municipal de Montpellier il y a deux jours, mais pour ce qui est de l'Idex, j'ai quelques regrets. Mes regrets sont régionaux parce que l'Idex n'est plus à Toulouse. À Toulouse, on a supprimé l'Idex. L'Idex n'est pas à Montpellier. Nous avons l'I-Site et c'est très bien comme cela car il vaut mieux avoir l'I-Site que rien. L'I-Site est un beau projet.

Christophe COUR

A l'époque vous étiez contre, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Je n'ai jamais été contre, j'ai dit que j'étais pour l'Idex.

Christophe COUR

Vous critiquiez et maintenant vous dites que grâce à l'université...

Monsieur le Président

J'ai toujours été favorable. Mais, Monsieur COUR...

Christophe COUR

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Monsieur COUR, soyez sage ! Je répète : j'ai toujours été favorable à l'Idex. Le fait d'avoir l'I-Site ne me satisfait pas complètement. J'aurais préféré avoir l'Idex. J'ai toujours dit ça. Mais, je préfère l'I-site que rien.

Christophe COUR

Intervention hors micro

Rabii Youssous

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Donc, heureusement que les universitaires montpelliérains se sont manifestés et aujourd'hui sauvent l'honneur sur la grande Région. Voilà ce que je voulais dire. Continuez Madame MARION.

Christophe COUR

Intervention hors micro

Rabii Youssous

Intervention hors micro

Chantal MARION

Monsieur COUR, ne parlez pas de choses que vous ne connaissez pas. Ils n'ont pas eu l'Idex. Nous n'avons pas eu l'Idex car il n'y a pas eu la fusion des universités. Toulouse a eu l'Idex...

Christophe COUR

Intervention hors micro

Chantal MARION

Laissez-moi parler, Monsieur COUR. Toulouse n'a pas fusionné et on leur a enlevé l'Idex. Montpellier, qui est maintenant arrivé à fusionner deux universités l'UM1 et l'UM2, a eu son projet MUSE (Montpellier Université d'Excellence)

Christophe COUR

Ce n'est pas grâce à toi !

Chantal MARION

Ce n'est pas grâce à moi ? Si, Monsieur COUR ! Entre autres. Parce que pendant 40 ans j'ai fait partie de cette université. Je ne vous permets pas de dire cela, Monsieur COUR ! Toutes ces personnes qui travaillent dans cette université, je suis là pour les défendre. Ce n'est pas grâce à moi mais à tous les universitaires et à tous les étudiants.

Monsieur le Président

Monsieur COUR, vous n'allez pas expliquer l'université à une agrégée ! Chacun dans son couloir, s'il vous plaît. Je ne vous explique pas comment on fabrique les meubles japonais et je prendrais très mal que vous m'expliquiez comment on fait une céramique. Chacun est maître en son métier. Après, il y en a qui n'ont pas de métier. Il y en a quelques-uns ici qui n'ont jamais exercé rien du tout. Ils ont fait de la politique leur activité essentielle. Il y en a quelques-uns. Il n'y en a pas beaucoup mais il y en a deux ou trois qui ne savent pas ce que c'est que le travail. Ils ne se sont jamais levés à 6 heures du matin. Ils n'ont jamais eu des choses physiques à réaliser mais c'est la vie. Il y en a qui ne sont pas nés avec une cuillère d'argent dans la bouche et d'autres qui ont eu tout d'un coup. Qu'est-ce que vous voulez y faire, Monsieur COUR ? Vous ne referez pas le monde.

Christophe COUR

Vous non plus.

Chantal MARION

Monsieur COUR, si vous voulez, on va attaquer un chapitre qui vous concerne : c'est conforter les équipements...

Monsieur le Président

Vous serez dans la Liste Socialiste, j'en suis sûr parce que vous en présentez tous les symptômes.

Rabii Youssous

On n'est pas au Conseil Municipal, Monsieur Cour !

Christophe COUR

Intervention hors micro

Chantal MARION

Monsieur COUR, j'aimerais continuer, merci. Pour consolider les fonctions économiques, on attaque la deuxième partie : conforter les équipements commerciaux de portée régionale sur les grandes polarités

existantes – ça, c’est pour répondre à Madame TOUZARD – et promouvoir un tourisme métropolitain d’affaires et de loisir, ceci pour répondre aux équipements du Corum, du musée Fabre, le MoCo, le Parc des expositions, l’Aréna, etc. On retombe sur les thématiques des équipements et également du développement économique.

Ces objectifs – je tiens à le rappeler –, avec le protocole de la Chambre d’agriculture, sont de tendre vers 60 % des besoins satisfaits dans le tissu urbain mixte, dans l’urbanisation existante et engagée (aussi bien le logement, le tertiaire, le commercial et l’équipement). C’est également tendre vers 15 % des besoins satisfaits dans le tissu économique des parcs d’activités existants et ça, c’est très important.

Tout à l’heure, Monsieur PASTOR vous en a parlé mais il y a également la requalification et le réaménagement de Vendargues qui est très important. C’est adapter les niveaux d’intensité en fonction de la qualité de la desserte. C’est préserver l’équilibre entre un tiers, maximum, d’espaces urbains et urbanisés et au moins deux tiers d’espaces naturels et agricoles. C’est une nouveauté dans le SCoT que n’avait pas celui de 2006 car ce n’est pas tout de l’écrire mais de le faire. Déjà, les travaux et les concertations sont faits à ce niveau. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Madame MARION pour cet exposé très clair. Qui a envie de parler, de s’exprimer, de proposer, d’expliquer ? Il y a une salve de demandes de parole. Madame JABADO, Monsieur RAYMOND, Monsieur SEGURA. C’est tout ? Il y en a qui ont baissé le doigt. On va s’en tenir là. Madame JABADO, vous avez la parole.

Claire JABADO

Bonsoir Monsieur le Président, chers collègues. Le PADD, point d’entrée dans la procédure du PLUi, comme cela a été rappelé, a pour objectif de donner les orientations générales d’aménagement et de développement durable du territoire métropolitain. Nous avons pris le temps d’en débattre assez longuement lors de notre Conseil Municipal à Grabels et nous avons remonté notre procès-verbal à la Métropole. Ce soir, au nom du Conseil de Grabels, je souhaite aborder trois questions.

Tout d’abord, la question écologique : les nombreuses occurrences de certains mots laissent entendre un fort souci de développement durable. On retrouve 72 fois les mots « *environnement* », « *environnemental* » ; 52 fois « *écologie* » ou « *écologique* », 32 fois « *climat* » ou « *climatique* ». Il est affirmé le souci d’un développement durable du territoire dans la maîtrise de son aménagement et de sa résilience. La Métropole se veut, est-il écrit, « *exemplaire en termes de qualité urbaine, architecturale, et environnementale* ». S’agit-il d’une volonté ferme de mettre en œuvre un développement durable et la transition écologique ou juste d’éléments de langage ?

L’absence de prise en compte d’un fait connu nous questionne. Le Groupe d’Experts Intergouvernemental sur l’Evolution du Climat (GIEC) a identifié le bassin méditerranéen comme une des zones particulièrement exposées au changement climatique, car faisant partie des 25 hotspots au niveau mondial qui se trouvent, en quelque sorte, dans l’œil du cyclone avec en particulier des risques forts pour les zones littorales. Si c’est fort, c’est justement qu’il faut combattre ; la vulnérable du territoire : violentes inondations, épisodes caniculaires, incendies des garrigues, salinisation des nappes. Il faut prendre en compte toute la mesure. À la fin du siècle, le niveau de la mer entre le Grau-du-Roi et la frontière espagnole pourrait monter de 59 cm selon le scénario le plus optimiste et de plus de 2 m pour le plus pessimiste avec 14 millions de mètres carrés de plancher touchés et plus d’un mètre pour un scénario intermédiaire.

Le rappeler conduira à jeter un doute sur le bien-fondé de certains choix déjà engagés dont celui de la gare de Montpellier Sud de France qui s’accompagnera d’une urbanisation en zone sensible en termes de risques d’inondation. Quand il est signalé la nécessaire plantation d’arbres et de végétaux, il aurait été bienvenu de dire en quoi cela est un des moyens de lutter contre les îlots de chaleur urbains ; l’un des grands soucis des décennies à venir.

La prise en compte du pilier agroalimentaire implique la préservation et la protection des zones agricoles. Les quelque 200 ha rendus à l’agriculture sur demande de la Chambre d’agriculture dans la procédure du SCoT nous ont rappelé qu’il fallait cesser d’impacter les riches terres agricoles irriguées du Sud mais aussi préserver au mieux les segments restant de ceinture verte, voire de réintroduire au cœur de la Métropole des espaces agricoles. Cela relève aussi de l’équilibre des territoires et des nécessités environnementales.

De ce point de vue, une seconde question se pose : celle de la bonne échelle de l'aménagement du territoire. Le PADD porte sur le territoire métropolitain, or la bonne échelle serait, *a minima*, celle de l'aire urbaine, mais celle-ci ne coïncide pas avec le territoire métropolitain. Il conviendrait, dès lors, d'établir des cohérences avec des intercommunalités voisines mais il ne suffit pas pour cela d'avoir, comme le dit le PADD, « *une vision large* », dont découle une vision partagée à la bonne échelle.

Le bon sens et la volonté politique peuvent, certes, ponctuellement y parvenir : ce fut le cas, par exemple, dans le cadre de l'eau avec le Grand Pic Saint Loup ou l'Agglomération du Pays de l'Or mais nous sommes loin du compte dans bien d'autres domaines. Un exemple : dans la partie qui porte sur le grand parc métropolitain, c'est une sage idée que de vouloir préserver les coupures d'urbanisation mais au nord-ouest de Montpellier. On se heurte à l'obstacle d'un projet privé soutenu par une Commune du Grand Pic Saint-Loup ; projet dont la réalisation impacterait un espace naturel agricole et paysager remarquable, supprimant une continuité de ceinture verte avec une imperméabilisation dangereuse pour l'aval de la Lironde et du Lez. Si ce projet, pour certains, apportait une réponse à une faiblesse d'offres commerciales pour les équipements sportifs. Un urbanisme à bonne échelle permettrait tout à la fois de prendre en compte ces besoins au nord de Montpellier et de sauvegarder cette coupure d'urbanisation. En urbanisme, la prospective programmerait l'étude d'une opération de réinvestissement et de restructuration de la zone commerciale de Trifontaine, située dans un cul-de-sac, en vue de limiter l'impact de l'étalement horizontal aberrant des parkings et d'y installer certains services et commerces dont les besoins se font sentir.

Il en est de même pour la question de la mobilité et du transport. C'est à une échelle plus large que devrait être établi un schéma directeur de mobilité en vue de prendre en compte les besoins en termes de transports publics, des pistes cyclables, d'intermodalité en réponse aux effets de thrombose de la circulation sur tous les axes d'entrée au cœur de la Métropole.

Le Commissariat général au plan avait ses faiblesses mais il avait alors une mission d'égalité des territoires. Ce n'est plus le cas aujourd'hui avec France stratégie. La nouvelle configuration des territoires voulue par les lois MAPTAM et NOTRe – ce qui est désormais la logique dominante – est plutôt la mise en concurrence des territoires. La coopération intercommunale est certes ressentie comme indispensable mais elle trouve vite ses limites pour assurer la cohérence et l'équité de l'aménagement du territoire.

La troisième réflexion a trait à la structuration de la Métropole, Métropole dite « *équilibrée, efficace et apaisée* ». La structuration de la Métropole en trois niveaux a surpris car novatrice par rapport à l'approche concentrique habituelle (ville centre, première, deuxième et troisième couronne). Elle distingue un cœur de Métropole, des portes métropolitaines et des territoires d'interface et enfin la Métropole des villages avec ses 18 communes.

En termes de développement, ce sont deux axes : l'un dit actif ou vitrine métropolitaine bénéficie des grands axes de communication ; l'autre dit du savoir est coordonné autour d'Euromédecine et Agropolis. Est-on assuré qu'il y aura pour et par ces derniers un rééquilibrage du développement économique du nord ? N'y a-t-il pas de la place pour une diversification, notamment en termes d'activité agricole, d'entreprises artisanales et d'économie sociale et solidaire en rapport même avec les besoins d'emploi et les besoins sociaux ?

Le cœur de la Métropole concentrerait l'essentiel des grands équipements, des entreprises rayonnantes, des implantations d'importance pour le rayonnement de la Métropole et les emplois avec un réseau fourni de transports en commun. Ce dernier point nous a pour le moins interpellés. Les communes qui en font partie, dont Grabels, seraient, je cite, « *bien pourvues en transports en commun structurants* » avec toutefois un bémol : il est question du réseau existant ou de projeté ? Grabels et la plupart des communes restent toujours en attente depuis 4 ans d'un Schéma Directeur de mobilité. Le Président évoque dans le dernier journal de la Métropole des améliorations pour certaines communes ; tant mieux pour elles, mais rien pour Grabels ! On ne peut que déplorer le retard dans le domaine de la mobilité et des transports.

Quant à l'ambition d'une Métropole dynamique et attractive, on peut s'interroger sur le bien-fondé d'une volonté de croissance démographique ; celle-ci, déjà importante avec l'accroissement naturel, n'est d'ailleurs pas déterminante pour l'activité et le dynamisme. D'autres facteurs interviennent comme la nature de l'activité économique trop essentiellement présentielle sur la Métropole.

Ne faut-il pas plutôt partir des besoins des habitants, prendre la mesure de ceux, nombreux, qui sont en dessous

du seuil de pauvreté, de ceux qui travaillent dans le bassin d'emploi métropolitain sans pouvoir y habiter ? Vous connaissez le constat de l'INSEE : la croissance démographique s'étend depuis 2006 au-delà des limites de la Métropole notamment à l'Ouest le long des autoroutes A75 et A9 en vertu de l'attraction des pôles d'emploi métropolitains d'où le départ des ménages des Métropoles qui vont résider aux franges, dans les secteurs où foncier et immobilier sont moins onéreux.

Du point de vue économique, il faut, certes, encourager les nouvelles technologies. Il importe de fortement contribuer à renforcer des emplois non délocalisables : activités artisanales, économie sociale et solidaire, secteur agricole et alimentaire. Le bien vivre ne fait pas nécessairement bon ménage avec la recherche à tout prix de la concentration de l'activité dans les Métropoles ; il implique une concentration et un aménagement du territoire à une échelle plus large que la seule Métropole, sans gommer la place que doit y occuper chaque commune. Les collectivités de proximité ne sont-elles pas d'ailleurs les plus aptes à cerner les besoins des habitants et à y avancer les réponses sous le regard et le contrôle des citoyens ?

Pour conclure, la procédure du PLUi fait qu'en dernier ressort, les nouveaux métropolitains auront toujours le dernier mot en termes d'urbanisme. Nous nous éloignons dans ce domaine aussi de la libre administration des communes. C'est la logique même de la métropolisation.

N'oublions pas, par contre, le propos du pacte de confiance qui mérite d'être réaffirmée ce soir : *« l'intercommunalité doit être considérée comme une coopérative d'action publique au service des communes »*. Je vous remercie pour votre attention.

Monsieur le Président

Merci Madame JABADO. Je vais vous répondre parce que là, vous faites de la politique. Je vais en faire aussi, j'adore ça. Vous avez voté pour ou contre la Métropole, il y a 4 ans ?

Claire JABADO

J'avais voté contre.

Monsieur le Président

Voilà. C'est clair. Vous êtes toujours contre la Métropole ! J'avais demandé à Monsieur REVOL d'être mon Vice-Président. Vous avez évoqué le cas de la gare Montpellier Sud de France pour laquelle il a fait deux procès contre la Métropole ; qu'il a perdu. Quel Président de Métropole en France tolérerait qu'un de ses Vice-Présidents fasse à un procès à la Métropole qu'il préside ?

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

Non, nous parlons de la Métropole. Le lien, c'est le Département. Ne mélangeons pas tout. Aucun ! Ce qui se passe aujourd'hui est donc normal parce que vous avez voté contre et parce que quand on fait partie d'un exécutif, on ne lui fait pas de procès. J'espère que tous les citoyens comprennent cela.

Il n'empêche que quand vous parlez d'équité, dans le contrat fait avec TaM, nous avons prévu de renforcer la desserte. Ce n'est pas parce qu'une municipalité est d'une couleur qu'on doit prendre en otage les habitants. Il n'empêche que dans le nouveau contrat avec la TaM, nous avons prévu le renforcement des cadencements des bus. C'est en train d'être mis en place. Monsieur Rico, Vice-Président, s'exprimera bientôt là-dessus. Il n'empêche que nous réalisons le RD 127, qui est un vieux serpent de mer qui a pris un peu de retard à cause des intempéries. Il n'empêche que nous sommes en train de mettre Grabels hors d'eau puisque nous avons aménagé l'ensemble des bassins de rétention en amont de la Mosson et que le PAPI 2 s'adresse à la Mosson et à Grabels.

On ne montre pas du doigt Grabels, mais j'ai ouvert les yeux pendant l'opération. Il y en a qui était en train de m'endormir, de m'anesthésier, et quand je me suis réveillé, j'ai vu le visage des chirurgiens en pleine lumière. Vous pensez bien que c'est moi qui ai pris les bistouris en main.

Monsieur RAYMOND.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues, je voulais intervenir sur ce sujet du PADD qui, me semble-t-il,

est un document relativement important. Je l'ai lu avec beaucoup d'attention et j'ai énormément, avec mon Conseil Municipal, échangé avec les services et je les remercie du temps d'écoute qu'ils nous ont accordé. Ils sont notamment venus à la Mairie pour le présenter.

Toutefois, ce document, à mes yeux et à ceux de mon Conseil Municipal, reste assez général dans sa formulation, dans sa présentation et dans ses propositions. Général et assez global, sans trop détailler ni les chiffres, ni les cartes, ni ce que l'on va faire concrètement sur le territoire. J'en veux pour exemple la délibération qui suit sur la Commune de Fabrègues, qui est exactement articulée avec les mêmes mots et les mêmes chapitres que le PADD que nous avons sous les yeux.

Ce qu'il faut comprendre avec ce PADD, c'est que c'est un document relativement important. Il est fixé par l'article L.151-5 du Code de l'urbanisme. Il n'est pas opposable aux autorisations d'urbanisme mais il représente la clé de voûte du PLUi. En effet, l'ensemble des orientations d'aménagement et de programmation doivent être cohérentes avec le PADD et toutes les dispositions réglementaires édictées dans le PLUi que nous allons rédiger doivent être rendues nécessaires pour sa mise en œuvre. Cela confère donc une place centrale au PADD dont les orientations ne peuvent évoluer que dans le cadre d'une révision du document d'urbanisme si on doit le changer.

Ce document n'a rien d'innovant puisque l'on va travailler pendant les deux premières années sur Montpellier Territoires (MT). En fait, on retrouve les 7 piliers de la Métropole un peu dans le désordre. On retrouve également les quatre enjeux que vous avez rappelés Madame MARION : espaces agro-naturels, les risques, la démographie, le développement économique. Ils sont abordés notamment dans la partie 4. Ils sont repris dans les trois défis : « *acclimatée* », « *équilibrée* », « *attractive* ».

Cette partie, pour moi, est très redondante et n'apporte rien de nouveau par rapport au MT. J'ai même l'impression que ce document veut diluer un peu l'information. Sur cette partie, on regrette, pour notre part, que l'arc des garrigues ait été très peu détaillé et présenté.

Sur la partie 5 du document, nous avons les orientations thématiques qui reprennent les 7 piliers de la Métropole à nouveau – c'est, encore une fois, très redondant – avec ni plus ni moins, une organisation en 5 paragraphes. On y trouve des orientations très ambitieuses. Je peux vous en citer quelques-unes : l'autosuffisance énergétique, assurer la mixité sociale dans tous les quartiers, développer des polarités économiques et durables.

En fait, on se rend compte que toutes ces phrases très générales peuvent être, à un moment donné, très contradictoires, voire quasiment opposables. C'est donc une partie qui énumère de grandes orientations avec, là encore, beaucoup de répétitions, des intentions à poursuivre, à développer, à favoriser, à conforter, à permettre sans plus de précisions ni de concret à travers ce Plan.

On arrive au paragraphe 6 qui devient un peu plus intéressant car il apporte des éléments chiffrés notamment en termes de démographie ou d'utilisation de l'espace avec notamment l'extension urbaine affichée.

De manière plus globale, ce projet ne décline pas – et je le regrette – la cohésion sociale et territoriale à toutes les échelles et thématiques. L'articulation de notre territoire entre les différentes zones (le côté urbain, le côté périurbain et le côté rural) est peu évoquée. La mise en synergie avec les territoires contigus n'est pas développée que ce soit avec les autres collectivités, voire avec les autres espaces. Je prends un exemple : dans ce document, on ne le relie jamais la mer alors que nous avons un équipement structurant qui y va et je trouve dommage que l'on ait oublié cet élément-là.

Pour moi, ce document – même si je vais voter pour – manque cruellement de transversalité et d'objectivité. Pour les élus de la Commune de Montaud, ce PADD doit, certes, fixer des orientations générales mais doit mieux définir et localiser les grands projets, présenter des choix stratégiques opérés pour planifier l'avenir du territoire à l'horizon 2030.

Enfin, comme vous avez parlé de proposition, Monsieur le Président, je voudrais venir à une proposition concrète que je vais vous faire ce soir : aujourd'hui, on parle de documents d'urbanisme et on se rend compte, à travers les discours que nous avons eus les uns et les autres, et les présentations, que nous sommes face à une équation complexe sur notre territoire. Une équation complexe car il y a une attente forte en termes de logements, d'entreprises ou en parcs d'activités ; et de l'autre côté, on a un territoire qui est sous pression

pour conserver ses besoins agricoles, ses espaces agricoles ; un territoire sous pression avec des ressources naturelles menacées, des risques naturels importants avec notamment le littoral et des tensions assez importantes sur l'eau. Tout cela nous conduit à un foncier qui est bien évidemment sous pression et qui devient rare et donc plus cher. Je crois, Monsieur le Président, qu'il y a vraiment une stratégie nécessaire à mettre en place en termes de politique foncière sur notre intercommunalité afin de pouvoir mieux répondre et de manière plus efficiente aux défis qui nous attendent.

Je vais vous donner quelques chiffres concernant la notion des espaces et la problématique qui vient devant nous. Je suis désolé, j'ai des éléments chiffrés de la Région Occitanie. Ce sont ceux que j'ai réussi à trouver mais je ne doute pas qu'il y en ait aussi à la Métropole et que nous pourrions les confronter. Notre population a doublé entre 1960 et 2020, la surface urbanisée aura triplé en 2020 et dans la Région, pour l'accueil d'un habitant supplémentaire, on artificialise 600 m². La Région – et notre territoire notamment – attend des habitants nouveaux ; on parle d'un million à l'échelle de la Région en 2040. Le besoin en terres artificialisées serait estimé à 60 000 ha sur la Région. Je vous rappelle qu'il faut en gros 1 000 m² pour nourrir un habitant et que les besoins de 100 000 ha de terres agricoles seraient nécessaires pour nourrir les nouveaux habitants. Vous voyez donc à travers ces quelques exemples la complexité et la problématique à laquelle nous sommes confrontés.

Je crois qu'il faut, ensemble, Monsieur le Président, à travers les 31 Maires, que nous discutons d'une politique foncière forte qui s'inscrit dans le temps, dans une échelle et sur un territoire pertinent de la Métropole, ceci pour limiter l'enchérissement des prix, anticiper par rapport à certains besoins et ne pas subir la loi du marché et faire du coup par coup. Je crois que cela doit s'inscrire aujourd'hui maintenant que nous avons défini notre SCoT. Nous pourrions faire également cela en mettant un observatoire du foncier en place afin d'avoir des éléments clairs et précis concernant notre territoire. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Monsieur RAYMOND, vous avez vraiment appuyé là où ça m'intéresse. Politique foncière : qu'est-ce que vous proposez à part l'observatoire ?

Joël RAYMOND

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Qu'est-ce que vous proposez parce que je vous rappelle que votre propre Commune n'avait pas de Plan Local d'Urbanisme. Vous pouvez m'expliquer comment, sans PLU, on fait de la politique foncière ?

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, je ne réagis pas à une échelle communale mais intercommunale.

Monsieur le Président

Ici, vous siégez en tant que Maire donc expliquez-moi comment on met des zonages.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, je réagis aujourd'hui sur un document qui concerne 31 communes. La preuve, je parle du littoral. Je suis conseiller métropolitain quand je suis ici. Je prends ce costume-là. Je ne prends pas mon habit strictement de Maire. J'ai un POS sur la Commune et, en ce moment, nous sommes en train de rédiger le PLU. C'est pour cela que ça m'aide aussi notamment...

Monsieur le Président

Je sais, c'est nous qui finançons.

Joël RAYMOND

Comment ?

Monsieur le Président

C'est nous qui finançons.

Joël RAYMOND

C'est nous tous, Monsieur le Président. C'est nous tous à la Métropole.

Monsieur le Président

C'est la Métropole qui finance le PLU de Montaud tout comme celui de Fabrègues, qui n'en avait pas.

Joël RAYMOND

Ce n'est pas vous qui financez. C'est nous tous. Arrêtez de vous approprier toutes les actions qui sont mises en œuvre.

Monsieur le Président

Ce n'est pas vous qui financez.

Joël RAYMOND

Si. Les habitants de Montaud en financent une partie.

Monsieur le Président

Au prix où c'est, ce n'est pas Montaud. Ce sont les autres Communes, c'est-à-dire la Métropole, c'est-à-dire l'intercommunalité.

Joël RAYMOND

Tout est une question de proportion, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Non. Il faut dire la vérité.

Joël RAYMOND

C'est la vérité. C'est vous qui mentez. Vous mentez systématiquement.

Monsieur le Président

Faites-moi une proposition sur la politique foncière. Qu'est-ce que vous proposez sur la politique foncière ?

Joël RAYMOND

La programmation des aménagements et une stratégie de mobilisation du foncier, c'est-à-dire faire de l'acquisition foncière avec la Métropole sur les territoires sur lesquels on a défini des zonages.

Monsieur le Président

Qui paye les acquisitions foncières ?

Joël RAYMOND

La Métropole !

Monsieur le Président

Vous avez une idée de ce que vous dites ? Vous savez ce que vous dites ? Vous savez que nous avons une enveloppe à la Métropole qui est importante pour faire les acquisitions foncières mais vous ne pouvez pas acquérir tout le foncier de 31 communes. Vous vous rendez compte de ce que vous dites ?

Joël RAYMOND

Vous avez des outils pour cela. Vous le savez. Le seul problème c'est que dès que l'on fait une proposition, si elle ne vient pas de votre propre chef, vous ne la prenez pas, vous l'écarterez de suite. À un moment donné, la discussion, ce n'est pas de venir à la Conférence des Maires et vite repartir mais d'échanger. Si je me trompe, je veux bien l'entendre mais pourquoi on ne l'étudierait pas. Vous évacuez les choses tout de suite.

Monsieur le Président

C'est grave ce que vous dites. Vous n'avez pas conscience du niveau des investissements, du niveau financier des interventions foncières. C'est grave. C'est très grave.

Joël RAYMOND

Vous faites quoi de l'Etablissement Public Foncier (EPF) ? Pourquoi nous ne l'utiliserions pas ?

Monsieur le Président

Ah voilà !

Joël RAYMOND

Je savais que ça allait vous plaire.

Monsieur le Président

On arrive au vrai sujet. Madame JANNIN, faites-nous le point sur l'EPF. Expliquez-lui ce que c'est, puisque c'est vous qui représentez la Métropole à l'EPF. Dites-nous ce qui s'est produit, puisque Madame JABADO parlait des gares ; expliquez-nous comment l'EPF, présidé par Monsieur DUPRAZ, un des trois Verts – des piverts – qui ont contesté la gare, ont ralenti les achats fonciers sur la gare de Manduel. Madame JANNIN, expliquez-lui comment on fait de la politique à la Région avec l'EPF contre la Métropole et expliquez-lui combien coûte le financement des politiques foncières.

Stéphanie JANNIN

Vaste sujet.

Monsieur le Président

Allez-y, ne lui passez aucun détail. Il faut qu'il sache. Il faut qu'il sorte éclairé de cette enceinte.

Stéphanie JANNIN

Il est vrai qu'avec ce que je viens d'entendre, Monsieur RAYMOND, je suis complètement effarée par votre niveau de méconnaissance de la réalité des choses. Je crois que vous ne vous rendez absolument pas compte que ce que vous êtes en train de dire équivaudrait à ce que tous les habitants de la Métropole fournissent tous leurs revenus pour acheter du foncier. C'est complètement délirant !

Évidemment, il y a une politique d'acquisition foncière qui est menée à la Métropole – c'est normal – depuis très longtemps, avec une pratique lointaine, qui identifie fortement la politique d'aménagement de la Métropole à ce qu'était l'Agglomération avant.

Sur cette politique foncière, il faut bien savoir qu'à un moment, quand on achète du foncier, ce n'est jamais gratuit. Vous ne pouvez donc pas dire : *« ce que je ne sais pas faire sur ma Commune, comme avoir un document d'urbanisme viable, je n'ai pas à le faire, car la Métropole le fera à ma place »*. Vous siégez ici en tant que conseiller métropolitain, certes, mais vous êtes également Maire d'une Commune et représentant de celle-ci. On ne peut pas reporter à la Métropole ce que l'on ne sait pas faire soi-même.

En termes de politique foncière, il y a effectivement l'outil de l'EPF dont le Conseil d'Administration est présidé par Monsieur DUPRAZ, représentant écologiste de la majorité régionale, qui, à chaque Conseil d'Administration, valide des terrains voués à l'urbanisation ; ce qui est assez intéressant pour un Vert et ce que j'observe avec beaucoup de délectation. Cela permet de voir toujours le décalage entre la théorie et la réalité quand on est aux affaires. Monsieur DUPRAZ, quand il est aux affaires, à l'EPF, il acquiert du foncier pour construire du logement social, pour faire du développement économique, etc. Parenthèse fermée.

L'EPF, c'est donc un établissement d'État qui est à disposition des différentes collectivités pour faire du portage foncier, et non pas pour acquérir du foncier à la place de, sans aucun remboursement. Ce portage foncier est le résultat d'une convention et donc d'un contrat qui est signé entre les différentes parties ; l'EPF et la collectivité concernée. De ce contrat découle un projet de portage foncier qui doit être payé au bout. Ce n'est pas gratuit ! À ce sujet, permettez-moi une deuxième parenthèse : j'ai en mémoire le sujet montpelliérain de la ZAC du Coteau qui avait été acquise au travers d'une convention foncière avec l'EPF, sous la précédente mandature, par l'adjoint à l'urbanisme de l'époque, et ensuite plus rien ne s'était passé. Quand nous sommes arrivés aux affaires en 2014, il fallait rembourser le foncier. 12 millions d'euros ! Monsieur LEVITA est vite venu me voir en me disant *« Madame JANNIN, comment faisons-nous ? »* On s'est retroussé les manches, on a travaillé, on a mis le projet sur les rails et on doit rembourser le foncier. Nous avons travaillé avec l'EPF pour pouvoir rattraper ce coup qui avait été absolument mal géré.

Voilà comment fonctionne l'EPF. C'est un outil à disposition, mais ce n'est en aucun cas un chèque en blanc qui serait signé ni pour Montaud, ni pour la Métropole, ni pour la Ville de Montpellier, ni pour personne.

Monsieur le Président

Élève RAYMOND sur le sujet de la politique foncière : 2/20. Cela ne mérite pas plus.

Stéphanie JANNIN

Monsieur le Président, vous me demandiez également de remémorer un peu la question de la gare. Dans le sens de ce que je viens d'évoquer, une convention foncière avait été établie en son temps pour acquérir l'ensemble des terrains voués à l'ancien projet Oz qui a été réduit de 300 ha à 60 ha ; ça, c'est une vraie politique écologiste concrète et non pas des paroles en l'air. Cette convention avait été signée, nécessitant l'acquisition des terrains, notamment de la gare et alentours. En représentant la Métropole au Conseil d'Administration de l'EPF, j'ai eu à m'élever sur le fait que cet engagement contractuel n'était pas respecté à l'époque par le nouveau Président du Conseil d'Administration, Monsieur DUPRAZ, et nous avons pu intervenir pour que l'engagement et le contrat soient respectés par les différentes parties ; ce qui, apparemment, est quelque chose qui pose un peu problème en ce moment au niveau régional...

Monsieur le Président

Merci, Madame JANNIN. Monsieur RAYMOND, je crois que vous avez parfaitement intégré la politique foncière. Il faudra peut-être rajouter quelques ateliers de travail précis sur des sujets que vous déterminerez mais je crois que vous avez une vision holistique de la problématique foncière. Monsieur SEGURA.

Noël SEGURA

Monsieur le Président, chers collègues, je voulais remercier Chantal et tous les élus qui se sont mis autour de cette table. C'est vrai que c'est un peu lassant d'entendre « *je* », « *moi* », alors que tout le monde a apporté sa pierre à l'édifice. Je pense que c'est nous qui devons construire le futur et le demain. Donc, merci Chantal et les services, parce que je pense que ce n'est pas les respecter, qu'à un moment donné, on bafoue ce travail qui a été fait. C'est un travail de longue haleine et je crois que tout le monde a été écouté, concerté et entendu. Pour moi, on devrait le voter dès demain. Merci.

Monsieur le Président

Dès ce soir.

Noël SEGURA

Dès ce soir mais dès demain.

Monsieur le Président

On ne le vote pas puisqu'il faut en prendre acte. Monsieur RAYMOND, allez-y. On se régale trop ce soir. Je prends l'avion à 5 heures du matin mais ça me fait trop plaisir.

Joël RAYMOND

Moi aussi, je suis un couche-tard donc il n'y a pas de souci. C'est dommage de réduire la politique foncière sur un territoire à l'acquisition.

Monsieur le Président

Non, au zonage aussi.

Joël RAYMOND

Tout de suite, on a enclenché sur l'achat, les sous, l'acquisition.

Stéphanie JANNIN

Intervention hors micro

Joël RAYMOND

Attendez, je ne vous ai pas coupé. C'est une discussion que nous devons avoir. Je pense que l'on peut travailler avec le Conservatoire du littoral, avec la SAFER. Bien évidemment, j'ai mis l'EPF en premier pour vous taquiner, Monsieur le Président, mais on se connaît maintenant. Je crois qu'il y a quelque chose à faire. Vraiment.

Monsieur le Président

Puisque vous le cherchez, je vais vous poser une question pour voir si vous connaissez la politique foncière. Quels sont les organismes qui ont le droit de préemption sur un territoire ? Je vous écoute.

Joël RAYMOND

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Dites-le-moi dans le micro. J'attends.

Joël RAYMOND

La commune. La SAFER. Le Département puisqu'il a les espaces naturels sensibles.

Monsieur le Président

Oui. L'État. Le Conservatoire du littoral.

Joël RAYMOND

J'en ai parlé. Mais à Montaud, le littoral...

Monsieur le Président

Vous avez oublié la Métropole. Ce n'est pas grave. Ce n'est pas mal quand même. Là, ça vaut sur 20...

Joël RAYMOND

Je ne viens pas pour être noté.

Monsieur le Président

11/20. Vous avez la moyenne.

Joël RAYMOND

Je ne viens pas pour être noté. C'était juste une petite proposition que je voulais faire comme ça. Maintenant, si à chaque fois, on écarte tout, c'est dommage.

Monsieur le Président

Puisque vous insistez, je vais vous parler des zonages parce que vous pourrez faire toute la politique foncière que vous voulez, si vous ne la basez pas sur du courage politique, vous ne pourrez pas l'établir. Pourquoi la Ville de Montpellier et quelques villes alentour ont eu une politique foncière courageuse ? Parce qu'elles ont été capables de dire à de grands propriétaires : « *votre terrain est gelé, il a un zonage AUO, qui est l'urbanisation future* ». Quand vous dites cela à un propriétaire qui pense un jour vendre ses terrains, ça ne lui fait pas plaisir. C'est d'ailleurs le problème dans la Plaine Ouest où ce que je dis est quotidien. Il faut être capable de porter cette politique foncière pour pouvoir servir à un moment ou à un autre de nouveaux quartiers et donc l'intérêt général. Le zonage est pour moi un des outils fondamentaux, avant la préemption. Sans document d'urbanisme, c'est très difficile de faire de la politique foncière. C'est pour cela que nous incitons les communes à construire leur PLU et que nous les aidons pour cela.

Il faut que nous prenions acte du fait que le débat a bien eu lieu. Est-ce que quelqu'un conteste que le débat a eu lieu ? Personne. Je fais donc voter que le débat a eu lieu. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Le Conseil prend acte de l'existence et de la transmission du projet de délibération et du document annexé relatif aux orientations générales du PADD et prend acte à l'unanimité de la tenue du débat.

AFFAIRE N° 4 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE FABREGUES - ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - DEBAT SUR LES ORIENTATIONS DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (PADD)

[Mme C. NAVARRE \(avec pouvoir de M. M. MAJDOUL\) et M. J-N. FOURCADE sortent de séance.](#)

Monsieur le Président

Affaire n° 4 : Commune de Fabrègues - élaboration du Plan local d'urbanisme (PLU). Pas de demande d'intervention ? Il fait prendre acte. Parfait.

Le Conseil prend acte de l'existence et de la transmission aux élus du projet de délibération et du document annexé relatif aux orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et de la tenue du débat sur les orientations générales du PADD, dans le cadre de l'élaboration du projet de Plan Local d'Urbanisme de Fabrègues.

AFFAIRE N° 5 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE RESTINCLIERES - MODIFICATION N°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - APPROBATION

M. J-L MEISSONNIER (avec pouvoir de M. J-F AUDRIN) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 5 : Commune de Restinclières - modification du Plan Local d'Urbanisme. Qui demande des précisions ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 6 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE MONTPELLIER - OBJECTIFS POUR LA CREATION DE LA ZAC CAMBACERES 1BIS - MODALITES DE CONCERTATION - APPROBATION

Mme S. JANNIN sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire suivante : Commune de Montpellier - objectifs pour la création de la ZAC Cambacérès. Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 7 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE LATTES - SECTEUR CAMBACERES - AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'ANTICIPATION FONCIERE AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'OCCITANIE

Mme S. BOUALLAGA (avec pouvoir de Mme P. MIRALLES) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 7 : Communes de Montpellier et de Lattes - secteur Cambacérès. Il s'agit de la convention d'anticipation foncière. Pas de demande d'intervention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Chantal MARION.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 8 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DE LA POMPIGNANE - AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE A LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 8 : renouvellement urbain du quartier de la Pompignane. Contre ? Abstention ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 9 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - NOUVEAU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN QUARTIERS MOSSON ET CEVENNES - AVENANT AU PROTOCOLE DE PREFIGURATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 9 : nouveau projet de renouvellement urbain quartiers Mosson et Cévennes - avenant au protocole de préfiguration.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix.

AFFAIRE N° 10 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - SITE DU MIJOULAN - COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES - PRISE EN CONSIDERATION D'UN PROJET D'AMENAGEMENT ET DELIMITATION DES TERRAINS AFFECTES A CE PROJET - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 10 : site du Mijoulan - Commune de Saint Georges d'Orques - prise en considération d'un projet d'aménagement et délimitation des terrains affectés à ce projet. Il s'agit de l'adoption d'un périmètre d'étude. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 11 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) - COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - PRADO CONCORDE CHARLES DE GAULLE SUD - APPROBATION DE L'AVENANT N°1 A LA CONVENTION INITIALE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 11 : Projet Urbain Partenarial (PUP) - Commune de Castelnau-le-Lez - Prado Concorde. Le très beau projet à Castelnau en entrée de ville, sur le pont de la Concorde, non loin de la place Charles de Gaulle. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

Je remercie les services de la Ville de Castelnau. Je vais faire comme vous maintenant : je ne vais pas remercier les élus mais les services. Je remercie donc les services de la Ville de Castelnau qui ont été parfaits avec ceux de la Métropole parce qu'il a fallu trouver des accords intelligents notamment sur les places de parking. J'ai suivi cela avec attention, dans le respect mutuel.

AFFAIRE N° 12 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - BLASCO II CHEMIN DE FONTAINE PONTOU - REALISATION DE 3 LOTS A BATIR SUR LES PARCELLES AN13 ET AN14 - CONVENTION AVEC LA SOCIETE REAL IMMO PROMOTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-N. FOURCADE entre en séance.

M. C. MEUNIER (avec pouvoir de Mme C. DONADA) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 12 : PUP Commune de Saint Jean de Védas. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 13 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) LA FABRIQUE - SAS GGL AMENAGEMENT - COMMUNE DE FABREGUES - APPROBATION CONVENTION DE PUP - CONVENTIONS DE REVERSEMENT A LA COMMUNE ET AU SBL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme. C. NAVARRE (avec pouvoir de M. M. MAJDOUL) entre en séance.

MM. R. YOUSSEF et G. BALAZUN (avec pouvoir de M. A. MOYNIER) sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 13 : PUP La Fabrique - Commune de Fabrègues.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Marc ALAUZET, M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, Mme Michelle CASSAR, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, M. Laurent JAOU, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Joël VERA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix.

AFFAIRE N° 14 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) LES JARDINS D'HELIOS - SAS ANGELOTTI - COMMUNE DE COURNONTERRAL - APPROBATION AVENANT N°2 A LA CONVENTION INITIALE ET DE LA CONVENTION DE REVERSEMENT A LA COMMUNE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 14 : PUP les Jardins d'Hélios - Commune de Cournonterral. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 15 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - RUE CITE DU MAS DE TESSE - COMMUNE DE MONTPELLIER - POURSUITE DE LA PROCEDURE DE TRANSFERT D'OFFICE AVEC RECOURS A MONSIEUR LE PREFET

Monsieur le Président

Affaire n° 15 : rue Cité du Mas de Tesse - Commune de Montpellier - poursuite de la procédure de transfert d'office. On a engagé la procédure, nous la continuons pour le classement de la rue. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 16 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - INSTAURATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN RENFORCE SUR LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE RELATIF AU SECTEUR DU MIN SUR LA COMMUNE DE MONTPELLIER - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 16 : instauration du droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de la Métropole. Cela concerne la protection du Marché d'Intérêt National (MIN). Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 17 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - CREATION D'UNE AIRE DE GRAND PASSAGE - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - APPROBATION DES DOSSIERS D'ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE (DUP) ET PARCELLAIRE

Mmes S. JANNIN et S. BOUALLAGA et MM J-L MEISSONNIER (avec pouvoir de M. J-F. AUDRIN) et C. MEUNIER entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 17 : création d'une aire de grand passage - Commune de Saint Jean de Védas - approbation des dossiers d'enquête publique. C'est le début de la mise en œuvre du plan d'organisation des aires des gens du voyage sur la Métropole après la réhabilitation de celle de Lattes. Je ne prendrai pas part au vote. Monsieur le Maire de Lavérune a demandé la parole.

Roger CAIZERGUES

Merci Monsieur le Président. Mes chers collègues, je voudrais, très rapidement, expliquer mon vote qui sera un vote d'abstention. Cet emplacement est situé à la limite des quatre communes à savoir Saint Jean de Védas, Montpellier, Juvignac et Lavérune. Pour le Conseil Municipal de Lavérune, il cumule les inconvénients : premièrement, il est installé dans une zone agro-environnementale, la trame verte, la biodiversité... Je pense que l'étude d'impact, qui n'existe pas à ma connaissance, permettra de connaître la réalité de ces terrains.

Ensuite, sur 1,5 km, qui est la vallée de Mosson, on va concentrer la position et l'installation des gens du voyage, ainsi que l'aire d'accueil de Montpellier, une aire d'accueil d'évangélistes et des mobile-homes, qui vont être installés pour les Roms. De plus, il y aura des occupations sauvages de la part des Roms.

Troisième élément : si ce terrain est situé en dehors de la zone inondable, son accès se fera par la 132 qui est, elle, particulièrement inondable. Tous ces éléments m'amènent, pour le moment, à m'abstenir sur ce vote et lors de l'enquête publique, nous interviendrons avec les éléments complémentaires que l'on aura pu avoir.

Monsieur le Président

Monsieur le Maire, peut-être que vous auriez un autre terrain à nous proposer ?

Roger CAIZERGUES

Je vous signale la difficulté de trouver...

Monsieur le Président

Je plaisante.

Roger CAIZERGUES

Monsieur le Président, je dirais que pendant 6 ans, en tant que président du SIVOM, j'ai été responsable sur ce territoire de l'accueil des gens du voyage et que, par conséquent, je suis très favorable à leur accueil mais pas sur des emplacements qui posent des problèmes. Merci.

Monsieur le Président

Tout le monde est d'accord pour les gens du voyage mais pas chez soi !

Roger CAIZERGUES

On n'est pas au schéma départemental d'accueil des gens du voyage. Monsieur le Président, ce dernier a été élaboré il y a 15 ans et on n'en a pas fait 20 % ou 30 % alors que les communes concernées devaient le réaliser. Nous avons abordé cela en Conférence des Maires. Ce sont les communes qui sont dans le schéma qui prioritairement aurait dû le faire. La Métropole va aider financièrement les autres communes à réaliser cet équipement. Je trouve que l'effort des autres communes est aussi considérable.

Monsieur le Président

Voyez-vous, j'ai toujours en mémoire la phrase d'un nazaréen, il y a 2 000 ans : « *ce qui vous ferez au plus petit d'entre les miens, c'est à moi que vous le ferez* ». Madame YAGUE.

Annie YAGUE

Je voudrais tout de même apporter quelques précisions par rapport à ces divers endroits dont le Maire de Lavérune nous a parlé : l'aire d'accueil de Montpellier est amenée à déménager, l'aire d'accueil des Roms est une aire temporaire et qu'une installation sauvage peut se trouver n'importe où. Ce schéma a justement été fait pour empêcher l'installation sauvage dans divers endroits. Cet axe, qui paraît actuellement alourdi par toutes ces installations, va être considérablement allégé.

Sur la proposition de ce terrain : il se trouve beaucoup plus proche de l'entrée de notre Ville de Montpellier que de la Commune de Lavérune, même si les limites sur le papier peuvent être rediscutées. Mais, dans les faits, c'est l'entrée de la Ville de Montpellier. Nous avons, nous aussi, accepté ce positionnement parce que nous devons répondre à des exigences et comme l'a dit Monsieur le Président, il est très compliqué de se faire proposer des terrains par les Maires. Tous veulent que l'on soit aux normes mais après, il faut proposer. Cependant, nous avons tout de même réussi à travailler et presque toutes les aires ont été positionnées grâce notamment à la bonne volonté de certains maires qui ont mis à disposition des terrains.

Monsieur le Président

Merci Madame YAGUE. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix.

Abstention : 1 voix.

S'est abstenu : M. Roger CAIZERGUES.

AFFAIRE N° 18 : FINANCES - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2017 - BUDGET PRINCIPAL DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION

[M. G. LANNELONGUE sort de séance.](#)

Monsieur le Président

Affaire n° 18 : affectation du résultat de l'exercice 2017 - budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole. La parole est à Max LEVITA.

Max LEVITA

Merci Monsieur le Président. Vous avez voté la clôture du compte administratif, donc je vous appelle à prendre acte. Sur le budget principal, nous avons terminé avec un résultat de fonctionnement affecté de 99 475 000 € ; un résultat d'investissement hors reports de – 54,6 millions ; un solde des reports d'investissement de – 27 millions et un besoin de financement de 81,8 millions. Je vous demande simplement de tirer acte de ce compte administratif.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Le résultat du compte administratif est adopté à l'unanimité. Je vous en remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 19 : FINANCES - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2017 - BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNERAIRES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION

M. G. BALAZUN (avec le pouvoir de M. A. MOYNIER) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 19 : affectation du résultat de l'exercice 2017 - budget annexe des services funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole. Monsieur LEVITA.

Max LEVITA

C'est la même délibération, mes chers collègues. Nous clôturons le budget annexe des services funéraires. Le compte administratif s'est clôturé de la façon suivante : il y avait un résultat de 576 000 € ; un résultat d'investissement au report de 688 000 €. Je vous propose d'affecter cet excédent de fonctionnement 2017 des services à la section de fonctionnement du budget principal.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 20 : FINANCES - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2017 - BUDGET ANNEXE DU SERVICE ASSAINISSEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION

Max LEVITA

C'est l'affectation du résultat du service assainissement. C'est le même problème. On conclut le compte administratif par un jeu d'écriture. C'est purement comptable. Il n'y a pas lieu de discuter à mon avis mais si vous voulez des précisions, je vous les donnerai. Nous votons sur le budget assainissement

Monsieur le Président

Sur l'affaire 20 qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 21 : FINANCES - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2017 - BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION

Max LEVITA

C'est le budget annexe du service public d'assainissement non collectif. Vous avez les chiffres : résultat de fonctionnement affecté, 108 000 € ; résultat du budget d'investissement, 6 500 €.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 22 : FINANCES - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2017 - BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION

Max LEVITA

Même opération pour le budget annexe de l'eau potable. Nous convenons de l'affectation d'un excédent brut consacré à la clôture. Pour ce budget, il y avait 3 192 000 € en fonctionnement affectés ; en investissement, 559 000 €.

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 23 : FINANCES - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2017 - BUDGET ANNEXE TRANSPORT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION

Max LEVITA

Budget annexe transport de Montpellier. Résultat de fonctionnement affecté, 33 millions ; résultat d'investissement, - 25 millions ; solde des reports d'investissement, 543 000 € ; besoin de financement pour la section d'investissement, 25 351 000 €.

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 24 : FINANCES - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2017 - BUDGET ANNEXE PARKING DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION

Max LEVITA

C'est l'affectation du résultat de l'exercice 2017 concernant le budget annexe parking de la Métropole : en fonctionnement, 1,6 million ; en investissement, il n'y a pas de résultat et le besoin de financement est également nul.

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 25 : FINANCES - VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT - CREATIONS - REVISIONS - CLOTURES - ADOPTION

M. J. MALEK entre en séance (le pouvoir accordé à Mme L. ACQUIER est annulé).

MM. R. YOUSSEF et G. LANNELONGUE entrent en séance.

M. T. DEWINTRE sort de séance.

Mme I. MARSALA sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. G. BARRAL.

Mme C. CLARAC sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. N. SEGURA.

Monsieur le Président

Affaire n° 25 : il s'agit du vote en autorisations de programme et crédits de paiement. Max LEVITA.

Max LEVITA

Mes chers collègues, je vous propose des créations de nouvelles Autorisations de Programme (AP) avec les Crédits de Paiement (CP) votés dans le cadre du budget supplémentaire :

- la création d'un cimetière intercommunal de l'ordre de 44 400 000 ; au BP 2018, il y a 1 292 000 € inscrits ;

Pour les actions territoriales :

- la création d'un centre technique métropolitain de la Plaine Ouest. Je vous propose d'inscrire une AP de 2 700 000 € en inscrivant 650 000 € au budget supplémentaire que je vais vous présenter ;
- mise à niveau du parc de véhicules pour la Direction de l'Action Territoriale (DAT), 2 millions ; on inscrira 1 million au budget 2018 ;
- l'aménagement de l'avenue de Nîmes à Saint-Brès, je vous propose d'inscrire 1 620 000 € et nous inscrivons 25 000 € dans ce budget.

Pour les révisions des autorisations de programme, je vous propose de modifier :

- sur le raccordement des réseaux électriques : il y avait 900 000, je vous propose d'ajouter 100 000€ ;
- les ressources informatiques : nous diminuons le schéma directeur d'aménagement numérique au lieu de 4 millions, il sera de 3 333 000 ;
- pour la cité intelligente, il était à 7,2 millions et nous le portons à 7 110 000 €.

Je vous propose de tenir compte également, pour les différents pôles territoriaux, de ce que vous avez voté au BP, de ce qui a été voté au BS, et de la possibilité que vous aviez dans chacune des 31 communes de participer aux 30 % supplémentaires ou non. Ceci est inscrit dans le document que vous avez sous les yeux concernant l'ensemble des pôles sur lequel vous m'autorisez à ne pas rentrer dans le détail. Ceci a été convenu avec vos administrations. Voilà pour ce point, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci Monsieur LEVITA. Nous allons le voir tout à l'heure mais pour la création d'un centre technique métropolitain du Pôle Plaine Ouest, dans ce budget supplémentaire, nous investissons 2 700 000 €.

Avec Pierre DUDIEUZERE, après avoir rencontré les chefs de pôle, nous avons injecté 2 millions d'euros supplémentaires pour le matériel (les camions, les camionnettes, les lames pour la neige) c'est-à-dire une grande partie du matériel qui avait été transféré en très mauvais état des Communes vers la Métropole. Cela nous coûte 2 millions d'euros.

Des Maires nous ont transféré un matériel en bon état ; pour d'autres, la camionnette s'est arrêtée, en panne, devant la Métropole ; d'autres ont été retrouvées sur des bougies. Les camionnettes étaient plantées sur des cairons, sans roues, sans moteur, sans rien du tout. Cela nous coûte collectivement 2 millions d'euros. Cela a été vu avec les chefs de pôle. Quand ceux-ci passent leur temps à réparer les engins, ils ne le passent pas avec les Maires sur le terrain. Cela a été fait de façon concertée avec chacun des pôles. Il y a des Maires qui ont joué le jeu, je ne m'adresse pas à eux. Il y en a qui n'ont pas joué le jeu. J'ai la liste mais je ne suis pas un délateur. J'aurais peut-être dû le faire. A voir la suite de l'histoire, j'aurais dû montrer du doigt ceux qui ont transféré des épaves. Nous n'allons pas refaire l'histoire. 2 millions d'euros. Vous n'allez pas vous plaindre que l'on met de l'argent, quand même.

Max LEVITA

Monsieur le Président, je peux donner des chiffres...

Joël RAYMOND

Pardon, mais c'est une AC !

Monsieur le Président

Non, ça, c'est en plus. Ce n'est pas l'AC. C'est du budget métropolitain propre. Ce n'est pas l'AC.

Joël RAYMOND

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Non, ce n'est pas l'AC ni l'ACI. Ce n'est pas l'attribution de compensation. C'est le budget métropolitain qui nous oblige parce que le matériel...

Joël RAYMOND

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Ne dites pas que l'on ment en plus. C'est de la comptabilité publique. Il y a Madame la trésorière représentant l'État qui est présente dans les tribunes et je l'en remercie. Les 2 millions que nous mettons sur le matériel, ce n'est pas l'AC mais l'argent de la Métropole. Cela n'a rien à voir.

Max LEVITA

J'ai des chiffres à vous donner, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Allez-y, Monsieur LEVITA.

Max LEVITA

En ce qui concerne la voirie, si on regarde l'évolution des dépenses d'investissement (en 2016 et 2017, ce sont des chiffres du compte administratif) : en 2016, nous sommes à 10 400 000 € ; en 2017, nous sommes à 13 700 000 €. Ça, c'est un chiffre compte administratif. Crédits 2018 : BP + BS, je suis à 31 300 000 € une fois que vous aurez voté mon budget supplémentaire. À l'intérieur de ces 31 300 000, il y a 11 700 000 de report de 2017. On ne passe donc pas de 10 millions à 30 millions – qui devront être réalisés – mais il y a une augmentation de 13 700 000 millions.

Nous avons ajouté sur les fonds propres de la Métropole 1 700 000 € de crédits supplémentaires d'investissement sur ces enveloppes. Ces crédits sont affectés, dès 2018, à la réalisation de travaux d'investissement nécessaires sur la voirie. À ceci, il faut ajouter la création d'un centre technique métropolitain pour la Plaine Ouest pour 2 700 000 € et la mise à niveau du parc de véhicules de la DAT pour 2 millions. Ces crédits complémentaires sont portés par la Métropole sur les fonds propres de la Métropole. Sur ce point, que l'on se mette bien d'accord, on assiste en ce moment à une montée en charge progressive de la compétence.

Comme nous avons déjà eu des transferts de compétences dans le passé et que Madame BOUALLAGA a fait appel à ceux qui ont les cheveux blancs, dont certains ont vécu le transfert de la compétence assainissement : il a fallu plusieurs années pour structurer l'action de l'Agglomération.

La compétence a été gérée pendant 4 ans par les communes avant d'aboutir à une gestion globale à l'échelle intercommunale. La compétence a été transférée en 2001, le schéma directeur d'assainissement a vu le jour en 2005. Il a donc fallu 4 ans !

Mes chers collègues, la structuration d'une compétence nouvelle à l'échelle de 31 communes se fait progressivement. Nous vous demandons un petit peu de patience, un petit peu de compréhension. Et puis, je voulais dire, car personne ne l'a dit, le Conseil constitutionnel a pris une décision historique en validant la troisième qualité de ce qui est la structure de notre République française : la liberté, l'égalité et la fraternité. Donc, un petit peu de fraternité. Cette compétence s'organise à l'échelle grandissante. Nous l'avons intégrée au niveau des voiries départementales.

Juste un point à indiquer : la compétence voirie et espace public du Département nous permet de dégager de nouvelles marges de manœuvre et des projets structurants pour ce territoire. Le transfert de cette compétence a permis de présenter un plan pluriannuel complémentaire de 30 millions sur 3 ans. Ce PPI, financé par l'attribution de compensation du Département, prévoit des investissements sur les 31 communes de la Métropole que vous avez présentés, Monsieur le Président, aux Maires ; ceux-ci les ont acceptés à l'unanimité. Nous progressons donc.

Monsieur le Président

Merci Monsieur LEVITA. Monsieur le Maire de Jacou.

Renaud CALVAT

Monsieur LEVITA, je pense qu'il ne faudra plus à l'avenir être étonné de devoir rajouter un certain nombre de millions d'euros chaque année sur la voirie. Nous en avons discuté ici à de nombreuses reprises ces dernières années dans le cadre du transfert de la compétence voirie de la Ville vers Métropole et du

Département vers Métropole. Nous avons transféré une charge dynamique et une recette statique.

Monsieur LEVITA, à moins de devoir automatiquement aujourd'hui supprimer la notion d'inflation et celle de vieillissement naturel du matériel, d'augmentation du point d'indice des agents ou tout simplement la réalisation de voiries nouvelles dans la Métropole, puisque à chaque fois qu'une Commune ici présente réalise un lotissement, c'est de la voirie nouvelle qui est prise en charge par le budget de la Métropole et non pas par l'attribution de compensation. Le 1,5 million que la Métropole a dû investir cette année dans le budget de voirie, il faut Monsieur le Vice-Président chargé des finances le prévoir pour l'année prochaine, pour 2020, pour 2021 et 2022 parce que d'ici 4 ou 5 ans, les attributions de compensation des communes ne suffiront pas à assurer plus de 70 % du coût réel de la compétence que la Métropole a souhaité prendre.

Nous sommes tous d'accord ici pour dire qu'il n'est absolument pas concevable que l'attribution de compensation fournie par le Département serve à financer ce delta que j'estime au doigt mouillé, Monsieur le Vice-Président, à environ 30 % d'ici 7 ou 8 ans.

L'attribution de compensation du Département doit servir à financer des investissements structurants sur les voiries structurantes et non pas ce delta lié au vieillissement naturel du matériel ou à la création de voiries supplémentaires. Je crois donc que nous allons devoir nous habituer, chaque année, à investir au moins 1 million à 1,5 million d'euros supplémentaires dans la voirie métropolitaine.

Monsieur le Président

J'entends bien ce que vous dites, Monsieur CALVAT, mais il y a une grosse différence entre deux situations : il y a le vieillissement naturel du matériel et ça, c'est normal – c'est l'usure. Mais quand on nous transfère des rouilles, c'est un autre problème. Une 4L sans phares, avec des pneus crevés et, à la place des roues, des cairons. Nous l'avons fait sur la base du déclaratif. Nous avons fait confiance aux Maires. Nous ne sommes pas allés vérifier ce qu'ils nous cédaient dans le cadre des transferts de matériel. De façon générale, cela s'est passé correctement mais il y a un certain nombre de cas... Vous savez, ça chiffre vite le matériel, surtout sur les engins qui travaillent dans la voirie. Pour éviter que les pôles voirie ne perdent du temps en réparations inutiles, vaines et répétitives, on injecte 2 millions sur le matériel.

Oui Monsieur Montaud. Monsieur RAYMOND, pardon.

Joël RAYMOND

Vous me la faites à chaque coup, celle-là.

Monsieur le Président

Je ne le fais pas exprès.

Joël RAYMOND

J'ai peine à vous croire.

Monsieur le Président

C'est normal qu'on identifie un Maire à sa Commune.

Joël RAYMOND

D'accord. Ce discours du matériel inopérant qui est arrivé dans l'escarcelle de la Métropole, cela fait 2 ans et demi qu'on nous le sert. Au bout d'un moment, je veux bien l'entendre mais l'exécutif à ce moment-là aurait dû faire le point et régler cette affaire rapidement. Je me souviens d'une réunion où nous avons mis les choses sur la table et vous avez dit, Monsieur le Maire, en Conférence des Maires, qu'on passait dessus. Premier point. Deuxième point...

Monsieur le Président

Oui, mais...

Joël RAYMOND

Attendez, je termine puis je vous laisserai commenter.

Monsieur le Président

Je vous réponds là-dessus. Oui j'ai effectivement dit cela car c'est une mesure fraternelle avec les Maires mais

en termes de comptabilité publique, la fraternité nous coûte 2 millions d'euros. Il faut que vous le sachiez.

Joël RAYMOND

Oui mais cela me touche à chaque fois, car vous le resservez chaud, tiède, froid ; tout le temps, vous revenez dessus. A un moment, soit vous passez, soit on fait le point et on évacue ce sujet.

Deuxième élément puisqu'apparemment vous n'avez peut-être pas toutes les informations : nous nous sommes réunis le 5 juillet avec les 10 communes du pôle Est. Tous les Maires à l'unanimité – ils sont présents ici et ils diront ce qu'ils en pensent – ont dit que, dans chaque Commune, ils ont été obligés d'embaucher du monde pour faire le service qui n'est plus fait. Cela veut donc dire que nous avons transféré la charge à 100 % à la Métropole et que le service n'est pas fait. Du coup, chaque Maire doit embaucher pour pouvoir nettoyer, balayer, arracher l'herbe dans les rues. Si vous voulez, à un moment donné, on peut tout remettre en cause mais moi je pense qu'il faut plutôt avancer sur l'organisation des pôles, leur fonctionnalité au niveau du territoire, comment ils sont organisés entre eux avec le matériel plutôt que de nous servir à chaque fois tout cela.

Monsieur le Président

Il faut regarder la réalité en face. Ce que vous venez de dire, je le partage. Monsieur DUDIEUZERE va vous expliquer la réunion que nous avons faite à 7 h 30 du matin avec quelques petites viennoiseries et du café. Monsieur le Maire de Vendargues, Vice-Président, expliquez ce qui a été dit par tous les chefs de pôle. Expliquez-leur.

Pierre DUDIEUZERE

Merci Président et bonsoir. Je crois que nous avons trouvé un état des lieux, et le Président en a parlé longuement. À chaque fois que l'on fait une réunion de pôle – je le dis en face – il y a un état des lieux des matériels, mais aussi sur le personnel, parce qu'on a trouvé des 4L savon, mais également d'autres personnes...

Vous vouliez que l'on parle, on parle. On va rester sur le matériel. Je crois que cette réunion a été très importante et appréciée par les chefs de pôle. Je crois que c'est une solution qui a été amenée et qui était intelligente et merci de l'avoir faite, Monsieur le Président. Il faut savoir que l'on se retrouvait, par exemple, avec 4 balayeuses en panne dans le pôle Est...

Monsieur le Président

Vous entendez ça ? Quatre balayeuses en panne.

Pierre DUDIEUZERE

Le temps que tous les services se mettent en place pour faire une réparation, il fallait entre 4 à 6 semaines. Ne me reprenez pas sur les chiffres à l'euro près mais nous avons fait des réparations de 50 000 € sur une balayeuse qui en valait 30 000. C'était n'importe quoi mais il fallait répondre à l'urgence. Le Président a pris la décision de mettre la somme qu'il a mise et tant mieux. Petit à petit, on renouvelle matériel mais il y a des problèmes d'appel d'offres...

Tout cela arrive et c'est une très bonne décision. On va redémarrer. Dans tous les pôles, on fait des réunions, on parle du matériel et du personnel. On va avancer, du moins je l'espère.

On fait des investissements. On a fait un très beau bâtiment pour le pôle à Saint Georges d'Orques. On est en train de voir comment faire pour Castries. Je crois que, Président, il faudra prendre rapidement la décision pour Pérols. Vous vous êtes engagé, il faut le faire. Pour le pôle Ouest aussi, on est en train de louer quelque chose. C'est vrai qu'à Beaulieu, on a eu une réunion qui a été un peu virile mais correcte.

Je voudrais rappeler que tous les Maires sont responsables. On ne se dispute pas même si, à Montaud, on a plus de caractère qu'ailleurs ; c'est la caillasse qui fait ça, c'est normal, mais on l'aime bien quand même. Il faut savoir que les herbes poussent. Cette année, il a beaucoup plu. Grâce aux écologistes que nous aimons tous, le glyphosate est interdit. Avant, tu mettais un coup de sulfatase et le lendemain matin, il n'y avait plus rien. C'est comme ça. On avance là-dessus.

Monsieur l'Adjoint aux Finances, je vous l'ai dit et je le redis en séance devant le Président : je rejoins l'analyse du Maire de Jacou. Il faut penser que dans les années futures, nous allons tous faire de nouveaux

lotissements donc, il faut donc mettre 20 % de plus dans le budget. Des lotissements vont arriver, il faudra les entretenir. Les gens arrivent, vont payer les impôts donc il faudra le faire. Merci Monsieur l'Adjoint aux Finances.

Monsieur le Président

Monsieur le Maire de Saussan, Joël VERA, et ensuite Rabii YOUSSEUS, qui était juste avant Pierre, Vice-Président chargé de la voirie, qui a organisé un certain nombre de pôles.

Rabii YOUSSEUS

Juste un petit mot avant, pour compléter...

Monsieur le Président

Oui ?

Rabii YOUSSEUS

Il a oublié de dire qu'on a pérennisé tous les emplois jeunes qui étaient à la voirie et à l'espace public. On s'est battu pour ça. C'est quelque chose qu'il faut dire. Tous les emplois jeunes de toutes les communes. C'est très important. Tous les emplois jeunes qui devaient être virés, ont été pérennisés sous notre mandature. Il ne faut pas oublier que Monsieur le Vice-Président et Maire de Vendargues a signé le premier la charte sur la métropolisation qui a été votée à l'unanimité ici. C'est une chose très importante que nous avons travaillée avec Madame DARDE au début et que l'on a complétée avec Madame Vice-Présidente. Cette charte est très chère aux quartiers populaires qui sont dans les politiques de la ville. Il faut donc le signaler.

Monsieur le Président

Ce sont les clauses sociales.

Rabii YOUSSEUS

Il faut dire que les emplois jeunes étaient nombreux. Le Maire de Pérols a montré l'exemple en les pérennisant en premier. Tous les Maires ont suivi. Il y a donc eu un travail autour de la voirie qui est très ludique. Je voulais juste dire cela.

Monsieur le Président

Merci. Monsieur le Maire de Saussan.

Joël VERA

Monsieur le Président, je voulais juste rebondir sur le fait qu'à chaque fois on nous sert que vous avez récupéré des 4L sur quilles, des camions sans benne, etc. Je ne sais pas comment cela s'est passé pour les autres Communes mais nous à Saussan – petite Commune – Messieurs DELIGNY et ALIS sont venus et ont dit : ça, je prends et ça, je ne prends pas.

Le pire, c'est que vous avez pris la tractopelle de Saussan sur laquelle il y avait 3 900 € de réparation. Je voulais la garder parce qu'il y avait 3 900 € de réparation et vous l'avez tout de même prise.

Aujourd'hui, je pense qu'elle est en train de sécher sur le parking de Fabrègues où elle ne sert à rien alors que c'est une tracto qui est relativement ancienne, qui est un 4x4 et qui avait peu d'heures. Je voulais bien la garder parce qu'il n'y avait que 3 900 € de réparation et vous me l'avez tout de même prise. En revanche, Monsieur DELIGNY et Monsieur ALIS ont tout de même regardé que dans la camionnette, il y avait un moteur et que sur le camion, il y avait une benne. Donc, je ne comprends pas comment cela s'est passé sur les autres Communes et comment on a pu vous refiler du matériel dans un tel état. Cela m'étonne.

Monsieur le Président

Ce n'est pas vous que je visais dans mes propos. J'ai dit que la grande majorité avait été correcte. Je ne retire pas un mot de ce que j'ai dit : la grande majorité a été correcte. Je vous parle de quelques cas de figure. Mais, le matériel, ça coûte cher ; ça va vite.

Joël VERA

Mais Monsieur DELIGNY et Monsieur ALIS...

Monsieur le Président

Oui mais il faudrait que je vienne en personne tester le matériel parce que je ne me serais pas trompé. D'abord, je vous aurais écouté et vous m'auriez dit, celui-là, je le garde parce qu'il y a 3 900 € de réparation. Mais, on ne peut pas tout faire. Il faut déléguer.

Qui avait demandé la parole ? Monsieur PASTOR.

Gilbert PASTOR

Monsieur le Président, personnellement, j'ai toujours été pour la Métropole. Je savais donc que le jour où il faudrait transférer la voirie, cela poserait forcément certains problèmes. Je voudrais vous dire mon sentiment : nous étions, avant, organisés par Commune et quand, au printemps, l'herbe pousse dans toutes les communes en même temps – jusqu'à preuve du contraire – on avait des gens affectés aux espaces verts, à la voirie, aux bâtiments. Ils ne faisaient rien dans les bâtiments à ce moment et ils donnaient un coup de main à ceux qui allaient couper les herbes pendant 2 mois. Maintenant, quand il nous a fallu transférer le personnel, on l'a transféré équitablement sur un travail à l'année mais il est vrai que les arbres ne poussent pas en hiver ou très peu.

Monsieur le Président

C'est-à-dire qu'elle ne pousse pas aux horaires de bureau.

Gilbert PASTOR

À l'époque, j'avais un voisin, qui aimait parler en patois, qui disait que les herbes, il ne les touchait pas car « *les herbes d'estiu [d'été] crèvent en hiver, et les herbes d'hiver crèvent en estiu* ». Il attendait que ça se passe comme ça. Maintenant, les gens sont de plus en plus exigeants. D'abord, je rappellerai que normalement chacun devrait nettoyer son devant de porte. Ça, il faudrait peut-être le rappeler...

Monsieur le Président

Oui, il faut le répéter et je le dis aux journalistes aussi.

Gilbert PASTOR

...et faire des campagnes là-dessus parce que sans aller jusqu'à couper les haies ou les saillies qui retombent sur les trottoirs, couper l'herbe de sa propriété, cela doit bien prendre 3 ou 4 minutes à tout le monde dans les villages chaque trois semaines. On peut faire un peu appel au civisme.

D'autre part, le sentiment que nous avons – et ce n'est pas une critique mais une suggestion – c'est que nous dans les villages, on avait des marchés, voire on passait par des bons de commande, et on pouvait dans la semaine réaliser ce qui était demandé par les gens. Là, je suggérerais à l'administration de donner beaucoup plus de pouvoir aux responsables de pôle afin qu'ils aient la capacité, dans le cadre d'un contrat ou d'un marché, d'engager très vite les dépenses.

Je prends mon cas : nous avons eu des travaux à la Couronne à Castries avec du goudron neuf pour faire des places de parking. Ces travaux sont finis depuis le 3 juin. Nous sommes le 15 juillet et les bandes blanches ne sont toujours pas faites. On perd l'avantage du travail qui a été fait par le temps que l'on met...

Je trouve des explications aux gens. Je crois que c'est là qu'il faut jouer, pour des bricoles comme cela. Je me félicite que le responsable de pôle que nous avons à Castries soit sur tous les chantiers, il répond à chaque fois qu'on l'appelle et il va voir tous les chantiers et il ne s'engage jamais à la légère. Ce sont peut-être des problèmes administratifs qu'il faudrait régler. Si on me dit que le bon a été fait mais qu'il doit passer d'un service à l'autre, le temps que cela revienne, on en a pour un mois à un mois et demi. Je crois que si l'on gagne là-dessus, si vous réussissez à donner ce pouvoir un peu plus administratif aux responsables de pôle, vous verrez que les gens seront beaucoup plus satisfaits.

En revanche, je voulais vous remercier d'une chose : l'ACI complémentaire que vous avez mise en place. Il ne faut pas oublier que les travaux d'investissement de voirie, il y a des communes qui en faisaient et d'autres qui n'en faisaient pas et qui ont pensé peut-être que le fait de transférer cette compétence à la Métropole, on allait leur refaire toute la voirie. Non. C'est avec nos impôts que l'on vote l'AC et que l'on prend l'ACI. D'ailleurs, tout le monde ne l'a pas prise alors qu'elle avait un gros avantage : on doublait la somme là-dessus. Je crois que c'est une très bonne chose.

Dernier point qui a été soulevé en réunion de pôle : les constructions nouvelles que nous faisons, comment va-t-on pouvoir intégrer l'entretien de ces voiries, que ce soient des ZAC ou des voies communales ? Il faut y réfléchir dès maintenant.

Monsieur le Président

Monsieur Fina, sur les procédures administratives.

Christian FINA

Sur la question des marchés qui revient de manière à peu près récurrente, régulièrement, nous avons hérité de certaines situations qui étaient différentes d'une Commune à l'autre. Il y a un certain nombre de communes qui travaillaient avec des agents en régie et d'autres avec des marchés. Il faut réorganiser tout cela et redéfinir les marchés avec les seuils, les volumes de financement de chacune des communes en face. Nous avons donc pris, sur chacun des pôles, le temps matériel pour organiser les choses et refaire les marchés. De plus, je rappellerai qu'avant le transfert, on avait signifié aux communes qui travaillaient sur marché de le renouveler avant le transfert. Certaines l'ont fait et d'autres pas. Cela fait que nous nous sommes retrouvés avec le transfert d'une compétence et aucune entreprise en face, sélectionnée pour pouvoir faire les travaux. Je conçois qu'effectivement la déconcentration d'un certain nombre de responsabilités soit mise en œuvre. Elle est en train de se mettre en place dans la mesure où on a organisé les pôles. Aujourd'hui, il y a des chefs de pôles qui ont été recrutés et qui sont tout à fait compétents pour assurer la transversalité des missions qui sont les leurs. Ils travaillent sur la question de la voirie, de l'éclairage public, des espaces verts adossés aux voiries. Cette organisation se met donc en place. Parallèlement, on a engagé des marchés qui s'appellent des marchés-cadres pour lesquels, aujourd'hui, on est capable de faire des commandes rapidement.

On est obligé de faire trois devis. Je sais que les pratiques communales étaient différentes. À l'échelle de la Métropole, on ne peut plus travailler de cette manière-là. Aujourd'hui, tous les marchés sont passés et on est en capacité de répondre à tous les types de sollicitation quel que soit le domaine. Tout cela se met en place mais effectivement, cela demande des compétences, une organisation, de recruter des gens.

Je rappelle aussi que la plupart des gens qui ont été transférés étaient des personnes d'exécution. Au niveau des pôles, on avait besoin d'avoir de l'ingénierie car ce qui se faisait auparavant n'a pas pu être transféré. On organise cela et aujourd'hui, dans chacun des pôles, nous avons des ingénieurs qui sont capables d'assurer la constitution de dossiers d'appel d'offres et des études techniques qui permettent de réaliser les travaux.

Rabii YOUSSEF

Sur les transferts de compétence, au niveau de la voirie, il y a l'éclairage public. Cela va faire rire les Montpelliérains, car il y a une petite séquence du Conseil Municipal, avec Madame BRISSAUD qui n'est pas là... On a hérité de l'éclairage public de toutes les communes et c'est 10 fois plus catastrophique que la voirie. Penchez-vous sur cela, Monsieur FINA, et vous verrez qu'ils ne parleront plus de la voirie car l'éclairage est catastrophique sur les communes. L'éclairage public est encore plus catastrophique que la voirie dans les communes. Penchez-vous sur cela, Monsieur FINA ! Vous verrez, certains Maires ne parleront plus de la voirie.

Monsieur le Président

Attendez, on va organiser le débat parce que ça part dans tous les sens. Monsieur PASTOR, Monsieur MOURE, Monsieur DOMERGUE, Monsieur LUSSERT et Monsieur DUDIEUZERE.

Gilbert PASTOR

Christian, je suis tout à fait d'accord avec toi, il y avait la phase de passage des marchés. Maintenant que ceux-ci sont passés, je souhaite que vous soyez innovant pour trouver les moyens car vous pouvez avoir trois devis d'entreprises dans les 48 heures. Que l'on puisse avoir une réactivité beaucoup plus grande, c'est tout ce que je demande maintenant.

Monsieur le Président

Monsieur MOURE.

Jean-Pierre MOURE

Juste un point qui peut paraître très technique mais qui est tout à fait dans le prolongement de ce que nous évoquons : l'entretien des voiries, *a priori* ce peut être davantage volet urbain de la localité. Je voulais poser une question concernant l'entretien des anciennes voiries départementales. Le fauchage des bords de voie a

été beaucoup plus allongé dans la durée par rapport à ce qui se faisait avant.

Ensuite, on a fauché mais, au fur et à mesure, l'herbe monte et des voiries qui étaient excellentes au point de vue revêtement gardent l'eau ce qui veut dire qu'avant, on balançait quelques coups de lame tous les 200 ou 300 m et l'eau circulait directement dans les fossés. Maintenant, l'eau stagne. Au point de vue de la sécurité, je vous donne un exemple : sur le D5 dans la façade de Pignan, concernant un peu Lavérune, en partant vers Cournonterral ; par temps de pluie, il y a de très grands dangers sur la chaussée pour la bonne raison qu'au moins une moitié de chacun des côtés, par endroits, amène des flaques d'eau qui sont très dangereuses. Cela veut dire que l'entretien, s'il n'est pas assuré régulièrement et correctement, entraîne ensuite des risques et un délabrement de chaussée qui avait été faite avec un enrobé très correct. Je le signale parce qu'un jour, on aura un carton et la responsabilité de la Métropole pourrait être engagée du point de vue de l'insuffisance de l'entretien. Un coup de lame ne coûte pas cher. Tous les 100 ou 150 m, avec le dénivelé naturel de la voirie, cela s'écoule directement dans le fossé au lieu de rester sur la chaussée.

Monsieur le Président

Merci Monsieur MOURE. Monsieur DOMERGUE.

Jacques DOMERGUE

Mes chers collègues, quand je vous entends parler des pôles, de la mutualisation, j'ai l'impression que vous vivez les mêmes difficultés que l'on a en milieu hospitalier ; c'est pareil. Je comprends parfaitement la réaction des Maires parce que faire des travaux pour aménager une rue, un parking au niveau d'une commune, c'est beaucoup plus rapide que quand il faut passer par une administration beaucoup plus centralisée d'autant que l'on est tous dans une période de transition. J'espère qu'avec le temps, cela s'améliorera. Nous avons vécu la même chose en milieu hospitalier ; il y a une grosse centralisation qui se fait. Pour essayer d'alléger les délais liés à la centralisation, on a créé des pôles mais si ceux-ci n'ont pas la responsabilité qu'ils devaient avoir, les délais continuent à s'allonger et les priorités ne sont pas forcément définies par ceux qui en ont le plus besoin.

Aujourd'hui, j'ai l'impression que l'on est en train de découvrir les difficultés d'une centralisation. Plus une structure est lourde, plus elle a des difficultés à se mettre en place et à se mouvoir ; c'est dans la nature des choses. Ce qui m'a le plus surpris, c'est que vous disiez que la Métropole avait récupéré des personnels – je ne sais plus le mot employé par Monsieur FINA – d'action, de terrain or aujourd'hui, il vous faut de la matière grise ; et bien sûr celle-ci coûte cher. Mais, je pensais que la matière grise, on l'avait déjà.

Le principe de l'économie d'échelle que devrait impliquer une métropolisation, c'est que la matière grise devrait être là et c'est elle qui devrait permettre d'utiliser et d'optimiser l'action sur le terrain.

Mes chers collègues, pour ceux qui sont Maires et en train d'affronter ces difficultés, je compatis parce qu'en milieu hospitalier, nous avons les mêmes.

Monsieur le Président

Merci Monsieur DOMERGUE. Monsieur LUSSERT.

Jean-Marc LUSSERT

Mes chers collègues, à Prades-le-Lez, on a transféré des personnels en pleine forme, dans la force de l'âge ; on a transféré du matériel en bon état. On a gardé la tractopelle, ce qui nous a permis de la mettre au service de la Métropole pendant l'épisode neigeux. Christian disait que l'on manquait d'ingénierie dans les pôles. Pour notre pôle, ce n'est pas vrai. La Ville de Castelnau a transféré des ingénieurs. D'où l'idée de dire, pour le coup, que c'était le passage à haut niveau de Castelnau.

Pour finir, je parlerai de l'éclairage public : Prades-le-Lez est la seule Commune où on ne dépense pas d'argent la nuit pour l'éclairage public et je veux bien en reparler quand on veut. Cela ne se passe pas trop mal. Merci au pôle Vallée du Lez. Au départ, il y a eu quelque inertie, comme le disait Gilbert. La première année, ça a été la montée en puissance et depuis, je trouve que c'est satisfaisant. Il m'arrive aussi de dire que cela dure un petit peu mais globalement, c'est très satisfaisant.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Maire. Monsieur DUDIEUZERE.

Pierre DUDIEUZERE

Merci à tous et à Jacques DOMERGUE de sa compassion. Je voudrais revenir sur deux ou trois sujets notamment sur l'électricité. C'est vrai que l'on a trouvé des réseaux électriques dans des communes qui étaient complètement déficients et au moment de Noël, les services m'ont alerté pour me dire qu'à des endroits, ils ne pouvaient pas accrocher les guirlandes. Monsieur le Président, vous l'avez validé : on a prévu, dans les villages où il y en a vraiment besoin, de renouveler tout le matériel d'éclairage public de 30 % tous les ans de manière à investir et au fur et à mesure et que tout cela soit renouvelé.

Je voudrais approfondir ce qu'a dit Gilbert en patois. Je vais le préciser en vendarguais : on a, peut-être, professionnalisé le personnel. C'est-à-dire que chez nous, le gars qui était peintre ou maçon ou qui faisait la voirie, quand il y avait de l'herbe à couper, il le faisait. Maintenant, le gars qui est peintre quand il y a de l'herbe, il ne peut pas la couper. Il faudrait demander aux chefs de pôle de pouvoir l'utiliser quand il y a un coup de bourre. Cela durerait 48 heures et ça irait plus vite. À la réunion de Castries, c'est un peu ce qui a été dit, car il n'y a rien de plus énervant que de voir passer une voiture de la Métropole et qui laisse les herbes comme ça.

Concernant les routes départementales évoquées par Jean-Pierre MOURE, on y travaille. On a récupéré les routes mais aussi les cadres qui viennent du Département et qui connaissent bien le sujet. C'est vrai que cette année, il y a peut-être un peu de retard parce qu'il y a eu beaucoup de pluie. C'est une année qui est un peu catastrophique pour nous. Merci du conseil.

Monsieur le Président

Je voudrais simplement dire deux mots sur le sujet avant de faire voter.

D'abord, je voudrais dire que par ces investissements, on se dote de matière grise, de nouveaux matériels sans augmenter les impôts et sans faire payer la facture aux communes donc nous gérons bien.

Deuxième point : je voudrais insister sur la nature du transfert de voirie, de matériel et de personnel du Conseil Départemental vers la Métropole. Je voudrais remercier le Président Kléber MESQUIDA, car tout ce qui concerne le matériel était parfaitement entretenu dans les garages techniques du Département de l'Hérault. C'était du matériel en excellent état et il n'y avait aucun lézard sur le personnel, que j'ai reçu dès qu'ils sont arrivés. Je tenais à le dire parce que quand ça ne va pas, je le dis et quand ça va très bien, je le dis et je remercie la qualité du transfert. Monsieur CALVAT, vous qui êtes Vice-Président au Département, vous êtes chargé de transmettre. Ce sont des remerciements qui arrivent un an et demi après le transfert, donc ils ont le recul des choses bien analysées. Ce n'est pas sur un coup de tête que je dis cela, mais avec le recul.

C'est l'occasion de remercier le Conseil Départemental.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix.

Abstention : 1 voix

S'est abstenu : M. Joël RAYMOND.

AFFAIRE N° 26 : FINANCES - BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2018 - ADOPTION

MM. R. YOUSSEUS et H. DE VERBIZIER (avec pouvoir de M. R. COTTE) sortent de séance.

M. A. LARUE sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. C. COUR.

Monsieur le Président

Affaire n° 26 : budget supplémentaire 2018. Monsieur LEVITA

Max LEVITA

Juste un mot : j'ai entendu votre appel Monsieur le Vice-Président chargé de la voirie. Je comprends bien que votre budget d'investissement nécessite une augmentation. Vraisemblablement, nous pourrions y consentir mais j'attire votre attention sur le fait que nous avons voté le contrat financier qui nous lie à l'État. Nous avons le droit, l'année prochaine, à 1,5 % d'augmentation du budget de fonctionnement du budget principal.

Max LEVITA

Non, je ne crois pas que l'État soit sensible à cette discussion. J'essaierai mais je ne crois pas que cela marchera.

Quant à Monsieur CALVAT, j'admets son interprétation. Je vous signale, mon cher collègue, que dans le cadre du pacte de confiance que vous avez signé, nous devons tenir, au service des finances, la comptabilité Commune par Commune, de ce que vous avez versé et de comment la Métropole utilise l'argent que vous avez versé. Je serais très heureux, Monsieur CALVAT, si vous présentiez cela devant les Maires et que nous soyons dispensés de cette comptabilité qui nous coûte un temps fou en personnel et qui est, je vous l'accorde, parfaitement inutile mais elle répond à une promesse.

Je passe au budget supplémentaire. Rassurez-vous, cela va être très rapide.

Je vous propose 196 millions sur le budget supplémentaire consolidé. Nous prenons en compte les reports et les résultats de clôture que vous avez bien voulu voter. Nous ajustons les prévisions du budget primitif.

On ouvre quatre nouvelles autorisations de programme que je vous ai présenté : la création du cimetière intercommunale, le centre technique métropolitain pour le pôle Plaine Ouest, la mise à niveau du parc de véhicules de la DAT et l'aménagement de l'avenue de Nîmes à Saint-Brès que vous avez bien voulu voter.

Cela va se traduire par une baisse de l'emprunt prévisionnel pour le budget consolidé de 37 630 000 €.

Je vous dois des explications un peu plus précises :

- évolution des crédits consolidés : 4 140 000 € en recettes de fonctionnement supplémentaires. Je vais vous indiquer d'où elles viennent. Je vous proposerai d'en affecter 2,65 pour les nouvelles propositions. Vous ajoutez le report pour le fonctionnement.
- pour l'investissement, l'évolution des crédits s'élève à 14 850 000 € en dépenses et en recettes, nous avons 12 millions.

Au total, ce budget s'élève à 196 210 000 €.

Nous avons un budget primitif à 1 016 000 000 €, je vous propose d'ajouter 196 millions et nous aurons donc un budget BP + BS de 1 212 000 000 €.

Au niveau de la chaîne de l'épargne, vous observez que nos recettes de fonctionnement augmentent par rapport au BP de 0,7% et les dépenses réelles de fonctionnement augmentent de 0,8% ; l'épargne de gestion hors intérêts augmente de 0,5% et notre remboursement de capital sera de 57 millions.

Notre épargne nette atteindra 62 440 000 soit une augmentation de 0,7 %.

On rentre dans le détail budget par budget.

Pour le budget principal, je vous propose de diminuer les propositions de 585 846 € étant entendu que nous reportons 919 200 €.

Pour l'investissement, les propositions nouvelles s'élèvent à 12 813 036 et les reports à 34,6 millions. Au total, cela nous permettra de diminuer l'emprunt prévu de 24,1 millions.

Je vous ai fait figurer les nouvelles dépenses : elles s'élèvent à 700 000 €. Les crédits rendus s'élevant à 1,3 million. Le solde des dépenses s'élève à - 600 000 €.

Les nouvelles recettes viennent essentiellement de la fiscalité. Vous savez que lorsque l'on fait le budget primitif, nous le faisons sur des prévisions. En général, nous essayons d'être au plus près de la réalité. Il y a un écart de l'ordre de 1 % ce dont je vous demande de féliciter le service des Finances, Madame BEREGI et Monsieur DOMEIZEL, qui font cela sous leur responsabilité. Nous avons donc une amélioration de ces recettes.

Il y a également des compléments de crédits pour les transferts aires d'accueil des gens du voyage, la

médiathèque Jules Verne à Saint Jean de Védas et le nettoyage du FISE qui était assuré par la Ville de Montpellier et qui est dorénavant assuré par la Métropole à hauteur du transfert.

Nos nouvelles recettes de fonctionnement comprennent des recettes supplémentaires sur le nouveau marché des reprises de papier et de carton.

Section d'investissement du budget principal : 24,7 millions en crédits nouveaux ; les crédits réels rendus s'élèvent à 11,9 millions ; solde des nouvelles dépenses d'investissement, 12,8 millions. Vous en avez le détail présenté depuis les projets urbains partenariaux jusqu'au jalonnement de l'aire ASS.

Au total, au niveau des dépenses d'équipement le budget primitif du budget général était à 196 800 000 €. Vous ajoutez 5 300 000 que je vous présente dans ce budget supplémentaire ; 34,6 millions de reports donc nos investissements prévus s'élèvent à 236 700 000 €.

Sur les nouvelles recettes d'investissement du budget supplémentaire : elles s'élèvent à 69,5 millions. Premier point, c'est l'ACI voirie, espace public que vous avez consenti, mes chers collègues, à 5,6 millions d'euros.

D'autres recettes viendront. Elles ont été proposées par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) du 29 mai sur la compétence aires d'accueil des gens du voyage, la part d'attribution de compensation, les travaux d'extension du réseau que vous avez votés pour la Ville de Montpellier, le transfert de la médiathèque Jules Verne : 3 600 000 € concernant la cession de titres ; versement de la Ville de Montpellier, 1 800 000 pour le Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) Saint-Lazare/Marquerose. C'était un PAE qui s'élevait à 2 millions. La Ville de Montpellier a fait 200 000. Elle affecte ce qui reste 1 800 000 à la Métropole. Cela nous permet de baisser le recours à l'emprunt de 24,2 millions. Le recours prévisionnel s'établira donc à 42 500 000 au lieu de 66 millions comme c'était prévu au budget primitif.

La reprise des crédits reportés du budget principal, en ce qui concerne le fonctionnement : 900 000 € et l'investissement : 34 600 000 €. Va vous être projeté le détail de ces reports d'investissement qui sont les travaux d'installation de voirie à Montpellier, l'aménagement des réseaux sur la voirie de Montpellier, l'achat de matériel transport, etc.

L'affectation des résultats du budget principal : c'est un peu compliqué. Je vous demande un petit moment d'attention et de concentration. Nous avons terminé en fonctionnement avec 99 500 000 (résultat 2017) et un investissement de - 54 700 000 €. Ces investissements sont reportés et il faut donc les financer. Vous les avez dans le tableau « *affectation 2018* ». Ils sont reportés en dépenses.

Il faut 54 700 000 € à quoi il faut ajouter un solde des reports d'investissement de 27 200 000 € qui viennent de la soustraction entre 34 millions de dépenses d'investissement moins 7 400 000 de recettes d'investissement.

Cela me donne donc en recettes pour le budget d'investissement : 81 millions. 99 500 000 - 80 900 000, cela me donne 17 600 000 € sur le fonctionnement en recettes à utiliser.

Ceci me permet de vous présenter maintenant le budget annexe de l'assainissement. En propositions nouvelles, je vous propose 686 300 € avec 133 000 € de reports. Il n'y a pas de propositions nouvelles puisqu'on les diminue de 554 000 €. Il y a 4 313 000 € de reports. Cela nous permet de diminuer l'emprunt prévu de 7 659 000 €.

Le budget annexe de l'assainissement non-collectif : en proposition nouvelle, je vous propose – 15 000 € en recettes et en dépenses d'investissement, 100 000 €. Il n'y a pas de recours à l'emprunt.

Pour le budget annexe de l'eau potable : je vous propose en propositions nouvelles, 1 334 000 € et en investissement, 1 988 000 €. Il n'y a pas d'emprunt.

Pour le budget annexe transport : je vous propose en propositions nouvelles, en fonctionnement, 110 000 € et je ne vous en propose pas en investissement ce qui nous permet de diminuer l'emprunt prévu de 5 800 000 €.

Pour le budget annexe parking : en fonctionnement, 1 100 000 € et en investissement 500 000 € de propositions nouvelles. Il n'y a pas de modification de l'emprunt.

Vous l'avez compris, mes chers collègues, ce budget supplémentaire s'inscrit dans une démarche volontaire et dans un cercle de gestion rigoureuse. Comme l'a indiqué le Président, nous avons signé le contrat financier avec l'État donc nous avons le droit à 1,5 %. Ils sont bien entendu respectés. Avec ce budget supplémentaire, notre action est confortée et les grands équilibres sont maintenus.

Je voudrais juste ajouter un mot en complément de ce que vous avez évoqué en début de séance. Je crois que ce dont il faut absolument prendre conscience, c'est que la Métropole connaît, à l'heure actuelle, une croissance économique vertigineuse. Il n'y a de comptabilité ni de produit intérieur brut calculé par Métropole mais je suis persuadé que nous avons le taux de croissance le plus élevé de toutes les Métropoles françaises. On le voit très bien au niveau de l'apport de populations que nous avons : les gens ne viennent pas à Montpellier à notre invitation, mais parce qu'ils ont de l'espoir et celui-ci n'est pas déçu. Il y a un nombre de créations d'emplois considérable sur la Métropole.

On nous objecte qu'il y a un chômage important. Oui, il y a un chômage important. Mes chers collègues, cela fait au moins 20 ans que nous disons que chaque année sort du système scolaire un nombre considérable de personnes sans aucune formation. C'est la plupart de ces citoyens que nous retrouvons au chômage. Mais celui-ci est la contrepartie de la croissance, de la création d'emplois.

Nous sommes dans une politique offensive, il y a des créations d'emplois ; il n'y en a pas assez pour tout le monde, c'est vrai, mais il y a des créations d'emplois. Madame TOUZARD parlait tout à l'heure de la Mayenne, j'aimerais savoir quel est son taux de créations d'emplois. Aujourd'hui, nous avons au niveau national – et c'est bien dommage que nous n'ayons plus les recensements généraux – des mouvements de population considérables. Des zones sont en train de se désertifier au plan national. Ils ne viennent pas à Montpellier pour Philippe SAUREL ou pour moi, mais parce qu'il y a des créations d'emplois, parce qu'il y a de l'espoir, parce qu'on a une croissance. C'est le travail que nous avons à faire. Tout à l'heure, Joël a dit que c'était complexe. C'est la seule chose intéressante que vous ayez dite, mon cher collègue. C'est extrêmement complexe parce qu'on a à gérer des problèmes compliqués.

Madame JABADO, je ne peux pas m'empêcher de le dire, c'est un texte de Monsieur REVOL que vous avez lu, j'imagine. Je suis effrayé que Monsieur REVOL, qui est au moins aussi compétent que moi en économie, ait adopté une position...

Monsieur le Président
Dogmatique.

Max LEVITA

Non seulement elle est dogmatique, mais elle est réactionnaire à un plan qui est fortement étonnant. J'aimerais bien pouvoir disposer de votre intervention, Madame, parce que c'est aberrant.

C'est le moment où le dogmatisme idéologique ferme les yeux à tout observateur de la réalité économique. Aujourd'hui, nous avons la croissance et il faut que nous l'utilisions intelligemment. Il faut que l'on fasse attention à ce qu'il n'y ait pas des écarts trop considérables ; nous sommes d'accord. Mais, la croissance y est. Apprenons à l'utiliser et non pas à dire qu'il y a un taux de chômage. Oui, il y a un taux de chômage mais c'est la contrepartie de la croissance économique ; comprenez-le, mes chers collègues. Merci de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Merci Monsieur LEVITA. Qui demande la parole ? Madame CASSAR, Monsieur MEUNIER, Monsieur COUR, Madame TOUZARD. OK. Madame CASSAR.

Michelle CASSAR

Monsieur le Président, les membres du Groupe de Coopération Métropolitaine s'étaient abstenus lors du vote du budget. Nous n'avions pas voté contre, mais nous nous étions abstenus, pour des raisons que nous avons expliquées lors de la séance du Conseil. Bien évidemment, nous nous abstiendrons également sur ce budget supplémentaire.

Monsieur le Président

D'accord. OK. Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, mes chers collègues, je ne répète pas ce que vient de dire en notre nom Michelle. Juste pour faire une remarque que j'ai faite en conférence de presse : vous dites qu'il n'y a pas de nouveaux projets sur le budget transport. Je pense qu'il y a des besoins de transport partout et en particulier, il y a un projet que nous attendons depuis 2016 puisqu'il était programmé : c'était la station tramway de Boirargues pour donner droit aux 700 logements que nous avons créés dans le cadre d'un plan d'aménagement. On en revient à la discussion de tout à l'heure sur la planification de l'urbanisme sur notre Métropole. Il était prévu, dans le cadre du SCoT et du PLU de Lattes, de faire un gros quartier qui est l'Urban Parc. On avait dit qu'il aurait une station de tramway quand les gens y seraient. Il y a 700 logements dont 30 % de logements sociaux et, de surcroît, la station avait été positionnée sur un axe que l'on a défini avec la SAAM dans le cadre de l'Ode à la mer, qui était celui qui longe l'avenue de la Mer où on a fait venir Asics et un certain nombre d'entreprises qui sont en train de s'installer pour les dernières et auxquelles aujourd'hui on ne donne pas accès aux transports doux.

Cette station était prévue dès l'origine de la ligne 3, je l'ai volontairement retirée pour que l'on fasse des économies à l'époque en sachant qu'on la mettrait en programmation. Elle était programmée en 2016 ; on ne l'a pas eue en 2016. On ne l'a pas eue en 2017 et en 2018, j'entends qu'il n'y a pas de nouveaux projets et qu'il n'y a pas de sollicitation sur le transport et donc, on retire ce qui avait été mis au BS. Je ne peux pas accepter.

Je ne voterai pas contre car je suis avant tout métropolitain, et je n'ai jamais voté contre un budget métropolitain car c'est tellement complexe. C'est un peu comme le SCoT ; on ne vote pas contre parce qu'il n'y a qu'un truc qui titille. Trois ans de retard sur la mise en œuvre d'une promesse et d'une programmation qu'on avait donnée ; je crois qu'il faut garder de la cohérence de nos engagements. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur COUR.

Christophe COUR

Je voulais en venir à ce que disait Max tout à l'heure en indiquant que beaucoup de gens venaient dans notre Métropole parce qu'il y avait des créations d'emplois, etc. Il faut reconnaître que comme on a un taux de chômage important, il y a beaucoup de gens qui sont au chômage et qui créent leur propre entreprise en tant qu'auto-entrepreneur ; et ce n'est pas pour autant qu'ils gagnent bien leur vie dans la majorité. Ensuite, que l'on ait quelques pépites très spécialisées dans le numérique ou dans d'autres domaines qui sont les premières au niveau international, ça, c'est vrai mais ce n'est pas parce que l'on a une oasis performante que le désert représente la brousse.

Il faut voir tout de même, dans le résultat final, que l'on a un quart de notre population qui vit en dessous du seuil de pauvreté c'est-à-dire moins de 1 050 € par mois. On a aussi 76 % de la population qui est habilitée à avoir un logement social et quand on était dans la région Languedoc-Roussillon, on était considéré, avec la Corse, comme la région la plus pauvre de France. À un moment donné, certes, il y a beaucoup de gens qui peuvent venir mais il y en a aussi beaucoup, en moins d'un an, qui sont repartis.

Tout n'est pas noir. Je ne veux pas dire que tout est noir mais il faut tout de même voir le total. Quand tu vas dans un restaurant, tu regardes le total et si cela ne correspond pas à ce que tu as mangé, tu regardes au niveau du détail et au niveau du détail, quand on a des couples, par exemple, qui ont tous les deux des diplômes et qu'il y en a un qui a trouvé un emploi chez nous, il est rare que l'autre personne du couple ait un emploi. Cela signifie que souvent ces couples, en le sachant, vont aller plutôt à Bordeaux ou à Toulouse s'ils veulent venir dans le Sud de la France et moins à Montpellier. Je ne dis pas que c'est la majorité, Max mais on le lit et on le voit partout.

Ce que je voulais dire aussi, c'est que l'on sait que 50 % de la population mondiale, en 2050, vivra dans les métropoles et que 70 % des offres d'emploi sont dans les métropoles. Effectivement, on a de quoi faire mais, sur notre Métropole de Montpellier, on est tout de même parti avec un gros handicap car nous n'avons pas encore assez d'entreprises qui créent des emplois rémunérateurs.

Certes, nous avons beaucoup d'emplois d'aide à la personne ou des gens qui travaillent dans le tourisme, mais le tourisme c'est principalement l'été et en hiver on a beaucoup moins de gens qui viennent faire du tourisme sur notre Métropole. Les aides à la personne, ce sont des emplois qui, de façon pérenne, sont payés tout de

même au SMIC avec des contraintes physiques.

Pour conclure, nous avons certes des pépites qui sont très bien placées et qui créent des emplois mais par rapport au nombre de chômeurs que nous avons ici, ce n'est pas assez important. Quand tu dis que l'on crée beaucoup d'emplois, certes, pour des gens qui sont entrepreneurs parce qu'ils n'avaient pas de boulot mais pas forcément d'autres qui viennent d'ailleurs pour créer des emplois ou des entreprises pour créer beaucoup d'emplois avec des forts salaires. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur COUR. Madame TOUZARD.

Isabelle TOUZARD

Max, on ne va pas épiloguer sur la Mayenne, mais il n'y a pas 5 % de chômeurs. Ce sont des Départements qui sont très dynamiques avec la technologie aéronautique, etc. Mais ma réflexion était à un niveau national. Elle ne remet pas en cause ce que l'on fait au niveau de Montpellier. Je disais qu'il y avait, d'un point de vue économie globale nationale, une aberration.

Par rapport au budget, je me réjouis à chaque fois que l'on présente le budget Métropole, car il s'améliore. Je me rends compte que l'épargne nette augmente de 0,7 %. Je m'en félicite. Du coup, les prévisions d'emprunt diminuent de 24 millions d'euros et je m'en félicite. Pour la Métropole, c'est génial.

Je reviens sur ce pour quoi nous nous sommes abstenus au budget primitif : une partie de l'épargne faite ici a été transférée depuis les communes. Ce que je souhaite, c'est que cette capacité d'investissement qui va croissant sur la Métropole, qui est l'institution qui investit sur le territoire, va pouvoir être concrétisée, à l'image un peu du projet dont parlait Cyril, mais bien au-delà sur l'ensemble des communes. On a transféré la voirie depuis 3 ans, on nous a présenté un projet sur les 3 ans qui viennent, mais je ne vous cache pas que cela tarde à venir. Le temps passe et ce potentiel d'investissement de la Métropole, j'estime qu'on ne le voit pas encore bien se concrétiser pour l'instant. On l'a vu, il est capitalisé. Il se capitalise.

Monsieur le Président

Monsieur LEVITA.

Max LEVITA

Monsieur COUR est fâché avec la statistique. Je ne travaille qu'avec des statistiques. Je sais bien que derrière les statistiques, il y a des êtres humains, il y a des citoyens que je respecte parfaitement, mais si vous regardez les statistiques concernant la pauvreté, toutes les métropoles ont un taux considérable de personnes pauvres sur leur territoire ; ce qui est parfaitement logique. Si vous étiez pauvres, vous n'iriez pas en Mayenne, en Lozère parce qu'il n'y a aucun espoir. Vous viendriez dans les métropoles. C'est vrai à Paris, à Bordeaux, à Toulouse et c'est vrai à Montpellier. Il n'y a pas plus de pauvres à Montpellier, en pourcentage.

Monsieur COUR, que j'aime bien par ailleurs et à qui je m'efforce de donner des notions économiques – mais c'est compliqué – le schéma est simple : d'abord, on a une croissance démographique. D'où elle vient ? Elle vient depuis longtemps. Quand j'ai commencé mes études ici, certes Madame BOUALLAGA n'était pas née à l'époque, mais Montpellier ne faisait pas 100 000 habitants. Aujourd'hui, nous sommes à 280 000. C'est une croissance à la chinoise et non pas à l'européenne. On est passé de 100 000 à 280 000. Il n'y a pas 280 000 chômeurs. Et je ne parle pas de ce qu'il y avait dans les Communes autour de Montpellier. Cette croissance démographique nous entraîne. Vous dites toujours qu'il y a des gens qui partent. Bien sûr. Nous savons très bien à la Ville de Montpellier que nous sommes obligés de construire une école par an. Les Montpelliérains n'ont pas des capacités génésiques extraordinaires. Cela vient pour partie de l'étranger. Ce sont des gens qui viennent à Montpellier avec leurs enfants. Chaque année, nous avons prévu, Monsieur le Président, de créer une école. Il y en a 11 en préparation. C'est là, la croissance démographique.

Je vais rapidement vous raconter une histoire : en 1962 – Madame BOUALLAGA n'était toujours pas née –, c'était la fin de la guerre d'Algérie. Pour ceux qui ont vécu cette période, cela a été un moment d'affolement complet. Il y avait d'abord les militaires qui faisaient à l'époque 35 mois, qui ont été ramenés à 15. C'était quelque chose comme 500 000 à 600 000 militaires qui venaient sur le marché du travail. 1962, c'est la pleine période de l'exode rural : les paysans abandonnent leur terre et viennent dans les villes. On en comptait 300 000 supplémentaires. 1962, c'est la période où le travail des femmes commence à se développer. On attend 300 000 emplois. 1962, ce sont aussi les gamins qui sont nés en 1945 qui arrivent. Autrement dit, en

1962, il fallait 1 500 000 créations d'emplois. C'était l'affolement général. Monsieur SEGUY qui était proche de Monsieur REVOL, était déjà sur la notion de partager l'emploi. C'était l'affolement. En 1962, non seulement on a trouvé de l'emploi pour tous les gens que je viens de citer mais il a fallu importer des travailleurs étrangers. On est allé chercher des travailleurs au Maroc – en Algérie, on ne pouvait pas –, en Tunisie et même en Turquie.

Le miracle économique, c'est d'abord la croissance démographique. Cela s'est vérifié dans tous les pays du monde. C'est ce que nous avons et c'est ce qu'il faut utiliser. Dire que l'on est une région pauvre, je n'ai jamais compris. Je sais comment on mesure le produit intérieur brut et je n'ai jamais été persuadé que nous avions un revenu inférieur à celui des Corses. Ce n'est pas vrai. La Corse et la région Languedoc-Roussillon sont des champions du travail au noir. Cela n'a rien à voir. D'une part, on mesure la richesse et d'autre part il y a la richesse exacte. La richesse exacte est plus importante que la mesure, tant mieux. Qu'il y ait du travail au noir, cela m'est égal à condition que les gens payent des impôts.

C'est ce phénomène que nous avons aujourd'hui, et donc, arrêtez de parler du taux de chômage. Ce sont ceux qui ne comprennent rien en économie qui en parlent. Regardez le taux de croissance. Vous avez fait, Monsieur le Président, il n'y a pas très longtemps une conférence de presse pour dire les chiffres de l'URSSAF : l'URSSAF nous donne les créations d'emplois et on en a tous les jours.

Christophe COUR

Ça ne veut pas dire qu'il y aura un développement des chiffres d'affaires !

Max LEVITA

Mais bien sûr que si ! J'abandonne. À l'impossible, nul n'est tenu.

Monsieur le Président

Ce n'est pas pareil, il voit au travers du prisme de son chiffre d'affaires. Il croit que tout le monde est comme lui. Monsieur PASTOR.

Gilbert PASTOR

Je voudrais simplement dire à Madame TOUZARD que moi aussi j'étais en Bretagne, il y a 2 ans et dans le journal, il y avait une Maire qui présentait un lotissement de 20 parcelles viabilisées qu'elle vendait 1 € le mètre carré. On avait 1 000 mètres pour 1 000 €. Chez nous, on n'a pas 1 m² de garrigue à ce prix ; ça coûte plus cher.

On ne va pas me faire croire que nous, on n'est pas attractif, et que ce sont eux qui sont dynamiques. Je crois que Max va perdre ses derniers cheveux.

Monsieur le Président

Nous allons mettre aux voix le budget supplémentaire, en vous rappelant seulement qu'en 2017, la croissance de la création d'emplois privés à Montpellier a été de + 3,2 ; supérieure à Toulouse.

C'est un joli petit résultat. Montpellier n'est pas une ville riche. Ce n'est pas une ville pauvre non plus. C'est une ville modeste qui organise bien l'espace public, propose des services publics adaptés et où les élus se défoncent et font des économies sur leur train de vie. Et ils sont motivés.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Attendez, je recommence le vote depuis le début. Qui est contre ? Personne n'est contre. Nous sommes la seule Métropole en France où le budget est voté à l'unanimité des exprimés. Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix.
Abstentions : 24 voix.

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, Mme Anne BRISSAUD, M. Roger CAIZERGUES, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, Mme Julie FRÊCHE, Mme Isabelle GIANIEL, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PETIT, M. Thierry QUILES, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL,

Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

AFFAIRE N° 27 : FINANCES - AFFECTATION DES SUBVENTIONS 2018 - ADOPTION

M. H. DE VERBIZIER (avec pouvoir de M. R. COTTE) entre en séance.

M. A. EL KANDOUSSI (avec pouvoir de Mme B. ROUSSEL-GALIANA) sort de séance.

Mme V. PEREZ sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme V. DEMON.

MM J. DOMERGUES et G. LANNELONGUE sortent définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire n° 27 : il s'agit de l'affectation des subventions 2018. Qui veut des précisions auprès du rapporteur Max LEVITA ? Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Titina DASYLVA, Mme Sonia KERANGUEVEN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique PEREZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix.

AFFAIRE N° 28 : FINANCES - ADMISSIONS EN NON-VALEUR DE TITRES DE RECETTES POUR L'ANNEE 2018 - APPROBATION

Monsieur le Président

L'affaire n° 28 : admissions en non-valeur de titres pour l'année 2018. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 29 : FINANCES - APUREMENT ANNUEL DES REGIES - ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire n° 29 : apurement annuel des régies. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 30 : FINANCES - M57 - M43 - M49 - AMORTISSEMENT - SEUIL ET DUREE - APPROBATION

Mme C. JABADO (avec pouvoir de M. R. REVOL) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 30 : M57 - M43 - M49 - amortissement - seuil et durée. Ça vous inspire ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 31 : FINANCES - PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

M. C. MEUNIER sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir (le pouvoir donné par Mme C. DONADA est annulé).

Monsieur le Président

Affaire n° 31 : procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Commune de Montpellier nécessaires à l'exercice des compétences de la Métropole. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 32 : FINANCES - PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DE BAILLARGUES NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 32 : procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Commune de Baillargues nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 33 : FINANCES - PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DE JUVIGNAC NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Mme M. CASSAR sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 33 : procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Commune de Juvignac. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 34 : FINANCES - PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DE CASTRIES NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 34 : même chose pour la Commune de Castries. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 35 : FINANCES - PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DE JACOU NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 35 : même chose pour la Commune de Jacou. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 36 : FINANCES - PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DE SAINT-DREZERY NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 36 : même chose pour la Commune de Saint-Drézéry. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 37 : FINANCES - PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DU CRES NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION

[M. A. EL KANDOSSI \(avec pouvoir de Mme B. ROUSSEL-GALIANA\) entre en séance.](#)

Monsieur le Président

Affaire n° 37 : même chose pour la Commune du Crès. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 38 : FINANCES - PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DE SUSSARGUES NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 38 : même chose pour Sussargues. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 39 : FINANCES - PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DE MONTAUD NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 39 : même chose pour Montaud. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 40 : FINANCES - REMISE GRACIEUSE PARTIELLE DE TAXE DE SEJOUR INTERCOMMUNALE

Monsieur le Président

Affaire n° 40 : remise gracieuse partielle de taxe de séjour intercommunale. Qui demande des précisions auprès du rapporteur Max LEVITA ? C'est pour les campings. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 41 : AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION - ASSISES DE L'AGRO-ECOLOGIE - LETTRE D'ENGAGEMENT ENTRE LES QUATRE CO-ORGANISATEURS - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 41 : assises de l'agro-écologie. C'est la lettre d'engagement entre les quatre co-organisateurs. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Mylène FOURCADE, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix.

AFFAIRE N° 42 : AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION - GOUVERNANCE ET MISE EN OEUVRE OPERATIONNELLE - AVENANT 2018 A LA CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT AVEC MONTPELLIER SUP AGRO, L'INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE (INRA) ET LE CIRAD - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 42 : gouvernance et mise en œuvre opérationnelle - avenant 2018 à la convention cadre de partenariat avec Montpellier Sup Agro, l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) et le CIRAD. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Chantal MARION, Mme Béatrice MICHEL, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix.

AFFAIRE N° 43 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT (IRD) POUR LE PROJET CELIMER - MODIFICATION DE L'AVENANT A LA CONVENTION

Mmes M. CASSAR et C. JABADO (avec pouvoir de M. R. REVOL) entrent en séance.

Mme A. DESTAILLATS, MM. L. JAOUL et J-M. DI RUGGIERO (avec pouvoir de Mme C. LEVY-RAMEAU) sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 43 : CPER 2015-2020. Il s'agit de l'attribution de subvention à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD). Cela fait partie du pacte Etat-Métropole. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 44 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE L'HERAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 44 : conventions de partenariat entre la Métropole, la Ville de Montpellier et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault. Il s'agit de la convention que j'ai négociée avec le Président de la Chambre de métiers qui traite de plusieurs sujets importants : d'abord l'engagement des partenaires pour mener plusieurs actions portant sur l'emploi, l'insertion et la formation, la promotion des métiers de l'artisanat, l'accueil et l'implantation des entreprises sur le territoire, l'innovation et le numérique au service de l'artisanat, la valorisation de l'artisanat d'art à l'échelle de la Métropole. Nous allons les aider à faire fonctionner leur CFA. Ils ont un CFA tout neuf qui enseigne les métiers de la coiffure, de la pâtisserie, du nettoyage, de l'esthétique. Ce CFA, qui compte 150 places, n'est pas utilisé à plein rendement. C'est dommage pour les jeunes qui pourraient apprendre les métiers en question et trouver de l'emploi immédiatement.

Nous allons essayer de les aider et nous le ferons en partenariat complet avec la Région Occitanie qui a la compétence.

Je mets aux voix l'affaire 44. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 45 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - PROJET DE ZAC EXTENSION HIPPOCRATE - COMMUNE DE MONTPELLIER - OBJECTIFS POUR LA CREATION DE LA ZAC EXTENSION HIPPOCRATE - MODALITES DE CONCERTATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 45 : projet de ZAC Extension Hippocrate. Qui demande la parole ? Je ne prends pas part au vote. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 46 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - ADHESION A LA CONFERENCE NATIONALE PERMANENTE DU TOURISME URBAIN (CNPTU) - DESIGNATION DE REPRESENTANT - APPROBATION

[M. J-P. RICO sort de séance.](#)

Monsieur le Président

Affaire n° 46 : adhésion à la Conférence Nationale Permanente du Tourisme Urbain (CNPTU). On vous propose de nommer comme représentant de la Métropole Madame Véronique PEREZ. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 47 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL - MISSION TEL AVIV - 3 AU 7 SEPTEMBRE 2018 - FRENCH TECH - PARTICIPATION AU DIGITAL LIFE AND DESIGN (DLD) TEL AVIV INNOVATION FESTIVAL - APPROBATION

M. R. YOUSSEF entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 47 : toujours Monsieur PASTOR. C'est la mission sur Tel Aviv. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 48 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL - MISSION INSTITUTIONNELLE ET D'AFFAIRES CHENGDU, QINGDAO (CHINE) - DU 15 AU 25 SEPTEMBRE 2018 - PARTICIPATION AU CONGRES EUPIC ET A LA FOIRE DE L'OUEST - AUTORISATION DE LA MISSION ET DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN sort de séance

Monsieur le Président

Affaire n° 48 : développement International - mission institutionnelle et d'affaires Chengdu, Qingdao (Chine). Toujours Monsieur PASTOR. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 49 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - PORTAGE SALARIAL DE LA REPRESENTANTE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE A CHENGDU (CHINE) - DEUXIEME SEMESTRE 2018 - CONVENTION AVEC EUPIC - CONVENTION AVEC LE CENTRE DES FRANÇAIS A L'ÉTRANGER - FRAIS DE FONCTIONNEMENT - AUTORISATION DE FINANCEMENT ET DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 49 : portage salarial de la représentante de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu (Chine). Encore Monsieur PASTOR. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 50 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 50 : il s'agit du soutien aux manifestations et ce sont les attributions de subventions, les conventions et les autorisations de signature. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, Mme Chantal MARION, Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix.

AFFAIRE N° 51 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « CELLA NOVA » - AVENUE DE LODEVE A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM PATRIMOINE LANGUEDOCIENNE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J-P MOURE (avec pouvoir de M. H. MARTIN) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 51 : construction de 5 logements sociaux - résidence « Cella Nova » - avenue de Lodève à Montpellier. C'est HLM Patrimoine languedocienne.

Pas de demande d'intervention et de précisions auprès du rapporteur le Vice-Président Noël SEGURA ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix.

AFFAIRE N° 52 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 35 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « HAUT DE CŒUR », OPERATION « CŒUR D'ORQUES » LOT 6 A SAINT GEORGES D'ORQUES - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J-M DI RUGGIERO (avec pouvoir de Mme C. LEVY-RAMEAU) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 52 : il s'agit de la construction de 35 logements sociaux - résidence « Haut de Cœur », Opération « Cœur d'Orques » lot 6 à Saint-Georges d'Orques. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix.

AFFAIRE N° 53 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 26 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LES BALCONS DE L'ORTET » ROUTE DE MONTPELLIER A SAINT JEAN DE VEDAS - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 53 : construction de 26 logements sociaux - résidence « Les Balcons de l'Ortet » route de Montpellier à Saint Jean de Védas. Vous savez ce que cela veut dire l'Ortet ? Ça vient de l'*hortus*, en latin : le petit jardin. En occitan, on dit l'*ortagut*, c'est encore un plus joli mot. L'*òrt*, en catalan. C'est la résidence du petit jardin. C'est très joli, ça. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Rabii YOUSSEUS.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix.

AFFAIRE N° 54 : LOGEMENT - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016-2021 - QUARTIERS "COURREAU/FIGUEROLLES/NORD ECUSSON" - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA REHABILITATION DE 8 LOGEMENTS ET UNE COPROPRIETE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 54 : opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2016-2021 - quartiers Courreau/Figuerolles/Nord Ecusson. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 55 : LOGEMENT - OPERATION "RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE 63 LOGEMENTS SITUES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 55 : opération « rénover pour un habitat durable et solidaire » 2013-2018. Il s'agit de logements sociaux situés dans des Communes de la Métropole. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 56 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - FONDS METROPOLITAIN D'AIDE AUX JEUNES - ATTRIBUTION DES AIDES INDIVIDUELLES - BILAN SEMESTRIEL

Monsieur le Président

Affaire n° 56 : fonds métropolitain d'aide aux jeunes. Qui demande des précisions auprès du rapporteur Annie YAGUE. Contre ? Abstention

Le Conseil prend acte de la présentation de ce compte-rendu.

AFFAIRE N° 57 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE 2018 - CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS ENTRE L'ÉTAT, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 57 : dotation politique de la ville 2018 - convention d'attribution. Il s'agit dans le cadre de la politique de la Ville de la dotation de l'État que nous recevons depuis 2 ans et qui se monte cette année, à 4 546 875 euros ; ce qui est une somme non négligeable. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 58 : RESSOURCES HUMAINES - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - AVENANT A LA CONVENTION DE SERVICE COMMUN DE DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN et M. J-P MOURE (avec pouvoir de M. H. MARTIN) entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 58 : il s'agit de la mutualisation du service commun de direction des affaires juridiques et de la commande publique. Madame TOUZARD.

Isabelle TOUZARD

Pour le Groupe Coopération Métropolitaine, à chaque fois que nous avons des affaires relatives à la mutualisation et tant que la mission en cours n'est pas terminée, nous nous abstenons. Sur les affaires, 58, 59, 60 et 61, nous nous abstiendrons.

Monsieur le Président

D'accord. Qui est contre ? Pardon, excuse-moi, Renaud CALVAT.

Renaud CALVAT

Monsieur le Président, en conformité avec mes votes précédents sur la mutualisation des services administratifs – je ne parle pas des services du cabinet ou de la communication – je m'abstiendrai aussi.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix.

Abstentions : 18 voix.

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PENSO, M. Thierry QUILES, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

AFFAIRE N° 59 : RESSOURCES HUMAINES - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - AVENANT A LA CONVENTION DE SERVICE COMMUN DE DIRECTION DES FINANCES - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 59 : il s'agit l'avenant à la convention de service commun de Direction des Finances. Qui demande des explications auprès du rapporteur Madame Régine ILLAIRE ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix.

Abstentions : 18 voix.

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PENSO, M. Thierry QUILES, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

AFFAIRE N° 60 : RESSOURCES HUMAINES - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - CREATION D'UN SERVICE COMMUN DE DIRECTION ORGANISATION ETUDES EVALUATION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 60 : il s'agit de la création d'un service commun de Direction organisation études évaluation. Je présume qu'on a le même vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix.

Abstentions : 18 voix.

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PENSO, M. Thierry QUILES, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

AFFAIRE N° 61 : RESSOURCES HUMAINES - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - CREATION D'UN SERVICE COMMUN DE DIRECTION DU CONTROLE DE GESTION EXTERNE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 61 : il s'agit de la création d'un service commun de Direction du contrôle de gestion. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix.
Abstentions : 18 voix.

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PENSO, M. Thierry QUILES, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

AFFAIRE N° 62 : RESSOURCES HUMAINES - REMUNERATION - INSTAURATION DU REGIME INDEMNITAIRE POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES INFIRMIERS

Monsieur le Président

Affaire n° 62 : instauration du régime indemnitaire pour le cadre d'emplois des infirmiers. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 63 : RESSOURCES HUMAINES - INDEMNITES DE REGISSEURS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 63 : indemnités des régisseurs. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 64 : RESSOURCES HUMAINES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 64 : modification du tableau des emplois et des effectifs. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 65 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - CONVENTION D'OCCUPATION 2018/2019 DE L'AGORA, CITE INTERNATIONALE DE LA DANSE AVEC L'ASSOCIATION MONTPELLIER DANSE - AUTORISATION DE SIGNATURE

[M. R. CAIZERGUES sort de séance.](#)

Monsieur le Président

Affaire n° 65 : Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - convention d'occupation 2018/2019 de l'Agora, Cité internationale de la danse avec l'association Montpellier Danse. Je mets aux voix si personne ne

demande la parole. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, Mme Maud BODKIN, Mme Rosy BUONO, Mme Titina DASYLVA, M. Henri de VERBIZIER, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Isabelle MARSALA, M. Jean-Luc SAVY, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix.

AFFAIRE N° 66 : CULTURE - DIRECTION DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE - CONVENTION CONTRAT TERRITOIRE LECTURE - PROGRAMME ET DEMANDE DE SUBVENTION 2018 - APPROBATION

[Mme A. DESTAILLATS et MM L. JAOLU, J-P RICO et R. CAIZERGUES entrent en séance.](#)

Monsieur le Président

Affaire n° 66 : direction des Médiathèques et du Livre - convention contrat territoire lecture - programme et demande de subvention 2018.

Monsieur le Président

Tant que l'on est aux médiathèques, je vous informe que je vais récupérer la clé du local de la Résidence pour les auteurs de Lattes. Nous répondrons à la demande en fonction des programmes qui seront établis dans le cadre des Comédies du livre.

Bernard TRAVIER

Intervention hors micro

Monsieur le Président

C'est un local qui a été utilisé à moult usages. J'en prends donc le contrôle et l'administration. C'est le local qui se trouve en face de Lattara.

Bernard TRAVIER

Intervention hors micro

Monsieur le Président

C'est la résidence d'artistes ; d'écrivains.

Bernard TRAVIER

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Oui, j'en ai pris la clé.

Monsieur TRAVIER

Ce que je veux dire, c'est que les écrivains qui ont résidé-là ont été choisis et validés.

Monsieur le Président

Oui mais le programme de leurs actions sur la Métropole ne m'était pas connu.

Monsieur TRAVIER

Ça, c'est autre chose.

Monsieur le Président

Quand on intervient sur seulement deux lieux et que le reste des activités se passe dans des Départements hors de l'Hérault qui ne correspondent pas aux financements qu'apporte la Métropole, il est de mon devoir de recentrer le débat sur des lieux qui sont dans les 31 communes dans l'intérêt des enfants ; tout cela parce que les demandes de subventions n'avaient pas été faites à temps. Pour éviter toute problématique, j'ai donc repris la clé. Ce n'est pas moi qui l'ai, c'est l'Administration.

Ce que je veux dire c'est que dans les mois à venir avec Monsieur GUDIN DE VALLERIN, qui est présent, avec Bernard TRAVIER et avec Christian FINA, nous mettrons en place une vision plus précise de l'intervention des auteurs dans les établissements scolaires qui sont de compétence métropolitaine. Je vois mal comment la Métropole peut financer un auteur qui intervient à Auch ou dans les Hautes-Pyrénées.

Bernard TRAVIER

En Mayenne ?

Monsieur le Président

En Mayenne encore, cela peut se comprendre...

Je mets aux voix l'affaire 66. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 67 : CULTURE - DEMANDES DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE L'OPERATION DE RENOVATION ET DE REAMENAGEMENT DE LA MEDIATHEQUE JEAN-JACQUES ROUSSEAU - APPROBATION

Mme J. FRÊCHE sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 67 : demandes de subventions dans le cadre de l'opération de rénovation et de réaménagement de la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, qui rouvrira au mois d'octobre, après des travaux très importants évalués à 700 000 €, pour lesquels nous avons fait, avec Bernard TRAVIER, une conférence de presse en expliquant à l'ensemble des publics la fermeture de cette médiathèque qui est très utilisée.

Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 68 : CULTURE - AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE THEATRE DES TREIZE VENTS, CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 68 : avenant n°1 à la convention de partenariat avec le Théâtre des Treize Vents. Qui demande des précisions auprès du Vice-Président Bernard TRAVIER ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 69 : DESIGNATION DU TITULAIRE DES LICENCES D'ENTREPRENEUR DE SPECTACLES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 69 : désignation du titulaire des licences d'entrepreneur de spectacles. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 70 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - NATATION ET PATINAGE SCOLAIRE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT - ANNEE SCOLAIRE 2018-2019 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GUIRAUD sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 70 : sports et traditions sportives - natation et patinage scolaire - conventions de partenariat - année scolaire 2018-2019. Qui demande des explications particulières auprès du rapporteur, le Vice-Président Jean-Luc MEISSONNIER ? Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Sonia KERANGUEVEN, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 71 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - RESSOURCES EN EAU - PLAN DE GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU DE L'ENTITE HYDROGEOLOGIQUE 556B2 CASTRIES SOMMIERES - ADOPTION

Mme J. FRÊCHE entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 71 : il s'agit de la ressource en eau. C'est le Plan de gestion de la ressource en eau de l'entité hydrogéologique 556B2 Castries Sommières. Il s'agit de la réalisation de la nouvelle usine de potabilisation de l'eau.

Joël RAYMOND

Mais non ! Mais non !

Monsieur le Président

Ce n'est pas ça ? Je me trompe d'affaire ?

Joël RAYMOND

C'est le plan de gestion de la ressource en eau...

Monsieur le Président

Oui, c'est ce que j'ai dit au début.

Joël RAYMOND

Suite à l'évaluation...

Monsieur le Président

Le gain le plus important passe par le recours à une ressource de substitution à l'eau BRL et la réalisation d'une usine de potabilisation de 3 000 à 6 000 m³. Merci d'avance de ne pas m'interrompre inutilement.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Geniès BALAZUN, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOU, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix.

AFFAIRE N° 72 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - EAU POTABLE - CONVENTION TECHNIQUE ET FINANCIERE DE FOURNITURE D'EAU EN GROS POUR LE SECOURS DE PAYS DE L'OR AGGLOMERATION (POA) - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. BALAZUN (avec pouvoir de M. A MOYNIER) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 72 : convention technique et financière de fourniture d'eau en gros pour le secours de Pays de l'Or Agglomération (POA). Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSET, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix.

AFFAIRE N° 73 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - CAPTAGES GARRIGUES BASSES BERANGE - RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT AVEC LE SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE (SMGC) POUR LE POSTE D'ANIMATEUR CAPTAGES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 73 : captages Garrigues Basses Bérange - renouvellement de la convention de financement avec le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) pour le poste d'animateur avec son Président, Monsieur le Maire d'Assas. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOUL, M. Jean-Marc LUSSET, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix.

AFFAIRE N° 74 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - ASSAINISSEMENT - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - DESSERT D'UNE ZONE EN ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - SECTEUR SIGALIES - CONVENTION DE REMBOURSEMENT DES TRAVAUX DE BRANCHEMENTS AVEC LA SARL TERRE DU SOLEIL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 74. Madame GALABRUN.

Jackie GALABRUN-BOULBES

C'est un dossier qui se situe à Saint Jean de Védas. C'est une convention de remboursement avec un aménageur dans le cadre de nouvelles constructions et on en profite pour raccorder des maisons anciennes qui sont sur place.

Monsieur le Président

Explications claires. Qui demande des précisions ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 75 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - PARTICIPATION A L'APPEL A PROJETS "CONNAITRE LES EMISSIONS DE MICROPOLLUANTS DES STATIONS D'EPURATION" DE L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 75 : participation à l'appel à projets « Connaître les émissions de micropolluants des stations d'épuration » de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse. Qui demande des explications particulières auprès du rapporteur Jean-Marc LUSSERT ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 76 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - COOPERATION DECENTRALISEE - ADDUCTION D'EAU POTABLE POUR LE VILLAGE DE TIFELSINE SUR LA COMMUNE D'ADAR AU MAROC - CONVENTION DE FINANCEMENT AVEC LA COMMUNE DE SAINT-DREZERY - AUTORISATION DE SIGNATURE

[M. J-L MEISSONNIER \(avec pouvoir de M. J-F AUDRIN\)](#) sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 76 : Madame GALABRUN propose dans le cadre de la coopération décentralisée l'adduction d'eau potable pour le village de Tifelsine sur la Commune d'Adar au Maroc - convention de financement avec la Commune de Saint-Drézéry. Pas de demande d'intervention ?

Jackie GALABRUN-BOULBES

Je voudrais juste rappeler qu'il y a déjà eu 11 projets réalisés en coopération décentralisée à la Métropole en 2016 et 2017. Un a été porté par la Commune de Montaud et aujourd'hui, il y en aura un qui sera porté par la Commune de Saint-Drézéry. Dans ma commission, on travaillera sur les futurs projets pour essayer de motiver des communes à porter certains projets.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 77 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - PROGRAMMATION 2018 - TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT ET D'AMENAGEMENT DES RESEAUX D'ECLAIRAGE PUBLIC ET DE TELECOMMUNICATION - MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT DES TRAVAUX SUR SAINT JEAN DE VEDAS - APPROBATION - DEMANDE DE SUBVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

[Mme I. GUIRAUD et M. G. BALAZUN \(avec pouvoir de M. A. MOYNIER\)](#) entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 77 : il s'agit de la programmation 2018 - travaux d'enfouissement et d'aménagement des réseaux d'éclairage public et de télécommunication. C'est la modification du plan de financement des travaux sur Saint Jean de Védas. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Marc ALAUZET, Mme Titina DASYLVA, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Patricia MIRALLES.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix.

AFFAIRE N° 78 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - RESTAURATION DU MUR DE SOUTÈNEMENT DU JARDIN DES PLANTES - TRANSFERT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE

Monsieur le Président

Affaire 78 : restauration du mur de soutènement du jardin des plantes. Pas de demande d'intervention ? Si, Monsieur BARRAL.

Guy BARRAL

Monsieur le Président, ce renforcement du mur est très bien. Je crois que tout le monde est d'accord, car tout le monde est attaché au jardin des plantes. Il y a un petit monument de l'histoire de Montpellier qu'il va falloir préserver lors de ces travaux. C'est un tout petit monument qui fait à peu près 10 cm de haut, c'est une croix gravée sur le parapet, à peu près 10 m en dessous de la porte principale. Cette croix a été faite par un inconnu et commémore la mort d'une victime collatérale du coup d'État de 1851 de Napoléon III. C'est Baptiste ARLES, un ouvrier, qui a pris une balle perdue, qui est mort là. Cette croix a été faite sur ce mur. On peut le commémorer pour la mémoire de Baptiste ARLES mais aussi pour commémorer que Montpellier a été la seule Préfecture à voter non au plébiscite de Napoléon III.

Monsieur le Président

Vous avez bien fait de dire cela, Monsieur BARRAL. Vous vous en occupez ? Je m'adresse au service de l'urbanisme mais aussi à mon cabinet afin qu'il y ait un encart dans le journal de la Métropole ou dans celui de la Ville qui retrace cet épisode et qui en montre les symboles qu'il nous reste.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 79 : TRANSPORTS ET MOBILITE - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE POUR LA POSE ET LE FINANCEMENT DE LA SIGNALISATION DIRECTIONNELLE DES ITINERAIRES DE SUBSTITUTIONS PREVUS AU PLAN DE GESTION DE TRAFIC A9/A709

Monsieur le Président

Affaire n° 79 : convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Autoroutes du Sud de la France pour la pose et le financement de la signalisation directionnelle des itinéraires de substitutions prévus au plan de gestion de trafic. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 80 : HORS COMMISSION - MISSION TEL AVIV - PARTICIPATION A LA RENCONTRE ANNUELLE DES SIGNATAIRES DU PACTE DE POLITIQUE URBAINE ALIMENTAIRE (MUFPP) DE MILAN - DU 2 AU 6 SEPTEMBRE 2018 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 80 : mission Tel Aviv - Participation à la rencontre annuelle des signataires du Pacte de Politique urbaine alimentaire (MUFPP) c'est-à-dire du Pacte de Milan. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 81 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE - SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) - RAPPORT ANNUEL 2017 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

M. J. RAYMOND sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 81 : société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M). Il s'agit du rapport annuel 2017 de l'administrateur. Pas de demande d'intervention ? On a tous les rapports en fin du Conseil. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 82 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE - SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) - RAPPORT SPECIAL 2017 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE

M. J. MALEK sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 82 : société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - rapport spécial 2017 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 83 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE - L'OR AMENAGEMENT - RAPPORT ANNUEL 2017 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 83 : l'Or Aménagement - rapport annuel 2017 de l'administrateur. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 84 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE - LANGUEDOC-ROUSSILLON AGENCE DE DEVELOPPEMENT (LRAD) - RAPPORT ANNUEL 2017 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 84 : il s'agit de la Société publique locale Languedoc-Roussillon Agence de développement (LRAD) - rapport annuel. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 85 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE TAM - RAPPORT ANNUEL 2017 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 85 : il s'agit de la Société anonyme d'économie mixte locale TaM et le rapport annuel 2017. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 86 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE - SOCIETE D'ÉQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) - RAPPORT ANNUEL 2017 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 86 : il s'agit de la Société d'équipement de la Région montpelliéraine (SERM) - rapport annuel 2017 de l'administrateur. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 87 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE - BRL - RAPPORT ANNUEL 2017 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 87 : rapport annuel 2017 sur BRL. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 88 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SOMIMON - RAPPORT ANNUEL 2017 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 88 : rapport annuel 2017 de la Somimon ; le marché Gare. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 89 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE DES SERVICES FUNERAIRES DE MONTPELLIER AGGLOMERATION (SFMA) - RAPPORT ANNUEL 2017 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 89 : il s'agit de la SFMA. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 90 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE MONTPELLIER EVENTS - RAPPORT ANNUEL 2017 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 90 : il s'agit de la société anonyme d'économie mixte locale Montpellier Events. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 91 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE - SOCIETE D'ÉQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) - RAPPORT SPECIAL 2017 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 91 : société d'équipement de la Région montpelliéraine (SERM) - rapport spécial 2017 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 92 : HORS COMMISSION - CONTRAT DE PARTENARIAT CONCLU ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND PIC SAINT-LOUP ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - DESSERTE DE LA COMMUNE DE TEYRAN PAR LA LIGNE DE TRANSPORT A LA DEMANDE 36 - CONVENTION D'AUTORISATION D'ARRET ET DE FINANCEMENT A INTERVENIR ENTRE LES DEUX INTERCOMMUNALITES ET LE SYNDICAT MIXTE HERAULT TRANSPORTS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

MM. J. RAYMOND et J. MALEK entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 92 : affaire très importante qui a déjà été relatée dans la presse, puisque nous avons tenu une conférence de presse au siège de la Communauté du Grand Pic Saint-Loup où la coordination de Hérault transport est désormais gérée par la Région. La coordination de l'organisation du Grand Pic Saint-Loup, de la TaM et de la Métropole de Montpellier fait en sorte que les bus de la TaM qui passaient et traversaient Teyran sans s'arrêter, désormais par convention, la desservent. C'est une façon d'être complémentaires et mutualisés et de faire des économies d'échelle et surtout de ne pas créer d'injustice par rapport à ceux qui voient des bus vides et qui ne s'arrêtent jamais.

C'était un souhait de Monsieur BASCOU, le Maire de Teyran. C'était un souhait également de mon ami Alain BARBE, le Maire des Matelles et Président de l'Agglomération du Grand Pic Saint-Loup. C'est un exemple de coopération, après l'eau que nous avons réglée, l'assainissement, maintenant les transports.

Qui demande la parole ? Contre ? Je remercie le nouveau Président d'Hérault Transport, mon ami Hussein BOURGI. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Titina DASYLVA, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Arnaud MOYNIER, M. Jean-Pierre RICO, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix.

AFFAIRE N° 93 : HORS COMMISSION - GESTION DE L'EAU - ARTICLE L.211-7 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT - RATIONALISATION ET EXTENSION DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Monsieur le Président

Affaire 93 : gestion de l'Eau. C'est l'article L.211-7 du Code de l'environnement - rationalisation et extension des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole. Qui demande des explications complémentaires ? Monsieur LUSSERT a la parole.

Jean-Marc LUSSERT

Simplement, Monsieur le Président, si vous me le permettez pour rajouter une petite précision. Il est question dans cet article, entre autres, de la défense contre l'incendie et donc de l'aménagement hydraulique concourant

à cette sécurité civile. C'est le détail de cette précision : sur les zones urbanisées, car sur les zones rurales, ce sont les sapeurs-pompiers qui s'occupent des feux de forêt. La précision était pour dire que c'est sur les zones urbanisées.

Monsieur le Président

OK. Qui demande la parole ? Je mets aux voix l'affaire 93. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 94 : HORS COMMISSION - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE MISSION ET DE REPRESENTATION DES AGENTS ET ELUS DANS LE CADRE D'UN MANDAT SPECIAL - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 94 : prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et élus dans le cadre d'un mandat spécial. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 95 : HORS COMMISSION - COMMISSIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - MODIFICATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Dernière affaire de l'ordre du jour : il s'agit des commissions du Conseil de Métropole et de leur modification. C'est une affaire récurrente à tous nos Conseils lorsqu'il y a des changements d'élus dans les commissions. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

Monsieur le Président

Je vous remercie pour ce Conseil métropolitain et souhaite à chacun et chacune un excellent été. Reposez-vous bien car ce sera chaud en septembre. Vous vous reposez, vous faites les pommes à Saint Jean de Védas puis les vendanges aux Matelles et vous arriverez tout frais.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h55.